



TENNIS
À MELBOURNE, L'INCROYABLE
EXPLOIT DE NOVAK DJOKOVIC
PAGE 14



BOUALEM SANSAL
« SI LA FRANCE EST FORTE,
SA LANGUE LE SERA AUSSI »
PAGE 18

EXÉCUTIF
Sébastien Lecomu,
un dernier 49.3
sur le budget
et puis s'en va
au chevet
de l'agriculture
PAGE 5

MUNICIPALES
Avant la bataille
de Paris, Dati
dresse le bilan
de ses réussites
à la Culture
PAGES 6 ET 7

TCHAD
Mahamat Idriss
Déby tente
de renouer avec
la France
PAGE 8

RÉCIT
Quand les Frères
musulmans
fracturent
la classe politique
française
PAGE 10

RELIGION
Ces nouveaux
convertis
qui veulent entrer
au séminaire
PAGE 11

CROISSANCE
La France à la traîne
de l'Europe
PAGES 22 ET 23

FED
Trump nomme
Kevin Warsh,
un profil rassurant
PAGE 23

CHAMPS LIBRES
Les chroniques de
Mathieu Bock-Côté
et d'Albert Zennou
PAGE 19

FIGARO OUI
FIGARO NON
Réponses à la question
de vendredi :
Iran : êtes-vous favorable
à l'inscription des
gardiens de la révolution
sur la liste européenne
des organisations
terroristes ?
OUI 95% **NON 5%**
VOTANTS : 152 317

Les policiers ont-ils raison
de manifester ce week-
end contre le manque
de moyens ?

Téléchargez
l'appli
du Figaro
pour voter

EDGAR SU/REUTERS
- FABIEN CLAIREFOND

Trump étudie les options d'une intervention contre l'Iran

Le président américain menace de frapper le régime des mollahs avec son « armada » si ce dernier ne renonce pas à ses ambitions nucléaires. Durement réprimés, les Iraniens, eux, espèrent son soutien.

Trois semaines après les massacres des 8 et 9 janvier, où plus de 30 000 personnes auraient été tuées par les ner- vis du régime, les Iraniens os- cillent entre désespoir et

confusion. Après avoir promis son aide aux manifestants, Donald Trump semble privilé- gier un accord avec le régime dans le but de l'amener à renoncer à son programme

nucléaire. Alors que le porte-avion *Abraham-Lincoln* est arrivé au Moyen-Orient, et malgré les réticences manifes- tées par des pays de la région, l'hypothèse d'une opération

militaire américaine reste à l'ordre du jour. Mais si Trump a des moyens d'agir, il n'a pas l'assurance d'obtenir le résultat qu'il recherche. D'autant que celui-ci n'a pas été clairement

défini. Les Iraniens, eux, bien qu'instruits que la démocratie procède rarement de raids aé- riens, lancent des appels au se- cours : « Dites au monde de ne pas nous abandonner. »

→ LES IRANIENS SUSPENDUS À UNE INTERVENTION DES ÉTATS-UNIS → LE POUVOIR TRAQUE LES MÉDECINS QUI SOIGNENT LES VICTIMES DE LA RÉPRESSION → ALI ANSARI, UN DES OLIGARQUES AU SERVICE DU CLAN KHAMENEI → DANS L'OMBRE, LA GUERRE NUMÉRIQUE D'ISRAËL CONTRE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL



À Kiev, la résistance des Ukrainiens plongés dans le froid et l'obscurité

Alors que la capitale ukrainienne affronte un hiver particulièrement rude, les bombardements russes contre les infrastructures énergétiques privent les habitants de chauffage, d'électricité et d'eau, par des températures avoisinant - 20 °C. PAGE 17

Ulcérés par l'insécurité, les policiers manifestent dans toute la France

Répondant à l'appel des syn- dicats, gardiens de la paix, gradés et commissaires ma- nifestent leur colère, ce sa- medi, à Paris et dans 23 villes de France. Ils seront rejoints par des élus, des citoyens et des associations de victimes, qui ont répondu à leur appel sur internet, où la pétition de soutien à la mobilisation dépassait les 70 000 signatu- res vendredi soir. Les fon- tionnaires, qui « chaque jour protègent les Français au péril de leur vie », déplorent le manque de moyens, d'effec- tifs et de soutien. PAGE 9

ÉDITORIAL par Philippe Gélie

Trump contre les tyrans

Les Iraniens attendent leur salut de Donald Trump. Martyrisés depuis cinq décennies, massacrés depuis un mois dans des proportions inouïes, ils perdent l'espoir de ren- verser à mains nues la dictature assassine des mollahs. Seul « Oncle Trump », sobriquet affectueux en farsi, pourrait encore inverser le rapport de force. Il leur a promis son aide, les a encouragés à défier le pouvoir et a déployé une force militaire considérable dans les pa- rages de l'Iran. Va-t-il passer à l'action ? Ce serait une première, en rupture avec ses convictions et ses engagements devant les électeurs, si le 47^e président des États-Unis engageait ses soldats pour secourir une popu- lation étrangère à 10 000 km de ses côtes. Il ne s'en cache pas : ses menaces visent plutôt à convaincre les dirigeants iraniens de négocier « un deal juste et équitable - pas d'armes nucléaires ». L'ex-président vénézuélien Nicolas Maduro s'était vu offrir une alternati- ve du même genre, qu'il avait cru pouvoir traiter par le mépris. Répliquer cette stratégie avec l'Iran comporte bien plus de risques. Les quatre exigences de Washington - restitution du stock d'uranium enrichi, arrêt définitif des centrifugeuses, li-

mitation de l'arsenal balistique et abandon des supplétifs au Liban, à Gaza, en Irak, au Yémen... - reviennent à exiger des mollahs une reddition inconditionnelle. Les maîtres de l'Iran se disent prêts à discuter, mais on les voit mal consentir à leur vulnérabilité sous le seul effet de l'intimidation. Le problème est que Donald Trump s'est déjà engagé très loin dans le rapport de force. Recu- ler à ce stade nuirait à sa réputation et à sa crédibilité internatio- nale, l'alignant sur le précédent honni des « lignes rouges » piéti- nées par Barack Obama en 2013 en Syrie. Si Trump décide, à l'inverse, de mettre ses menaces à exécution, il lui faudra fixer un but de guerre atteignable. L'anéantissement du programme nucléaire ? Déjà essayé, avec Is- raël, en juin dernier. La réduction de l'arsenal balistique ? Forcément temporaire. Le renon- cement de l'Iran à ses alliances ? Probable- ment illusoire. Reste ce à quoi l'appelle la po- pulation révoltée : l'aider à renverser le pouvoir des tyrans en frappant ses points né- vralgiques. Trump s'est mis devant un choix cornélien : l'audace ou le repli. ■

CHRISTIE'S LUXURY



Vendez aux enchères avec nous
Votre collection. Notre expertise.

Contactez nos spécialistes pour
une estimation gracieuse et confidentielle.

Montres
Mathieu Ruffat
mruffat@christies.com
+41 (0) 75 431 90 40

MONTRE ROLEX DAYTONA
"BIG RED", REF. 6263
Vendu: CHF 73,660
Rare Watches
Genève, Novembre 2025

Joallerie
Violaine d'Astorg
vdastorg@christies.com
+33 (0) 6 45 78 63 74

PENDENTIF/BROCHE RUBIS ET
DIAMANTS FIN DU XIXE SIÈCLE
Vendu: CHF 2,280,400
Magnificent Jewels
Genève, Novembre 2025

Les prix de vente incluent la commission d'acheteur ;
pour plus de détails, consultez christies.com

christies.com

Les Iraniens suspendus à une intervention des États-Unis

Delphine Minoui Correspondante à Istanbul

Alors que Donald Trump entretient toujours le flou sur une possible offensive militaire contre la République islamique, cette solution serait, pour beaucoup, la seule pour stopper les massacres.

« **T**out l'Iran est suspendu à Trump. » D'une voix cassée, comme dévitalisée, Sharam, enseignant iranien, profite d'une brèche soudaine dans le mur de l'internet, encore très verrouillé, pour implorer l'aide du président américain : « *Qu'il agisse une bonne fois pour toutes ! Sinon, c'est la mort à petit feu.* » Son appel en dit long sur le désespoir, mais aussi la confusion, qui envahit les Iraniens. « Un jour, dit-il, Trump nous annonce que l'aide arrive. Un autre, il se dit prêt à négocier avec le pouvoir. Un troisième jour encore, il prévient : le temps est compté ! Puis, il dit qu'il espère ne pas avoir à frapper. On ne peut pas jouer ainsi avec des millions de vies ! »

Trois semaines après le massacre des 8 et 9 janvier, l'Iran titube, tel un zombie en deuil qui marche vers l'échafaud. « C'est comme si quelqu'un avait jeté de la poussière de mort sur tout le pays », s'exclame par téléphone Behnam, un manifestant blessé, de passage à Istanbul pour se faire soigner. Il se sent « trahi » par le locataire de la Maison-Blanche : « On est sorti dans la rue, on a attendu une attaque américaine et une aide militaire. Et puis, rien n'est venu ! Tant de vies ont été sacrifiées... »

Bien que déçu, il veut encore y croire. C'est son dernier espoir. « Les prisons sont bondées. Les agents du régime font du porte-à-porte pour arrêter les manifestants, qu'ils ont identifiés grâce à la vidéosurveillance ou repérés par drones. La République islamique a pris ses 90 millions d'habitants en otage. Seule une aide extérieure pourra nous sauver », insiste-t-il. Dans une tribune signée dans *The Indian Express*, le chercheur iranien Ramin Jahanbegloo partage cette même vision : « Si Trump n'intervient pas, les Iraniens y verront un énorme abandon, et le gouvernement interprétera cela comme un feu vert pour une autre vague de massacres. »

Alors que le porte-avions Abraham Lincoln est arrivé au Moyen-Orient, et malgré la friolité des pays de la région, la perspective d'une opération américaine reste à l'ordre du jour.

Mais dans quel objectif précis ? Anéantir le programme nucléaire ? Viser le guide suprême ? Frapper les gardiens de la révolution, branche armée du régime ? Les Iraniens sont bien placés pour le savoir : rares sont les interventions militaires extérieures qui garantissent la démocratie, surtout quand elles sont unilatérales et que la suite n'a pas été planifiée. Ils en ont l'exemple flagrant avec leurs voisins, l'Afghanistan et l'Irak. Et pourtant, ils insistent : leurs mains nues ne font pas le poids face aux fusils d'assaut des forces de la République islamique. « Les Iraniens sont conscients qu'une opération militaire vient rarement sans agenda extérieur, mais le désespoir leur dicte que s'il existe une petite fenêtre pour libérer le peuple, alors il faut la saisir », observe une sociologue iranienne, contactée par courriel.

Cette fenêtre, Sima (nom d'emprunt) s'y accroche par défaut. Dans son petit salon de beauté de Chiraz, elle tend l'oreille, attentive aux inquiétudes de ses clientes. « Elles sont hésitantes à propos d'une aide américaine, mais au fond, elles souhaitent que Trump intervienne. À dire vrai, tout le monde attend "oncle Trump", son nouveau surnom. Les gens se réveillent au milieu de la nuit pour regarder les informations et voir si une attaque a eu lieu, comme si cette dernière pouvait atténuer un peu leur peine », dit-elle. Dans son salon, autrefois si joyeux, les conversations tournent autour des funérailles d'un proche, de l'arrestation d'un autre. « Tout le monde connaît quelqu'un qui a été tué ou blessé. Le volume de la douleur est tel que lorsque plusieurs personnes se rassemblent, la tristesse devient insoutenable », raconte-t-elle, dans une série de SMS qu'elle s'empresse d'effacer pour sa sécurité.

« Si Trump n'intervient pas, les Iraniens y verront un énorme abandon, et le gouvernement interprétera cela comme un feu vert pour une autre vague de massacres »

Ramin Jahanbegloo
Chercheur iranien



tenable », raconte-t-elle, dans une série de SMS qu'elle s'empresse d'effacer pour sa sécurité.

Depuis Téhéran, Leyla (nom d'emprunt), une reporter iranienne, nous interpelle : « Dites au monde de ne pas nous abandonner. » Ce mercredi, entre deux textos, qu'elle gomme aussitôt, elle décrit un climat d'inquisition jusqu'aux couloirs de son journal : les articles sont passés au crible, parfois censurés et remplacés par des textes dictés d'en haut. « Le régime cherche à imposer sa rhétorique du grand complot américain, en faisant passer les manifestants pour des "terroristes". » Dans le centre-ville de la capitale, les autorités iraniennes ont inauguré une énorme fresque simulant une riposte fatale contre le porte-avions. Le pont est jonché de corps maculés de sang. Avec ce slogan écrit dans un coin : « Qui sème le vent récolte la tempête ». Mais personne n'y prête attention, dit la journaliste. Les Iraniens, poursuit-elle, « vivent dans un état second, suspendu entre la colère et l'espoir. Les seules images qui les obsèdent sont celles du massacre, des morgues, des hôpitaux. Que ce soit dans le métro, les bus, les épiceries, les salles de sport, on ne parle que de ça. Chaque Iranien s'identifie à une photo, une

vidéo. Celle de ce père hurlant le nom de son fils, Sehper, à travers les rangées de sacs mortuaires de la morgue de Kahrizak nous a tous bouleversés. »

Ces images sont d'autant plus douloureuses que les Iraniens les découvrent d'un bloc, en différé, après dix jours d'interruption totale des communications. Quand Leyla appelle ses amis pour prendre de leurs nouvelles, elle se heurte à des voix écorchées, des paroles noyées dans les sanglots. « Il y a tant de tristesse, tant de rage. » Et puis, cette phrase, répétée à longueur de journée comme un refrain : « À quand une aide internationale ? » Les moyens de pression autres que des frappes américaines sont nombreux. D'ailleurs, Leyla aimerait voir le Conseil de sécurité des Nations unies et les Européens agir avec plus de fermeté au nom du principe de la « responsabilité de protéger » : sanctions renforcées, gel d'avoirs, expulsion des ambassadeurs iraniens et rappel des ambassadeurs européens, pression sur Téhéran pour libérer les prisonniers politiques, envoi d'une commission d'enquête indépendante. Sans mesure de rétorsion, poursuit-elle, « le régime continuera à nous massacrer en toute impunité ».

C'est pourquoi une majorité d'Iraniens s'en remet aujourd'hui au président américain, seul capable de « frapper fort ». « Des pays entiers ne sont pas parvenus à mettre fin à l'ingérence régionale des gardiens de la révolution de manière pacifique et diplomatique. Alors comment voulez-vous que le peuple iranien parvienne à s'en débarrasser par les manifestations non violentes ? », demande Leyla.

Soudain, en plein échange de textos, une nouvelle s'invite ce mercredi après-midi dans notre conversation virtuelle : après trois années d'un lobbying acharné mené par la société civile iranienne et de nombreux députés européens, l'Union européenne a fini par placer le corps des gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes. Leyla jubile. Pour elle, c'est une double victoire : en plus de cette appellation tant souhaitée, des sanctions ciblées ont également été votées contre trois acteurs clés de la répression, parmi lesquels Iman Afshari, juge de la 26^e chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran. Il y a quelques années, elle a personnellement subi les foudres de ce clerc au turban blanc, à l'origine de sa détention arbitraire ainsi que de celle de

Le pouvoir traque les médecins qui soignent les victimes de la répression

Depuis qu'elle est arrivée il y a deux jours à Dubai, Mitra* continue à trembler au rythme de Chiraz : la jeune infirmière iranienne vient d'apprendre que plusieurs médecins de sa ville du sud-ouest de l'Iran ont été arrêtés, accusés d'avoir prêté assistance à des manifestants blessés. « C'est notre devoir de sauver des vies ! Comment un médecin peut-il faillir à son devoir ? » s'exclame-t-elle. Derrière l'écran de son smartphone, elle s'adosse au canapé et rassemble ses émotions, enfin libre de parler. « C'est comme si nous venions de vivre une guerre », dit-elle.

En cette première nuit sanglante du 8 janvier, au pic de la répression des manifestations, Mitra n'était pas de garde. Aux environs de 22 heures, elle reçoit un appel d'un ami blessé. Il la supplie de le soigner en urgence. « Il n'osait pas aller à l'hôpital, par crainte d'y être arrêté. Par mesure de sécurité, je lui ai donné rendez-vous chez d'autres amis. Je suis sortie de chez moi, la peur au ventre : et si je me faisais arrêter avec mon sac d'infirmière ? Mais j'y suis quand même allée : il avait reçu une balle de plomb dans la main. Comme c'était trop risqué de lui retirer, je l'ai désinfecté, je lui ai mis un pansement, et il est reparti en catimini », raconte-t-elle.

Le lendemain, elle prend conscience de l'étendue du carnage en arrivant à l'hôpital : « Les chirurgiens avaient opéré non-stop de 23 heures à 4 heures du matin. Tous les patients avaient été touchés à balles réelles et pour la plupart, au niveau du haut du corps : thorax, cou, visage. Un garçon de 14 ans avait reçu une balle à la cuisse. Il est décédé à cause d'une hémorragie. » Le jour suivant, le même scénario se reproduit, en pire : les médecins lui ont raconté que face à la surcharge de blessés, ils avaient dû traiter en priorité les cas les plus graves, et donner leur propre sang pour assurer les perfusions, dans des conditions d'extrême pression. « Des agents en civil rôdaient à tous les étages. Alors qu'un blessé était en réanimation, la police l'attendait devant la porte, prête à l'embarquer. Pour protéger les

patients, les médecins n'enregistraient pas leurs vrais noms. Ils écrivaient "objet inconnu" à la place de "balles" pour décrire l'origine des blessures. Dès qu'ils faisaient des radios, ils les effaçaient aussitôt. Pendant ce temps, les familles se cachaient dans les toilettes », dit la jeune femme.

Ce sont certains de ces médecins qui sont actuellement poursuivis pour avoir honoré leur serment d'Hippocrate les nuits des 8 et 9 janvier. À ce jour, des dizaines de soignants ont été arrêtés et incarcérés à

« Je suis sortie de chez moi, la peur au ventre : et si je me faisais arrêter avec mon sac d'infirmière ? Mais j'y suis quand même allée : il avait reçu une balle de plomb dans la main »

Mitra Infirmière iranienne

travers le pays : Saber Dehghan, chirurgien de la ville de Sirjan ; Amaneh Soleimani, dermatologue d'Ardabil ; Babak Pouramin, médecin urgentiste de Nichapur ; ou encore Sobhan Esmailpour, dentiste de Racht... L'organisation IHRNGO signale également le cas d'un secouriste bénévole qui avait transformé son domicile en clinique de fortune, où il avait soigné plus de vingt manifestants blessés, dont deux sont morts. Il a été arrêté chez lui le 14 janvier à l'issue d'une perquisition musclée : vitres brisées, voiture saccagée.

Dans ce climat de chasse aux sorcières qui vise également de nombreux avocats, les raids se multiplient dans les centres médicaux et au domicile des soignants. « Il semble s'agir d'une campagne de représailles délibérée contre les médecins et le personnel médical qui refusent d'abandonner les blessés », confie Hossein Raeesi, défenseur iranien des droits humains en exil au journal britannique *The Guardian*.

Nazila*, une autre infirmière iranienne contactée par *Le Figaro*, raconte l'ambiance sécuritaire qui prévaut désormais dans son hôpital : « Il y a des flics camouflés partout. Si un blessé se présente à l'accueil, ils l'embarquent aussitôt. » Elle salue le « courage » des médecins qui continuent, malgré tout, à soigner en douce, et gratuitement, les nouveaux patients. Au prix de leur propre vie.

Alireza Golchiri, un chirurgien de 52 ans, en fait aujourd'hui les frais. Ce médecin originaire de Qazvin, et dont le Département d'État américain vient de réclamer la libération, a été violemment arrêté cette semaine à son domicile, devant son épouse et leur fils de 11 ans. Il est poursuivi pour « moharebeh », mot à mot « hostilité envers Dieu », une accusation passible de la peine de mort. Son « crime » ? Avoir diffusé son numéro de téléphone sur les réseaux sociaux, en offrant ses services aux manifestants blessés.

*Noms d'emprunt

D. M.



nombreux activistes et journalistes. « Quel soulagement !, s'exclame-t-elle. Aujourd'hui, la justice a enfin parlé au nom de ses trop nombreuses victimes. Maintenant, il faut continuer à mettre la pression, ne rien lâcher. » ■

Des passants devant une affiche anti-américaine, à Téhéran, le 26 janvier.

MAJID ASGARIPOUR/VIA REUTERS

Les options limitées de la puissance militaire américaine

Nicolas Barotte

Après avoir lancé des menaces contre l'Iran, Donald Trump étudie ses options militaires. Si le président américain veut mettre le régime de Téhéran sous pression, il ne pourra pas se contenter de mots. Mais s'il a des moyens d'agir, incontestablement, il n'a pas l'assurance d'obtenir le résultat qu'il recherche. La République islamique et les gardiens de la révolution sont « résilients », observe prudemment une source militaire française qui doute d'une possible chute du régime.

Après avoir subi une répression sanglante, le soulèvement populaire iranien s'est partiellement éteint. Le président américain évoque toujours les massacres pour justifier une action. Mais il fixe désormais comme priorité « numéro un » la fin du programme nucléaire qui avait déjà été la cible de l'opération Midnight Hammer en juin. Quelques mois plus tard, le bilan est nuancé : si les infrastructures enterrées ont été touchées, le programme n'a pas été totalement « obliteré », comme le proclamait Donald Trump. Vendredi, Téhéran a cherché à gagner du temps en se déclarant prêt à des discussions. « Si les négociations sont justes et équitables, l'Iran est prêt à participer à des pourparlers », a assuré le ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, en affirmant cependant que son pays riposterait à une attaque. « Les capacités de défense et les missiles iraniens ne feront jamais l'objet de négociations », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse à Istanbul. « La reprise des négociations sur le nucléaire entre l'Iran et les États-Unis est vitale afin d'apaiser les tensions régionales », a déclaré pour sa part le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan.

Pour intimider Téhéran, Donald Trump a donné l'ordre à son armée de déployer une « armada » dans le

golfe Persique. Elle est constituée du porte-avions USS Abraham Lincoln, de trois destroyers, et sans doute d'un sous-marin pour protéger le groupe aéronaval. Le porte-avions peut accueillir à son bord jusqu'à 90 avions, dont des F-35 Lightning II, des F/A-18 Super Hornet ou des avions de surveillance et de reconnaissance. L'armée de l'air américaine a aussi renforcé ses moyens dans les bases régionales, qu'il s'agisse d'avions furtifs F-35, de munitions ou de pilotes, bref, tout ce qui serait nécessaire pour une action dans la durée.

Supériorité aérienne

Elle dispose aussi de drones armés. Les bâtiments américains sont quant à eux équipés de missiles de croisière Tomahawk pouvant frapper à des milliers de kilomètres. Grâce à leurs moyens de renseignement, notamment satellitaires, les États-Unis n'ont aucune difficulté à localiser des cibles sur le territoire iranien. Quels que soient ses objectifs, l'armée américaine « aura suffisamment de moyens », poursuit la source militaire. « Elle n'aura aucun mal à obtenir une totale liberté d'action aérienne », ajoute-t-on.

Depuis la guerre des Douze Jours, menée par l'armée israélienne, et l'opération américaine, les défenses antiaériennes iraniennes, dotées de système S300 ou S400, ont été considérablement réduites. « Il ne leur reste plus grand-chose », assure un autre officier. Une nouvelle opération américaine commencerait par la neutralisation des derniers systèmes et sites de lancement de missiles pour obtenir une supériorité aérienne totale et limiter les risques de tirs de représailles contre les bases américaines dans la région. « Au bout de quelques jours, les Américains pourront faire voler leurs drones et obtenir une présence quasi permanente » dans le ciel iranien, indique-t-on.

Une telle liberté d'action est tentante pour Donald Trump. Mais les op-

tions américaines s'avèrent en réalité restreintes. Un déploiement au sol est exclu : aucune troupe ne s'est prépositionnée. Donald Trump n'y est par principe pas favorable. « Le plus probable serait sans doute une campagne aérienne courte et violente », explique la source militaire : elle viserait des sites stratégiques en espérant affaiblir, si ce n'est décapiter, le régime. Mais encore faut-il disposer des cibles pertinentes. Les infrastructures sont identifiées. Les leaders du régime peuvent chercher à se cacher. Une campagne aérienne pourrait aussi être accompagnée d'actions ciblées, menées soit par des moyens cyber, soit par des forces spéciales en Iran. Le New York Times a évoqué cette dernière hypothèse vendredi. Elle comporte le risque de pertes. L'armée américaine pourra sans difficulté porter des coups mais sans garantie d'obtenir un effet politique. « Les Américains sont dans la posture plus que dans la préparation d'une opération militaire », estime un officier français.

Les moyens de riposte militaire de l'Iran sont pour leur part comptés. Après l'opération Midnight Hammer, la réplique Bénédiction de la victoire avait été limitée à une poignée de missiles contre les emprises américaines en Irak et au Qatar. Ils avaient été sans effets. Face à l'armada de Trump, la marine iranienne pourrait être tentée de contre-attaquer. Le rapport de force est déséquilibré et elle ne paraît pas en mesure d'inquiéter le groupe aéronaval. Si elle tente de miner le détroit d'Ormuz, elle s'exposera aussi à des représailles directes.

L'Iran est dans une impasse. « L'équation sécuritaire de l'Iran est extrêmement compliquée », confiait un diplomate il y a quelques semaines, alors que la France cherchait à renouer des contacts sur le dossier nucléaire. Il est à craindre que le régime, acculé, soit tenté par la fuite en avant. Face à une pression militaire américaine démesurée, il se trouve au pied du mur. ■

BRAVO

À TOUTE L'ÉQUIPE !

Ab Bout De Souffle..

10 NOMINATIONS AUX CÉSAR

Nouvelle

Vague

LE FILM RESSORT LE 25 FÉVRIER

DANS LES CATEGORIES :
FILM • RÉALISATION • SCÉNARIO • ESPOIR MASCULIN • PHOTO • MONTAGE • COSTUMES • EFFETS VISUELS • DÉCORS • SON

Ce jour-là, Ali Ansari pensait à l'avenir. « C'était l'année dernière, se souvient son interlocuteur. Il m'a dit : "Tu ne connais pas des investisseurs qui seraient intéressés pour racheter des tours à Téhéran?" Je lui ai répondu : "Mais c'est bizarre que tu penses à vendre, ce n'est pas dans tes habitudes." "J'ai besoin de sortir trois milliards de dollars pour respirer, je veux que moi, mes enfants et petits-enfants soient à l'abri du besoin", m'a-t-il répondu. »

Son interlocuteur, un investisseur iranien qui le connaît depuis longtemps et accepte de témoigner anonymement, s'est dit que le riche homme d'affaires, âgé de 63 ans, avait senti le vent tourner. Pour lui et surtout pour la République islamique d'Iran, dont il est depuis des années un puissant oligarque. Un de ses relais qui, grâce à des myriades de sociétés écrans à travers le monde, se joue des sanctions imposées à l'Iran pour ses ambitions nucléaires, grâce à de savants montages qui engraisent le sommet du pouvoir, autour du guide suprême, Ali Khamenei, et de son fils, Mojtaba.

En Iran, une dizaine d'oligarques possédaient sa surface financière – plusieurs dizaines de milliards de dollars – et une centaine, de moindre envergure, pèseraient entre un et dix milliards. Son empire va de l'immobilier à la construction en passant par la pétrochimie, des compagnies d'assurances à l'export en tout genre. « Ali Ansari est l'un des principaux relais financiers de Mojtaba Khamenei », décrypte le chercheur Farzin Nadimi, cité par l'agence Bloomberg, qui a enquêté sur lui.

Ses liens avec la famille Khamenei remontent à l'avant-révolution islamique, qui chassa le chah en 1979. Mais ils se sont raffermis pendant la guerre Iran-Irak, entre 1980 et 1988, lorsque la famille Ansari permit aux forces armées iraniennes de rendre inopérants les systèmes d'écoutes américains qui renseignaient leurs alliés irakiens sur les positions iraniennes.

Au sortir de la guerre, d'autres clans tout-puissants allieront politique et affaires, notamment la famille Rafsandjani, bien connue aux États-Unis, mais aussi en France. « Mojtaba, lui, ne voulait pas opérer en direct, il préférait avoir une couverture », se souvient notre source, familière de la nomenclature.

Après le commerce de meubles, Ali Ansari fonde la TAT Bank en 2009, puis construit le plus grand centre commercial de Téhéran, avant de fusionner sa banque dans une nouvelle structure, Ayandeh Bank, qui fera faillite en 2025. « Devant moi, se rappelle son interlocuteur, il se vantait qu'il allait remplir son centre commercial avec ses marques ; ses bureaux à travers le monde lui permettaient de signer des contrats avec ses marques ; et il se vantait même

Ali Ansari, un des oligarques au service du clan Khamenei

Georges Malbrunot

Grâce à un vaste réseau de sociétés écrans aux ramifications mondiales, l'homme d'affaires participe au financement occulte du régime.



Ali Ansari a été sanctionné par la Grande-Bretagne, qui le considère comme « un banquier corrompu » (ici, dans un hôpital d'urgence à Téhéran, en 2020).

d'avoir un bureau à New York », dans ces États-Unis qualifiés « grand Satan » et ennemi juré des mollahs.

Ces bureaux, il en a en effet à Londres, où il a investi dans une douzaine de résidences de luxe, à Milan où il dispose d'un palais, à Kitzbühel, la station de ski autrichienne où il possède un hôtel de luxe, et à Berlin. « L'Allemagne

était un peu son fief, avant que des services de renseignements s'introduisent dans sa chambre et déroberent des documents dans son coffre-fort », affirme l'homme d'affaires qui le fréquentait.

Réussir à y voir clair dans l'empire international Ansari est une tâche ardue. Une structure dirigée à Hongkong par un prête-nom détient une autre struc-

ture aux Émirats arabes unis, laquelle serait propriétaire d'une autre entité au Qatar ou en Irak. C'est au travers d'un chapelet de sociétés écrans qu'il parviendra à étendre sa toile d'araignée, l'argent de ses transactions circulant via des sociétés non iraniennes, comme Ziba Leisure Ltd, enregistrée à Saint-Christophe-et-Niévès, un paradis fiscal

des Caraïbes, ou Birch Ventures Ltd, sise sur l'île de Man, un autre paradis fiscal.

À Téhéran, où il a continué de construire des tours et des hôtels, censés passer sous licence de la chaîne internationale Rotana, les petits commerçants du quartier huppé de Farmanyeh, dans le nord de la capitale, n'ignoraient plus que derrière lui, le vrai propriétaire était Mojtaba Khamenei, dont le nom était évoqué, ces dernières années, pour succéder à son père. Comme les tout-puissants gardiens de la révolution, l'armée idéologique en charge de la protection du régime qui viennent d'être inscrits sur la liste européenne des organisations terroristes, Ali Ansari a su bénéficier des vraies-faussees privatisations organisées par le pouvoir pour s'adjuger des secteurs rentables, laissant les autres au marché.

« L'Allemagne était un peu son fief, avant que des services de renseignements s'introduisent dans sa chambre et déroberent des documents dans son coffre-fort »

Un investisseur iranien

S'il est difficile de savoir combien d'entreprises il détient réellement, de nombreux Iraniens, en revanche, n'ignorent plus son rôle de pompe à finances du régime, depuis qu'en octobre un député ultraconservateur, Amir-Hossein Sabeti, poussa la justice à s'intéresser à la déconfiture de la banque Ayandeh. « Devenu très puissant, il était moins accessible, se rappelle son interlocuteur. Son frère me passait alors ses messages et quand c'était très important, Ali me disait de venir le voir dans une villa de l'avenue Vali Asr, où il a ses bureaux privés. »

Grâce à lui, Mojtaba Khamenei a pu investir dans des quartiers chics de Londres, à Francfort et à Majorque. Des comptes dans des banques en Grande-Bretagne, en Suisse, au Lichtenstein et aux Émirats ont rendu possible les transactions, selon Bloomberg, qui n'a trouvé aucun document au nom de Mojtaba Khamenei, lequel, comme son père, ne mène pas une vie de flambeur, contrairement à d'autres rejets du système, établis au Canada en Allemagne, et même aux États-Unis.

L'an dernier, après avoir obtenu un passeport chypriote, Ali Ansari a finalement été sanctionné par la Grande-Bretagne, qui le considère comme « un homme d'affaires et un banquier corrompu », en outre « soutien financier » des gardiens de la révolution. Accusations que l'intéressé dément par le biais de son avocat. ■

Dans l'ombre, la guerre numérique d'Israël contre la République islamique

Stanislas Poyet
Correspondant à Jérusalem

Israël suit de très près l'évolution de la situation en Iran, alors que le pouvoir islamique apparaît fragilisé, sous pression intérieure et sous la menace d'une possible intervention américaine. En juin, l'État hébreu n'a pas hésité à frapper des cibles iraniennes, avant de se placer depuis dans une phase de réflexion stratégique. Sur le terrain militaire, le tempo s'est ralenti. Mais sur les réseaux sociaux, la guerre, elle, n'a jamais cessé.

Depuis plusieurs mois, chercheurs et spécialistes de la désinformation constatent l'essor de campagnes coordonnées visant le public iranien, menées depuis l'étranger et fondées sur des réseaux de comptes inauthentiques et des contenus manipulés ou générés par intelligence artificielle. Ils pointent la main de l'État hébreu, qui entend soutenir les manifestations, mais aussi la figure de Reza Pahlavi, fils du chah déposé en 1979. « L'ampleur et la sophistication des manipulations observées dans l'espace persanophone sont révélatrices de l'implication d'un acteur étatique », explique Geoff Goldberg, fondateur de l'organisation indépendante Social Forensics, spécialisée dans l'analyse des manipulations sur les plateformes numériques.

Les modes opératoires décrits s'appuient sur des dynamiques de volume et de coordination. Des réseaux de

comptes relaient les mêmes messages et recourent aux mêmes hashtags – par exemple #IranRevolution, #FreeIran ou #KingRezaPahlavi – afin de créer des pics artificiels d'activité. Ce cumul de signaux suffit à placer certains contenus en tête des flux, indépendamment de leur réception réelle par les utilisateurs.

Ces dynamiques se mesurent. Social Forensics recense 4765 comptes publiant plus de 100 messages par jour, pour un total de 843 millions de tweets sur leur durée de vie. 11 421 autres comptes se distinguent par une activité anormalement élevée en matière d'interactions, cumulant 1,7 milliard de « likes ». 8 830 comptes ont par ailleurs changé à plusieurs reprises de nom d'utilisateur, une pratique couramment associée à des opérations coordonnées. Enfin, 3 361 comptes liés à ces conversations ont été suspendus par la plateforme.

Un rapport publié à l'automne 2025 par le Citizen Lab, laboratoire de cybersécurité rattaché à l'université de Toronto et cité par Haaretz, décrit ainsi une campagne d'influence baptisée « Prisonbreak ». Créés dès 2023, ces profils sont restés largement inactifs pendant près de deux ans, avant de s'activer brutalement début 2025, au moment de la montée des tensions militaires entre Israël et l'Iran. Leur objectif est explicite : selon le rapport, l'opération vise à « encourager un changement de régime en Iran en amplifiant des récits de soulèvement, de désobéissance civile et de délitement de l'autorité étatique ».

Le Citizen Lab met en lumière des marqueurs classiques de coordination, comme des horaires de publication synchronisés ou l'absence d'identité crédible. Il souligne surtout la synchronisation étroite entre certaines publications et des événements militaires. « Plusieurs contenus ont été diffusés avant que des informations similaires ne soient rapportées par des sources locales ou des médias iraniens », notent les chercheurs. Le rapport estime que « le degré de coordination observé est incompatible avec une dynamique organique et indique une planification centralisée ».

« Toutes les grandes puissances mènent aujourd'hui des opérations d'influence sur les réseaux sociaux. Ce qui distingue Israël n'est pas l'intention, mais le niveau de maîtrise technologique et narrative »

Or Yissachar
Spécialiste de l'Iran à l'Institut David

Israël a depuis longtemps investi cette « diplomatie algorithmique », selon les mots d'Elad Ratson, ancien diplomate à la tête de la recherche et développement du ministère des Affaires étrangères. Ces opérations peuvent se reposer sur de puissantes entreprises privées, composées d'anciens agents du renseignement israéliens, qui vendent leur savoir-faire

en opération d'influence sur les réseaux sociaux, comme Black Cube ou Cyabra.

Pour Or Yissachar, spécialiste de l'Iran à l'Institut David à Jérusalem, cette stratégie s'inscrit dans une tendance globale, mais avec des spécificités israéliennes marquées. « Toutes les grandes puissances mènent aujourd'hui des opérations d'influence sur les réseaux sociaux. Ce qui distingue Israël n'est pas l'intention, mais le niveau de maîtrise technologique et narrative », explique-t-il.

Parmi les objectifs manifestes de ces campagnes figure la promotion de Reza Pahlavi. Ce dernier bénéficie du soutien d'Israël, qui pousse le narratif monarchiste sur les réseaux sociaux. « Quelqu'un travaille très dur en ligne, en particulier sur X, pour faire de Reza Pahlavi l'homme du moment, la voix et le visage unique de l'opposition », explique dans un courriel Philip Mai, chercheur au Laboratoire des médias sociaux de l'Université métropolitaine de Toronto. « Quelques-uns des comptes adressent leur message à un seul destinataire : le président des États-Unis, afin de le convaincre de prendre des mesures contre l'Iran et de soutenir Reza Pahlavi », ajoute-t-il.

Ainsi, le réseau social X pullule de comptes arborant des émojis « couronne ». Il s'agit de sock puppets, d'identités fictives utilisées pour simuler un soutien populaire. Cette technique, connue sous le nom d'astroturfing, vise à donner l'illusion d'une mobilisation de masse. Le rapport de Social Forensics estime que

plus de 95 % de ces comptes « couronne » sont inauthentiques.

Dans cet écosystème, le compte persanophone officiel d'Israël, @IsraelPersian, occupe une position structurante. Il ne se limite pas à une communication institutionnelle classique, mais se situe au croisement de réseaux monarchistes, de comptes médiatiques de la diaspora iranienne, et de personnalités israéliennes. « Environ un compte sur huit suivis par @IsraelPersian est un compte monarchiste inauthentique », observe Geoff Goldberg, qui souligne le caractère inhabituel d'un tel ratio pour un compte étatique.

Les personnalités publiques jouent alors un rôle de courroie de transmission entre ces différents cercles. Le compte persan de Hananya Naftali, conseiller en communication numérique du premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, suit ainsi de nombreux profils inauthentiques déjà intégrés à l'écosystème monarchiste, facilitant la circulation et l'amplification de ses tweets. Le même phénomène est observé autour d'Emily Schrader, communicante et dirigeante d'une agence de marketing numérique travaillant avec des institutions israéliennes. Ses publications bénéficient d'une visibilité accrue, alimentée par les mêmes réseaux de comptes inauthentiques qui soutiennent les messages institutionnels. Emily Schrader a par ailleurs reconnu publiquement, en janvier 2026, avoir participé à une vaste opération d'influence sur les réseaux sociaux. ■

Sébastien Lecornu, un dernier 49.3 sur le budget et puis s'en va au chevet de l'agriculture

Louis Hausalter et Wally Bordas

En attendant les deux motions de censure qu'il doit affronter lundi, le premier ministre commence à entrevoir «l'après».

Un dernier 49.3 et puis s'en va. Il est neuf heures, vendredi, à l'Assemblée nationale. Entouré de ses ministres Amélie de Montchalin (Comptes publics) et Laurent Panifous (Relations avec le Parlement), Sébastien Lecornu s'amuse du faible nombre de députés dans l'Hémicycle pour la lecture définitive du budget 2026. Seuls deux élus se sont déplacés ce matin : Marc Fesneau, président du groupe MoDem, et l'élue Renaissance Joséphine Missoffe. Il y a donc plus de ministres que de députés dans l'enceinte parlementaire, s'amuse le chef du gouvernement.

La durée de son intervention se comptera en secondes. «*La France doit avoir un budget*», énonce laconiquement Sébastien Lecornu, avant d'engager la responsabilité de son gouvernement sur le projet de loi de finances. Une intervention faite du banc des ministres, sous les cris d'orfraie des Insoumis Mathilde Panot et Éric Coquerel, regrettant que le premier ministre n'ait pas, comme le veut la tradition, attendu ce dernier, qui préside la commission des finances, pour recourir à l'article contesté de la Constitution. Qu'importe, le premier ministre a déjà la tête ailleurs. Il quitte le Palais Bourbon une petite demi-heure plus tard, dans l'indifférence générale, en rejoignant à pied, d'un pas tranquille et sans aucune caméra, l'Hôtel de Matignon.

Sébastien Lecornu hume déjà le grand air de la vie après le budget. Même s'il lui faut encore repousser lundi deux motions de censure déposées par le Rassemblement national et La France insoumise, comme lors des deux premiers 49.3 dégainés avant le passage du texte au Sénat - qui l'a renvoyé à l'Assemblée sans l'examiner. Il n'y aura pas plus de suspense cette troisième fois : les coûteuses concessions accordées au Parti socialiste permettront au premier ministre de ne pas être renversé. Et de faire adopter défi-



Le premier ministre, Sébastien Lecornu, visite un verger d'amandiers lors de son déplacement à Baigneaux (Eure-et-Loir), vendredi. THOMAS SAMSON/AFP

nitivement le budget, avant son examen par le Conseil constitutionnel.

À Matignon, on serait presque surpris du peu de remous provoqué par ce retour du 49.3. D'autant que Sébastien Lecornu avait promis de ne pas l'utiliser, avant une marche arrière soigneusement mise en scène. Le désintérêt de l'opinion face à un débat budgétaire parti dans tous les sens et la lassitude des parlementaires eux-mêmes ont contribué à dédramatiser l'emploi de cet article, pourtant honni lorsqu'il a été utilisé pour faire adopter la réforme des retraites en 2023. «*En fait, tout le monde s'en fout, du 49.3 !* s'esclaffait cette semaine une source gouvernementale, soulagée. *Ce sont juste les médias qui ont fait monter le truc.* »

Sébastien Lecornu peut donc se projeter sur la suite. C'est ce qu'il a commencé à faire vendredi après-midi, lors d'un déplacement à Baigneaux (Eure-et-Loir) consacré aux brûlants sujets agricoles. Après la visite d'un verger

d'amandiers, le chef du gouvernement a échangé avec des représentants de la profession. Au menu : le renforcement de la part d'aliments locaux et la généralisation de «*contrats d'avenir agricoles*» encouragés par les Jeunes Agriculteurs. Le premier ministre voit approcher le Salon de l'agriculture, qui s'ouvrira à Paris le 21 février dans un

À quinze mois de la fin d'un quinquennat quasiment paralysé depuis la dissolution, le premier ministre dispose de marges de manœuvre très réduites pour tenter d'éteindre dans la dignité les lumières de la présidence d'Emmanuel Macron

contexte tendu. En tentant de répondre à la colère qui se manifeste depuis décembre, notamment chez des éleveurs échaudés par l'épidémie de dermatose nodulaire (DNC) et la signature du Mercosur, il a pu mesurer la complexité d'une agriculture française aux réalités très disparates, tandis que la fragmentation du paysage syndical ajoute à la difficulté des échanges.

Au-delà des crises, à quinze mois de la fin d'un quinquennat quasiment paralysé depuis la dissolution, Sébastien Lecornu dispose de marges de manœuvre très réduites pour tenter d'éteindre dans la dignité les lumières de la présidence d'Emmanuel Macron. «*Il y a des objets politiques consensuels, comme le logement, l'agriculture ou la lutte contre les fraudes. Il y a aussi le texte sur la fin de vie, qui est un engagement du président*», énumère un conseiller ministériel. Même si, sur ce dernier chantier, le premier ministre montre peu d'appétence pour la légalisation de l'euthanasie et du suicide

assisté. Au premier étage de Matignon, on songe aussi déjà aux textes budgétaires de 2027 : «*Si on veut avoir quelque chose qui voyage en septembre, il faut commencer en février ou mars.* »

Dans l'immédiat, une fois le budget définitivement adopté, Sébastien Lecornu compte surtout procéder à un «*ajustement*» de son équipe. D'abord pour organiser la sortie de la ministre de la Culture, Rachida Dati, candidate aux municipales à Paris. Mais aussi dans le but de disposer d'un gouvernement qui ne soit pas pollué par les ambitions présidentielles, fait-on comprendre autour de lui. Ce qui posera notamment la question de la présence de son ami Gérard Darmanin, qui «*songe*» toujours à 2027. Alors qu'Emmanuel Macron compte sur lui pour assurer une stabilité et le protéger jusqu'au terme de son mandat, Sébastien Lecornu aimerait surtout, lui, se protéger des dommages collatéraux de la campagne présidentielle à venir. ■

À l'Assemblée, vive altercation entre le premier ministre et Éric Coquerel (LFI)

Mais que fabrique donc le président Insoumis de la commission des finances, Éric Coquerel ? Ce vendredi, voilà déjà cinq minutes que le premier ministre, Sébastien Lecornu, patiente, assis sur son banc, dans l'Hémicycle de l'Assemblée nationale. Il va dégainier son dernier 49.3 de l'exercice budgétaire pour tenter, enfin, de faire adopter le projet de loi de finances pour 2026. Mais le mélenchoniste Éric Coquerel manque à l'appel, raison pour laquelle le vice-président de l'Assemblée, Sébastien Chenu (RN), a ouvert puis immédiatement suspendu la séance. Pas d'utilisation du 49.3 possible sans représentant du bureau de la commission des finances. Il faut donc attendre.

L'ambiance est d'abord badine. Sébastien Lecornu s'amuse, avec sa ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, et celui des Relations avec le Parlement, Laurent Panifous, du nombre de députés présents dans l'Hémicycle. Ils ne sont que deux : le président du groupe MoDem, Marc Fesneau, et l'élue Renaissance Joséphine Missoffe, suppléante du ministre Benjamin Haddad (Europe). Mais les minutes s'écoulent et Sébastien Lecornu commence à légèrement s'agacer du retard de l'Insoumis.

«*Il arrive quand ?*», s'impatiente le premier ministre. «*Dans quelques minutes*», lui répond le vice-président l'épéniste de l'Assemblée. Le président LFI de la commission des finances est

en fait en compagnie de plusieurs députés, en commission des finances, en train de se prononcer sur le budget avant que celui-ci ne revienne en séance publique. Il a demandé quelques minutes supplémentaires aux services de l'Assemblée, le temps de revenir dans l'Hémicycle. Malgré cela, le vice-président RN Sébastien Chenu rouvre la séance très rapidement après l'avoir suspendue, sans qu'Éric Coquerel ne soit revenu. «*Je voulais attendre la présence d'au moins un parlementaire membre de la commission des finances et Philippe Juvin, le rapporteur général, était arrivé*», justifie Sébastien Chenu, auprès du Figaro.

« Le président de la commission des finances doit être présent au moment du 49.3, ce n'est pas tolérable ce que vous avez fait »

Éric Coquerel Président de la commission des finances

Sébastien Lecornu prend alors la parole depuis le banc des ministres, sans même monter à la tribune, pour dégainier l'article 49.3 de la Constitution. «*La France doit avoir un budget, et donc devant cet Hémicycle j'engage la responsabilité du gouvernement sur l'ensemble du PLF pour 2026*», lance-t-il, laconique, pendant que des cris s'élèvent soudain

du «*périmètre sacré*» du Palais Bourbon. Ce sont ceux de Mathilde Panot, patronne des députés LFI, et Éric Coquerel, qui viennent d'arriver et s'énervent de voir le chef du gouvernement déroger aux traditions. «*Vous n'attendez même pas le président de la commission*», s'insurge la présidente du groupe mélenchoniste. Le premier ministre termine sa courte intervention, sous le regard des quelques députés ayant rejoint l'Hémicycle, moins d'une dizaine. Sébastien Lecornu se tourne vers eux et conclut, avant de se rasseoir.

Après la séance, le président LFI de la commission des finances ne cache pas son agacement auprès du premier ministre, jetant d'énervement son journal sur son pupitre et lui lançant : «*Le président de la commission des finances doit être présent au moment du 49.3, ce n'est pas tolérable ce que vous avez fait.* » Ce à quoi Sébastien Lecornu lui répond, en regardant sa montre, qu'il n'avait qu'à arriver à l'heure : «*Allez, ça commence à bien faire maintenant*», ajoute-t-il, pendant que l'Insoumis poursuit ses reproches. «*Ce n'est pas respectueux du Parlement et des oppositions*», continue Éric Coquerel. Et Sébastien Lecornu de lui lancer : «*Ouais, ouais, c'est ça !* »

L'altercation ne s'éternise pas. Entouré de quelques députés LFI, Éric Coquerel se rend salle des Quatre Colonnes et dénonce ce «*nouveau coup de force*» du premier ministre, regrettant un «*manque d'élégance*» et un «*manque de respect vis-à-vis du Parle-*

ment ». Sans surprise, les Insoumis déposeront ensuite une motion de censure, comme le Rassemblement national. Sébastien Lecornu, lui, reprend alors, à pied, le chemin de Matignon. Comme une très grande partie de la classe politique, le chef du gouvernement est

déjà passé à autre chose. Tous l'ont fait, de guerre lasse, sauf, les Insoumis. «*Cette scène, c'est quand même la cri d'une marmotte dans la montagne silencieuse*», s'amuse un député Renaissance, qui a suivi, comme tout le monde, cette altercation de loin. ■ **W.B.**

TAJAN
MAISON DE VENTES AUX ENCHÈRES

Ventes en préparation
BIJOUX & MONTRES
2 avril et 7 juillet 2026

Expertises gratuites de vos bijoux anciens et vintage, pierres précieuses, perles fines et montres de collection

Contact
Victoire Winckler
+33 1 53 30 30 66 winckler-v@tajan.com



Faites estimer vos œuvres et objets d'art sur www.tajan.com

37, rue des Mathurins, 75008 Paris



BREGUET CLASSIQUE. REF. 3137BA 11 986
SASPORTAS - ANNÉES 1920
Bague saphir Ceylan, 12 cts env.

Avant la bataille de Paris, Dati dresse le bilan de

Claire Bommelaer

La ministre sortante, qui va quitter le gouvernement pour se consacrer à sa campagne municipale, a profité de ses vœux, jeudi soir,

Deux ans après son arrivée rue de Valois, la ministre Rachida Dati avait choisi de présenter ses vœux au monde de la culture jeudi soir depuis le Palais de la Porte-dorée, à Paris. Si en 2024 et en 2025, la foule était dense dans l'immense salle des fêtes années 1930, le cru 2026 était plus clairsemé. Le spectacle vivant, scandalisé par la réduction ou le gel des crédits, avait prévenu de son boycott. Dehors, la CGT criait son désaccord, autour du même motif. Quant à ceux qui avaient fait acte de présence, ils étaient là pour marquer leur soutien, tout autant que pour faire leurs adieux. D'ici à la fin février, à une date encore inconnue - que certains imaginent autour du 15 -, Rachida Dati va quitter le gouvernement pour plonger complètement dans la campagne des municipales. Le premier ministre, Sébastien Lecornu, ayant annoncé un «ajustement» de l'exécutif, il n'y a aucun retour possible, quelle que soit l'issue du scrutin des 15 et 22 mars prochains.

Que peut alors dire une ministre ayant déjà un pied dehors? Qui part alors que le budget de la culture va être durement touché? Rien ou si peu. A-t-elle aimé être rue Valois, elle qui avait été accueillie un peu fraîchement car «elle n'y connaissait rien»? Regrette-t-elle de devoir quitter le terrain, alors que d'autres ministres, par le passé, avaient su conjuguer un portefeuille et une campagne municipale? On n'en sut rien. Pendant vingt-cinq minutes, et sans sa gouaille habituelle, Rachida Dati a principalement dressé un bilan de deux ans à la tête d'un «ministère de conviction», permettant «de faire tomber les barrières» - entre riches et moins riches, habitants des villes ou des zones rurales. Entourée des directeurs de son administration, avec qui

elle a entretenu de bonnes relations, et sur lesquels elle s'est appuyée, la ministre sortante a égrainé les réussites, les choses abouties, les «combats menés» et les «fiertés».

Dans sa longue liste, figuraient l'accès à la culture pour tous, la réforme du passe culture, le lancement d'un fonds pour l'art public, d'un programme autour de la lecture, du plan pour la culture dans la ruralité, de la création d'un nouveau modèle économique pour le patrimoine, de grands travaux, de la préservation des droits d'auteur face à l'intelligence artificielle, de mesures pour renforcer la sécurité dans les musées, ou encore d'un projet de loi sur les restitutions d'œuvres d'art, tout juste présenté au Sénat...

«Face à la montée des communautarismes, à ceux qui intimident, menacent, je ne céderai pas. La mission est difficile, il faut entraîner la Justice et l'Intérieur dans ce combat républicain, mais on ne doit pas céder»

Rachida Dati
Ministre de la Culture

Alors que chacun dans la salle s'interrogeait sur la manière dont il allait passer cette année de vaches maigres, Rachida Dati a même affirmé qu'elle avait «défendu» son budget. Il est vrai que la vigueur mise à lutter contre Bercy pour le budget de l'année dernière est mise à son crédit par les institutions, qui ont vu cette femme énergique et parfois sans filtre se battre pour limiter les dégâts. Pour 2026, l'errance budgétaire aura mis toutes velléités au panier : Dati la combattante aura joué de malchance.

Rachida Dati, jeudi, lors de ses vœux au Palais de la Porte-dorée, à Paris.

DIMITAR DILKOFF/AFP



Au milieu de ce bilan déroulé d'une voix sage, un sujet a fait naître un éclair de passion dans sa voix : la liberté de création. «Face à la montée des communautarismes, à ceux qui intimident,

menacent, je ne céderai pas. La mission est difficile, il faut entraîner la Justice et l'Intérieur dans ce combat républicain, mais on ne doit pas céder», a affirmé la ministre, mettant en avant le lance-

Les Républicains misent sur la notoriété de leur candidate pour reconquérir l'électorat jeune dans la capitale

Emmanuel Galiero

La bataille des municipales s'annonce serrée à Paris. Chaque segment électoral va donc compter dans ce scrutin, où les sondages prévoient pour l'instant une égalité parfaite à 50-50 en cas de duel Dati-Grégoire au second tour, sans exclure la possibilité d'une triangulaire, d'une quadrangulaire, voire d'une quinquangulaire. Le vote jeune constitue donc un défi pour chaque candidat, notamment pour la ministre sortante de la Culture, qui appelle au vote utile dès le premier tour, dans une capitale dominée par la gauche depuis un quart de siècle.

La candidate de la droite investie par Les Républicains peut compter sur ses bons scores en matière de notoriété, où les enquêtes d'opinion la placent très largement en tête. Mais si être la personnalité politique la plus identifiée constituera certainement un atout, cela sera-t-il suffisant pour convaincre la jeunesse parisiennne?

Depuis plusieurs années, la droite LR souffre d'une forte désaffection des jeunes, partis vers d'autres offres politiques, souvent plus radicales comme celles du Rassemblement national et de La France insoumise ou, plus récemment, de Reconquête. Valérie Pécresse, candidate LR à la dernière présidentielle, en avait fait les frais lourdement en 2022. Elle avait été effacée du second tour par un résultat national à 4,78 %, avec seulement 3 % des jeunes de moins de 25 ans qui s'étaient tournés vers sa candidature. Il faut remonter à 2007 et à Nicolas Sarkozy pour retrouver des victoires à droite auprès de cet électorat. Et pour ne rien arranger dans ce contexte peu porteur, les plus pessimistes craignent l'impact d'une faible participation, ce qui serait un frein supplémentaire au vote «jeune» en cas de forte abstention.

Le 20 janvier, lors du premier grand meeting de campagne parisien de Rachida Dati organisé à la Maison de la Mutualité, plusieurs soutiens de la droite et du centre ont répondu présent pour témoigner publiquement de leur confiance en leur candidate. Dans la salle, un militant de 72 ans, compte parmi les fervents soutiens mais il s'interroge en observant le public déjà installé dans les travées du 5^e arrondissement. Il regrette la présence dominante «de nombreux cheveux blancs». Au point de le faire douter sur les chances de victoire de sa championne. «J'aimerais bien! Mais regardez autour de vous... Vous voyez beaucoup de jeunes? C'est ce que je me suis dit en regardant la foule qui sortait du métro tout à l'heure...», se désole le septuagénaire, convaincu toutefois de l'imminence de la défaite de la gauche parisienne, coupable selon lui d'avoir «beaucoup abîmé» la première ville de France.

Le patron de l'Ilof, Frédéric Dabi, met d'ailleurs en garde contre les conclusions hâtives car, selon lui, il est difficile de faire des pronostics sur la seule base militante des meetings. «Ce qui est très intéressant dans cette élection est que les candidatures Dati et Grégoire ont des structures générationnelles homogènes. Mais dans ce scrutin du changement, la candidate LR incarne le changement et il n'est pas impossible qu'elle surperforme chez les jeunes. Son culot, sa proximité, son image de réussite... Elle peut parfaitement séduire cet électorat même si traditionnellement les jeunes sont plutôt sensibles à la gauche», décrypte-t-il.

Le sondeur s'interroge lui aussi sur le niveau de participation en constatant les débuts poussifs de la bataille électorale parisienne. Mais même si beaucoup de jeunes risquent de boudier les urnes, il invite à observer cet électorat sous un angle qualitatif plutôt que quantitatif. «Les jeunes ont des parents, des grands-parents... Ils sont une caisse de résonan-

ce», souligne-t-il. «Le défi pour Rachida Dati, poursuit-il, c'est sortir la droite de sa structure traditionnelle en s'illustrant comme une candidate attrape tout. Et pour parler aux jeunes, il faut être partout.» Offensive sur les réseaux sociaux, qui sont très suivis par la jeunesse, la candidate LR a multiplié les vidéos virales dès son entrée en campagne, en participant à une tournée avec les éboueurs, en accompagnant des chauffeurs sur la route de Rungis, ou en déambulant dans des squats. Depuis, elle est «challengeée» sur ce terrain par sa jeune rivale zemmouriste, Sarah Knafo, qui dit s'inspirer de la communication digitale et numérique du nouveau maire de New York, le démocrate Zohran Mamdani.

Jean-Pierre Lecoq, maire LR du 6^e arrondissement, ne nie pas la réalité d'un défi pour son camp. Il sait que le vote «extrême» est devenu «l'apanage des jeunes» et pense que les modalités classiques des scrutins dans l'isolement ne sont pas des facteurs de modernité très attractifs pour ces nouvelles géné-



Rachida Dati, avec son côté subversif, son vrai leadership et son optimisme entraînant, peut convaincre largement

Agnès Evren

Présidente de la fédération LR de Paris

rations habituées à tout faire depuis un smartphone. Mais ces constats ne l'empêchent pas de croire à un alignement des planètes favorable à la droite. «Avec Rachida, la stratégie consiste à parler à tous les Parisiens et les Parisiennes en pensant que notre moteur principal sera le vent de dégagisme qui souffle sur Paris. Car les gens, dans leur ensemble, veulent dégaucher la gauche. C'est cela qui nous fera gagner», veut-il croire. Le maire soutient que la sociologie urbaine du Paris intra-muros ne résistera pas à ce mouvement de fond, malgré la résistance de ce qu'il appelle le «petit milieu bobo-culturo-parisien, nourri à l'argent public, qui ne mordra pas la main de ceux qui les nourrissent». Jean-Pierre Lecoq pointe quelques «poches de boboisation» tendance écolo dans certains arrondissements, comme le 11^e. Mais selon lui, la «mauvaise gestion de l'argent public» sera au cœur de l'élection en mars, et cette inquiétude finira par pousser nombre de jeunes actifs, lassés par l'inflation fiscale et les dépenses non maîtrisées, vers la candidate LR.

Les équipes de Rachida Dati n'ont pas abordé la bataille en segmentant l'électorat, mais récemment, Agnès Evren, présidente de la fédération LR de Paris, a encouragé la candidate à creuser son sillon vers la jeunesse. Une rencontre avec les Jeunes LR est programmée pour février. «Tu fais un carton chez eux. Ils te trouvent super, apprécient ton côté cash et tes punchlines!», lui a dit la sénatrice de Paris. Elle affirme que la droite sera capable de récupérer des voix, y compris au sein de la jeunesse macroniste revenue de ses illusions. «Cette fois, conclut Agnès Evren, ce qui peut vraiment compter c'est le style de notre campagne. Il y a une telle envie de changement! Rachida Dati, avec son côté subversif, son vrai leadership et son optimisme entraînant, peut convaincre largement, jusqu'aux électeurs les plus jeunes de la capitale.» ■

Municipales, pré

Nicolas Barotte

Tout le monde a été prévenu ou va bientôt l'être. À quelques semaines des élections municipales des 15 et 22 mars, le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), Nicolas Roche, achève sa tournée de rendez-vous. Le président du Sénat, Gérard Larcher, et quelques autres représentants du Parlement doivent encore être reçus la semaine prochaine par ce haut fonctionnaire dont le titre résume la mission : au cœur de l'État, il doit anticiper les menaces et donner à la nation les moyens de se protéger. À la fin de ses consultations, une quarantaine de responsables politiques de premier plan issus de tous les partis politiques, de droite, de gauche et du centre, auront été alertés explicitement et preuves à l'appui : les prochains rendez-vous électoraux, seront probablement - voire certainement - perturbés par des ingérences étrangères malveillantes. Et les municipales ne seront qu'un tour de chauffe avant la présidentielle de 2027, répète-t-on. «La menace est préoccupante, réelle et sérieuse», assurait en novembre, lors d'une audition au Sénat, Marc-Antoine Brillant, le patron de Viginum, le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères. Pour les adversaires de l'Europe, adeptes cyniques de la guerre hybride, les processus démocratiques révèlent des vulnérabilités à exploiter pour semer le chaos.

«Un travail d'information des partis politiques et des associations d'élus a été mené», raconte une source au courant du processus. Un livret de sensibilisation a été édité. «Il faut combattre l'idée que s'il y a une ingérence, ce sera pour les autres», dit-on. Quelques chefs de parti ou leaders politiques qui aspirent aux plus hautes fonctions, comme le candidat Horizons à la présidentielle, Édouard Philippe, ou les Républicains Bruno Retailleau et Laurent Wauquiez, n'ont pas encore trouvé le moment propice dans leurs agendas pour s'entretenir avec les services du SGDSN mais leurs équipes ont pris contact avec eux. D'autres ont fait le déplacement pour

ses réussites à la Culture

pour partager ses « combats menés » et ses « fiertés » depuis deux ans.

ment du chantier de la Maison du dessin de presse, qui « dit ce que nous sommes et ce contre quoi nous résistons ».

Voilà pour ces derniers vœux, exempts de toute information sur le

futur proche de Dati, comme si le secteur pouvait passer d'un ministre à un autre, sans que cela ne change réellement son quotidien. Exempts également, de messages sur les

dossiers inaboutis, comme la réforme de l'audiovisuel public (qu'il faudra « faire » à l'avenir, a-t-elle tout de même glissé) ou le vol des bijoux du Louvre (qui a permis de « repenser la sécurité dans les musées »). Et sans mot, non plus, sur le président de la République, dont elle fut le bras armé pendant deux ans et qui, récemment, s'amusait en privé de voir son parti, Renaissance, préférer le philippiste Pierre-Yves Bournazel (Horizons), plutôt que sa ministre de la Culture. « Je suis son directeur de campagne », a ironiquement lâché Emmanuel Macron, en marge d'une récente apparition commune avec la maire du 7^e arrondissement.

« Cette année comme toutes les autres, je serai à vos côtés, car l'idée de culture dépasse le ministère, elle est, pour moi, le combat d'une vie »

Rachida Dati

Reste aujourd'hui pour Rachida Dati à convaincre les Parisiens qu'elle a été une femme de culture et a su investir un champ qui n'était au départ pas le sien, même si le cœur des « cultureux » penche largement à gauche. En marge de la politique familiale, de la sécurité, de la propreté ou de la circulation, Rachida Dati compte faire valoir son action autour des musées, du patrimoine ou des théâtres - tous constitutifs de la vie parisienne.

Alors, depuis l'Hôtel de Ville, si la victoire est au rendez-vous dans moins de deux mois, « cette année comme toutes les autres, je serai à vos côtés, car l'idée de culture dépasse le ministère, elle est, pour moi, le combat d'une vie », a conclu Rachida Dati, avant de céder la place au cocktail. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Quand des écologistes préfèrent la radicalité à l'unité

Pour Emmanuel Grégoire, tout avait commencé par un beau coup : l'union des socialistes et des écologistes à Paris dès le premier tour, ce que ni Bertrand Delanoë ni Anne Hidalgo n'avaient obtenu avant lui. La décision de plusieurs élus Verts, à commencer par le vice-président du groupe au Conseil de Paris, de rejoindre l'Insoumise Sophia Chikirou est un coup dur pour lui. Mais, au-delà de la capitale, ces revirements d'élus ou militants écologistes en disent beaucoup sur les fractures qui traversent la gauche au niveau national.

Il y a déjà deux visions de la transition écologique, l'une pragmatique, l'autre radicale ; l'une gestionnaire, l'autre révolutionnaire. Ces deux visions traversent le parti des Écologistes (ex-EELV) lui-même, mais ces derniers temps l'approche radicale a progressé en leur sein. Or, en 2022, Jean-Luc Mélenchon avait fait de cette révolution structurelle un pivot de son programme, réussissant à attirer les électeurs faisant de l'environnement leur priorité bien mieux qu'Anne Hidalgo ou Yannick Jadot. Il ne faut pas négliger cette propension de tout un électorat urbain et jeune, à privilégier les solutions jusqu'au-boutistes et à n'avoir que mépris pour les accords entre appareils PS et Verts.

La stratégie politique globale éclaire aussi cette bascule. Pour justifier leur passage de Grégoire à Chikirou, Jérôme Gleizes et les siens ont invoqué le vote du budget de Sébastien Lecornu par les députés d'Olivier Faure. Des « frondes » analogues et un argument identique sont mis en avant également à Montpellier, Nantes ou Avignon, des villes déteintes par des socialistes dont l'alliance avec les écologistes était un moyen de résister à la poussée des Insoumis dans leurs agglomérations. Les signataires d'une tribune publiée dans Mediapart refusent que « l'écologie se dissolve à nouveau dans la social-démocratie ». ■

Jusqu'où ira ce mouvement ? Il a de quoi inquiéter le Parti socialiste. Celui-ci s'enorgueillit d'avoir arraché au gouvernement tout ce qu'il exigeait, à commencer par la « suspension » de la réforme des retraites ; mais toute une partie de la gauche ne lui est pas reconnaissante d'avoir obtenu des supposées « avancées » et lui en veut au contraire d'avoir « pactisé » avec un exécutif macroniste. Pour les maires socialistes sortants, cette radicalité peut être une menace.

La stratégie nationale des Écologistes, conduite par Marine Tondelier, est également interpellée. Il ne faut certes pas être naïf sur des revirements personnels. Dans *L'Opinion*, le numéro deux du parti, Aïssa Ghalimi, révèle qu'il y a quelques semaines encore, « les mêmes se roulaient par terre pour des places sur la liste de l'affreux social-traitre Emmanuel Grégoire ». Il y a bien longtemps qu'on sait que ce parti qui ne se prétendait pas comme les autres a parfois les comportements les plus boutiquiers. Malgré tout, la stratégie du trait d'union de la secrétaire nationale montre ses limites. Unitaire pour tous, Tondelier voulait se montrer capable de travailler avec les socialistes, sans rompre avec les Insoumis. Avec l'espoir d'apparaître comme la plus fédératrice lors de la primaire envisagée en octobre. Il semblerait que tous les militants écologistes ne goûtent pas à cet « en même temps » et penchent davantage du côté de la radicalité. ■

Écoutez
Guillaume Tabard
à 8h10

dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



sidentielle... Surveillance renforcée face aux ingérences numériques étrangères

montrer qu'ils prenaient bien la mesure de l'enjeu. Le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a honoré le rendez-vous avec sa garde rapprochée. Le secrétaire général du groupe RN à l'Assemblée, Renaud Labaye, a écouté scrupuleusement l'exposé. Les deux bords extrêmes de l'échiquier, qui rêvent de conquérir le pouvoir, ont conscience du risque que représenteraient des élections entachées de soupçons. Comme gage de bonne foi, l'un des responsables a même promis que son parti n'exploiterait pas d'éventuelles fausses informations ou polémiques artificielles à son profit. En 2017, Marine Le Pen avait par exemple évoqué, en plein débat d'entre-deux-tours, une fake news sur un prétendu « compte offshore aux Bahamas » d'Emmanuel Macron.

« Ils ont tous compris que la France était une cible », assure-t-on, toujours de même source. La Russie a fait des opérations de déstabilisation un axe de sa guerre hybride contre l'Occident. Elles sont peu coûteuses à mettre en œuvre. Mais Moscou n'est toutefois pas seul sur ce champ de bataille : la Chine ou l'Azerbaïdjan mènent des actions décomplexées. L'Amérique pro-Trump a aussi lancé son offensive. Tous rêvent de voir s'effondrer les démocraties occidentales ou de faire élire des candidats plus favorables à leurs intérêts. Pour saper les fondations de ces démocraties, ils pourraient chercher à faire tanguer des scrutins. « Dans une élection, c'est la marge qui compte. En touchant quelques centaines ou milliers de voix, il est possible de l'emporter », prévient le sénateur socialiste Rachid Temal, auteur d'un rapport en 2024 sur les ingérences. La résonance des résultats des municipales peut être nationale, souligne-t-il en notant un autre risque : de qes des manipulations locales dans de petites villes passent inaperçues, sous les radars. « Il faut sortir de l'empirisme et de la naïveté », ajoute-t-il, en réclamant une stratégie de réponse.

Avant que soit lancée la campagne de consultations du SGDSN, la consigne du chef de l'État, Emmanuel Macron, « a été claire », rapporte-t-on : « Il faut atterrir en douceur », a-t-il demandé. Le président de la République ne veut pas donner le

sentiment qu'il surveillerait la campagne ou qu'il accorderait des brevets d'authenticité, lui qui a déjà essuyé une vive polémique pour avoir évoqué un projet de « label » des médias. La lutte contre les ingérences se mène sur un terrain sensible qui doit respecter la pluralité des opinions et mobiliser des institutions très différentes. Or, le paysage politique est plombé par la défiance. Les grandes plateformes qui gèrent les réseaux sociaux seront aussi reçues dans les prochains jours par l'Arcom, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, pour les sensibiliser s'il le fallait aux risques d'ingérences. Toutes ne sont pas coopératives pour réguler les contenus. Meta, notamment, traîne des pieds, regrette-t-on. Sur X, complotistes et groupes d'extrême droite ont la voie libre.

L'État français est en alerte. Viginum a déployé ses équipes pour détecter le plus en amont possible de potentielles attaques. L'agence, créée en 2021, avance sur un fil. Elle n'a pas pour mission de trier les discours. Elle ne s'intéresse qu'aux ingérences étrangères et non aux acteurs nationaux. Elle n'a pas non plus pour mission de démanteler des réseaux cyber-malveillants. Mais elle dispose d'outils techniques lui permettant de détecter la diffusion artificielle et inauthentique de discours malveillants : des « bots » qui amplifient



La menace est préoccupante, réelle et sérieuse

Marc-Antoine Brilliant
Chef de Viginum

les audiences, des faux comptes qui reproduisent des contenus, des narratifs diffusés mécaniquement... Mais ce n'est pas suffisant pour rassurer. Le Réseau de coordination et de protection des élections vient donc d'être mis en place. Il réunira le SGDSN, Viginum mais aussi l'Arcom et la commission de financement de la vie politique. Toutes les semaines, le comité rendra compte de la sincérité de la campagne en s'autorisant, si besoin, à alerter sur une ingérence. Les services du SGDSN ont assuré à leurs interlocuteurs politiques qu'ils seront prévenus en avance et « en toute transparence » si une campagne étrangère venait à les viser. Si une campagne est détectée mais qu'elle n'a aucune portée, le comité pourra la laisser sous silence pour ne pas lui offrir, paradoxalement, un écho. Un premier bulletin a été publié vendredi.

Pour l'instant, aucune opération malveillante n'a été détectée. « Nous ne savons pas dire quelle sera la stratégie des acteurs malveillants. Mais il n'y a pas de raison de considérer que ces acteurs, qui se sont ingérés dans toutes les élections récentes, s'arrêteront à la fois. Depuis la moitié des années 2010, il n'y a pas eu un scrutin majeur qui ait été épargné », assure un connaisseur des manipulations de l'information. Des ingérences se sont produites en 2017, pour perturber la campagne d'Emmanuel Macron, d'autres ont visé Raphaël Glucksmann lors des européennes de 2024. Le scrutin présidentiel en Moldavie a été ciblé. En Roumanie, le second tour de la présidentielle a dû être reporté. Les élections fédérales allemandes en 2025 ont été attaquées. « En janvier 2025, les réseaux prorusses, actifs depuis 2022, ont commencé à cibler les conservateurs et leur candidat, Friedrich Merz, beaucoup plus qu'auparavant... Parce qu'il était passé en tête des sondages », raconte Lea Frühwirth, chercheuse au CeMAS et spécialiste des ingérences. Sur les réseaux sociaux, le parti d'extrême droite AfD a été propulsé en avant. De faux sites d'information locale ont été créés pour diffuser des contenus.

En France, des réseaux similaires ont été « prépositionnés », comme l'ont déjà observé plusieurs analystes. Cet automne, Reporters sans frontières (RSF) a identifié

des sites francophones appartenant au réseau CopyCop, révélé par le groupe Recorded Future. Son pilotage est attribué à un relais connu de l'influence russe, John Mark Dougan. Son réseau est utilisé par le « mode opératoire » Storm 1516, derrière lequel se dissimule le GRU, le renseignement militaire russe. Cette fois, quelque 141 faux sites d'information ont été recensés sur CopyCop, jouant parfois sur la confusion avec des titres de presse locale : « sudouest direct », « info grand est » ou encore « révélation des mensonges »... Certains n'existent déjà plus. L'activité ou la visibilité des autres est marginale. Mais les opérateurs des campagnes d'ingérence ont pris l'habitude de concevoir leurs réseaux parfois des années en amont, comme cela a été le cas en Roumanie. Ils n'activent leurs pions qu'au dernier moment pour éviter qu'ils ne soient trop tôt démasqués.

« Dans une élection, c'est la marge qui compte. En touchant quelques centaines ou milliers de voix, il est possible de l'emporter »

Rachid Temal
Sénateur socialiste

« Le réseau a déjà évolué », explique Thomas Delorme, consultant pour Sopra Steria et auteur d'une étude sur les tentatives russes d'influencer les municipales. Avec ses coauteurs, ils ont analysé plus de 15 000 articles publiés par 76 sites encore en activité de CopyCop. La trame des narratifs, générés sans doute par une intelligence artificielle, est toujours similaire, dit-il : les contenus forment « un miroir déformant de l'actualité ». « Le premier message, c'est l'idée d'une crise économique associée à la figure d'Emmanuel Macron », poursuit-il. « La violence et la criminalité sont aussi exacerbées. L'autorité » de Vladimir Poutine est au contraire mise en valeur », ajoute-t-il. La crédibilité et l'audience des articles sont très faibles, mais peu importe. Les mani-

pulations grossières peuvent aussi servir à occuper les services occidentaux et les détourner d'autres sujets. Ou seulement à s'entraîner. Avec le développement de l'IA, les attaques deviendront de plus en plus complexes.

Mais pour préparer les responsables politiques, les services de Viginum leur ont présenté la typologie des attaques informationnelles possibles. « L'exposition réputationnelle » peut viser un candidat ou un parti pour le dénigrer ou le promouvoir artificiellement. Les services russes avaient ainsi mis en place un réseau de « bots » de soutiens à Emmanuel Macron basé en Afrique. En révélant eux-mêmes ce réseau, ils espéraient décrédibiliser le président. Le « processus électoral » peut aussi être une cible en tant que telle. Aux États-Unis, les Maga en avaient fait un slogan, pour dénoncer un « vote volé » et contester les machines électorales lors de la victoire de Joe Biden face à Donald Trump. En 2022, le narratif a été importé. Mais en France, seulement quelques dizaines de municipalité, dont Le Havre, sont dotées de machines à voter. Les médias traditionnels sont aussi attaqués dans les campagnes de « réinformation » qui contestent leur légitimité. Enfin, les réseaux de désinformation peuvent chercher à « polariser » les débats en exploitant les divisions de la société et des thématiques clivantes. « Le débat public est libre en démocratie. Mais quand une thématique acquiert une haute visibilité, elle devient attractive pour des puissances étrangères », explique un expert du sujet. Il peut s'agir des punaises de lit, polémique amplifiée en 2024, ou de la campagne Bloquons tout, relayée opportunément par les réseaux de désinformation.

Avec leur prudente pédagogie, le SGDSN et Viginum espèrent sensibiliser les élus et les citoyens, et renforcer la résilience nationale pour, au bout du chemin, décourager les attaquants. Pour l'instant, les effets des campagnes de désinformation ont été limités. Mais pour ceux qui veulent affaiblir les démocraties, « c'est comme craquer des allumettes à la chaîne », dit-on. Jusqu'à, espèrent-ils, ce qu'un incendie se déclenche un jour ou l'autre. ■

Tanguy Berthemet

Après une quasi-rupture avec Paris en 2025, le président du Tchad est venu rendre visite à Emmanuel Macron, jeudi, à l'Élysée.

Il y a peu, la visite aurait été anodine, mais elle passe aujourd'hui pour notable. Jeudi, la réception à l'Élysée du président tchadien, Mahamat Idriss Déby, par Emmanuel Macron a donc été scrutée. « C'est un entretien important, reconnaît-on d'ailleurs à l'Élysée. Il s'agit de relancer la relation avec le Tchad. »

D'une relance, la relation entre Paris et N'Djamena en a effectivement bien besoin. Le Tchad, longtemps pilier de l'influence française en Afrique, s'est brusquement éloigné de l'ancienne métropole, laissant une traînée d'amertume mutuelle. Fin novembre 2024, la présidence tchadienne, au beau milieu de la nuit, proclame sa « décision de mettre fin à l'accord de coopération en matière de défense » signé avec Paris en 1966. L'annonce prend les Français, et bon nombre de Tchadiens, totalement de court. Après avoir cru à un simple « coup de sang », Paris doit prendre acte de la rupture. La fermeture des bases militaires et le départ des soldats français dès la fin janvier 2025 entérinent brutalement cette nouvelle donne.

Pour la France, et en particulier pour Emmanuel Macron, c'est un camouflet. Si le président français a amorcé dès 2023 une refonte des implantations militaires, il entendait conserver des éléments au Tchad. L'affaire revêt aussi un côté plus personnel. Emmanuel Macron s'était en effet beaucoup exposé quand, en avril 2021, après la mort d'Idriss Déby, il avait activement soutenu la prise de pouvoir illégale du fils, Mahamat Déby, s'attirant bien des critiques.

Si les raisons de cette rupture, qui n'a certes pas été totale, n'ont jamais été bien cernées, elle s'est doublée d'un discours aux accents souverainistes qui a ajouté au ressentiment. L'accord tout juste dénoncé, Mahamat Déby a fait état de nouveaux partenariats avec la Turquie ou les Émirats arabes unis. La Russie n'est pas mentionnée, mais le parallèle avec le Mali, le Burkina Faso et le Niger, pays désormais hostiles au gouverne-



Emmanuel Macron et le président tchadien, Mahamat Idriss Déby, jeudi, à l'Élysée. BASTIEN OHIER/HANS LUCAS VIA AFP

Le Tchadien Mahamat Idriss Déby tente de renouer avec la France

ment français, semble alors évident. Depuis les relations étaient fraîches.

« Le souverainisme n'aura pas duré longtemps », sourit un ancien ministre tchadien. La venue à l'Élysée, à sa demande, du président tchadien apparaît en effet comme un nouveau revirement, que Paris fait mine d'accueillir avec bonhomie. « Le passé est le passé », glisse un diplomate tout en reconnaissant que « la blessure était bien réelle ». Rien n'était attendu de cette rencontre sinon ce geste symbolique de la poignée de main.

« Risque de rupture au sein de l'armée »

Mais cet aggiornamento voulu par le Tchad démontre les difficultés rencontrées par le pouvoir. « Tous les problèmes

viennent de décisions prises par le président », souligne un observateur tchadien. Au centre de tout, la guerre civile qui secoue le Soudan voisin depuis 2023, opposant le gouvernement aux paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) du général Dagalo, dit Hemedti. Certes, officiellement, N'Djamena reste neutre dans ce conflit. Mais le pouvoir tchadien est régulièrement accusé de servir de plateforme pour la livraison d'armes, expédiées aux FSR par plusieurs États, notamment les Émirats arabes unis. Abu Dhabi nie également toute implication et affirme soutenir « les efforts internationaux pour trouver une trêve humanitaire et un cessez-le-feu durable ».

Or, les combats sanglants au Darfour entre les FSR et des groupes armés alliés

au gouvernement, majoritairement issus de la communauté zaghawa, ont mis le pouvoir tchadien en porte-à-faux. L'armée tchadienne est en effet elle aussi largement composée de Zaghawas, lesquels voient d'un mauvais œil les souffrances de leurs « frères » soudanais.

« Le risque de rupture au sein de l'armée est réel et d'autant plus dangereux que d'autres rébellions existent au Tchad », souligne l'observateur. Mais pour N'Djamena, les Émirats arabes unis demeurent un partenaire indispensable et l'un des principaux bailleurs de fonds, alors même que la situation économique est elle aussi très difficile. « C'est pour rompre cet isolement relatif que Déby veut renouer avec

Paris et au-delà avec l'Union européenne », poursuit l'observateur.

Dans ce dossier, la France reste prudente, mais entend jouer sa carte. Si à Paris nul n'envisage de renvoyer des soldats français au Tchad, un retour en grâce permettrait de remettre un pied dans cette région d'Afrique, ancien bastion dont la France a été totalement expulsée ces dernières années. Sur cette base, l'Élysée espère engager « une nouvelle dynamique », sans se presser. Mahamat Déby devra sans doute au préalable donner quelques gages. L'un d'eux sera sans doute la libération de Succès Masra, un opposant et ancien premier ministre, incarcéré depuis mai 2025 et sa défaite lors de l'élection présidentielle contestée, remportée par Mahamat Déby. ■

En Chine, les naissances à leur plus bas niveau depuis 1949

Sébastien Falletti Correspondant en Asie

Les mesures natalistes peinent à porter leurs fruits auprès des nouvelles générations, dix ans après la fin de la politique de l'enfant unique.

La mesure fait grincer des dents, dans une Chine happée par la crise démographique. Depuis le 1^{er} janvier, le préservatif comme la pilule sont frappés d'une taxe de 13 %, haussant leur prix au comptoir, alors que les autorités font feu de tout bois pour relancer des naissances en berne. Pékin a mis fin à une exemption de TVA sur les contraceptifs en vigueur depuis plus de trois décennies, affirmant le virage pronataliste à tous crins de la deuxième puissance mondiale, alors que ses politiques incitatives se révèlent peu fructueuses.

La nouvelle a déclenché un torrent de sarcasmes sur la toile chinoise, dans un climat économique morose. « Vous savez les gars, il y a un truc qui s'appelle les sacs plastiques », écrit un internaute, sur Douyin, la version locale de TikTok. Certains raillent le recours à des mesures de coercition pour tenter d'encourager une natalité obstinément en berne. « Je conseille d'alourdir le crédit social de ceux qui ne veulent pas d'enfants », ajoute un autre commentaire à prendre au second degré, en référence à ce système de bonus-malus qui vise à « noter » le comportement des citoyens, progressivement mis en place par le régime communiste.

Une décennie après la levée de la draconienne politique de l'enfant unique, le virage pronataliste de Pékin pei-

ne à porter ses fruits, plombant l'horizon du « rêve chinois » de renaissance promis par le président Xi Jinping. Le nombre de naissances a chuté de moitié à 7,92 millions de bébés en 2025, selon les chiffres dévoilés le 19 janvier, malgré les exhortations du pouvoir, et les incitations sonnantes et trébuchantes offertes aux familles. Les statistiques les plus basses depuis la fondation de la République populaire en 1949.

Les autorités ont annoncé l'an dernier une nouvelle aide de 3600 yuans (440 euros environ) par enfant et par an. Et le président Xi a appelé à promouvoir une « société favorable à la natalité », l'an dernier. Pour la quatrième année consécutive, le nombre de décès excède les naissances et la population se rétracite. Une tendance qui aurait en réalité commencé au cours de la décennie précédente selon certains démographes.

Après la carotte, le bâton. Faute d'obtenir des résultats grâce à des incitations, la hausse des prix sur les moyens de contraception sonne comme une mesure punitive peu à même d'encourager les naissances. Elle va de pair avec le retour aux valeurs traditionnelles confucéennes encouragées désormais par le Parti, tournant le dos au malthusianisme de la politique de l'enfant unique décrétée en 1979 pour enrayer la « bombe » démographique dans le pays en développement, alors misérable.

Avec un succès drastique, dépassant les espoirs des stratèges rouges, la Chine ayant perdu aujourd'hui sa couronne de nation la plus peuplée de la planète au profit de l'Inde. La population chinoise rétrécit déjà depuis 2022, malgré une légère remontée des naissances en 2024 et qui pourrait s'amplifier l'an prochain grâce à l'assouplissement des règles administratives du mariage.

Après avoir promu l'avortement pendant trois décennies, interdisant un second enfant jusqu'en 2015, l'appareil met la contraception à l'encan, inquiétant les jeunes femmes rejetant un environnement machiste ancestral, au travail comme au foyer. « L'augmentation de la fiscalité sur les contraceptifs pour-

« L'impact de la taxe sur la contraception sera minimal. Vous ne pouvez pas forcer les gens à se marier ou à avoir des enfants ! Ces politiques ne fonctionneront pas car elles ont échoué au Japon. Et la situation est déjà plus grave en Chine »

Yi Fuxian Démographe à l'Université de Wisconsin Madison

rait affecter la liberté de choix des femmes. Cette mesure pourrait être contre-productive en nourrissant le ressentiment négatif envers la maternité », juge Lin*, étudiante de 22 ans à Tianjin.

La nouvelle taxe signale les marges de manœuvre financières réduites d'un appareil alourdi par les dettes, où nombre de provinces sont dans le rouge, peinant à trouver des ressources pour étoffer l'État-providence, en plein marasme immobilier. Son impact devrait cependant être marginal et se heurte au ralentissement économique comme aux aspirations des nouvelles générations, qui ignorent les injonctions natalistes. « L'impact de la taxe sur la contraception sera minimal. Vous ne pouvez pas forcer les gens à se marier ou à avoir des enfants ! Ces politiques ne fonctionneront pas car elles ont échoué au Japon. Et la situation est déjà plus grave en Chine », affirme Yi Fuxian, démographe à l'Université de Wisconsin Madison.

L'« usine du monde » marche sur les traces de l'Archipel et du reste de l'Asie confucéenne, avant même d'avoir atteint un niveau de développement comparable par tête d'habitant. Le taux de fécondité de la Chine proche d'un enfant par femme, loin des 2,1 nécessaires pour maintenir la stabilité de la population, est déjà l'un des plus bas au monde, sur les traces de la Corée du Sud, le pays le plus touché par l'hiver

démographique. Si le PIB par habitant a dépassé le chiffre record de 13000 dollars et continue sa progression, les Japonais sont en moyenne presque trois fois plus riches, selon les statistiques.

Le volontarisme nataliste du pouvoir se heurte à « l'involution » qui grippe la société chinoise depuis la pandémie, décourageant une jeunesse en quête d'épanouissement individuel, et rétive aux injonctions paternalistes. Un horizon rétréci après les décennies euphoriques du décollage économique, une concurrence toujours plus effrénée sur le marché du travail et l'anxiété d'une génération d'enfants uniques voués à soutenir leurs parents dans leur grand âge, sans filet de sécurité sociale. Un cocktail toxique qui pousse certains à « faire la planche », se plaçant à l'écart du système, quand beaucoup renoncent à fonder une famille, ou à avoir plus d'un enfant.

« Avec l'élévation du niveau d'éducation, les femmes accordent davantage d'importance à l'épanouissement personnel, et la maternité n'est plus une obligation. Si la société ne fournit pas un soutien adéquat, les femmes sont plus enclines à retarder ou renoncer à avoir des enfants. Ce n'est pas égoïste, mais un choix raisonné fondé sur l'analyse des avantages et des inconvénients », ajoute Lin. Quel que soit le prix de la pilule, ou le volontarisme du Politburo. ■

*Prénom modifié.

Dénouant l'insécurité, les policiers rêvent de marquer les esprits dans les rues de France

Christophe Cornevin

Élus, citoyens ou associations de victimes devraient s'associer à leur mobilisation, ce samedi à travers tout le pays.

À la veille d'une grande « marche citoyenne » qu'ils appellent de leurs vœux ce samedi à Paris et dans 23 villes de France, les policiers en colère affichent la plus extrême détermination. Emmenée par le syndicat Alliance-police nationale représentant les gradés et les gardiens de la paix, le mouvement de grogne est aussi porté par Synergie-officiers, les syndicats indépendants des commissaires de police ou encore des agents du ministère de l'Intérieur. Déplorant que « chaque jour, les policiers protègent les Français au péril de leur vie » « sans effectifs suffisants, sans moyens adaptés, sans protection juridique réelle », les frondeurs voient poindre un élan populaire qui les galvanise. De fait, une pétition de soutien a déjà rassemblé près de 70 000 signatures en trois jours. « L'engouement est massif et les messages viennent de toute la France », assure au Figaro Maria Ieshchenko, responsable du bureau français de Change.org.

L'appel à l'union sacrée

De nombreux commentaires expriment un soutien franc et massif aux forces de l'ordre. « Il ne peut y avoir de liberté sans une police forte et respectée », avertissent ainsi Serge et Colette. « Sans eux, la France ne serait pas en sécurité, ce serait le chaos. Ils méritent le respect, la dignité. Derrière un uniforme, avant tout ce sont des hommes et des femmes qui se sacrifient chaque jour pour notre sécurité et ce qui est terrible c'est de voir que la justice n'est pas à la hauteur. J'ai mal à ma France », avoue Sadia tandis que Marie renchérit : « Il est grand temps que la peur change de camp. Toutes nos valeurs se sont inversées. Soutien total à la police ! », renchérit Marie. Comme en écho, les « insurgés » de la police nationale répètent à l'envi qu'« une police épuisée, insuffisamment dotée et insuffisamment écoutée ne peut exercer pleinement sa mission de protection des citoyens ».

Sur le terrain, tous en appellent à l'union sacrée. Selon nos informations, pas moins de 200 associations, dont

plusieurs prenant en charge des victimes, ont été approchées pour participer aux défilés et aux rassemblements. « Collègues, citoyens, associations de défense des victimes, élus, tous ceux qui sentent que notre pays va mal, tous ceux qui refusent de voir la France s'enliser dans l'incivilité, l'insécurité et l'impunité, c'est maintenant qu'il faut agir. C'est le moment de faire entendre votre voix. Le moment de se lever. Le moment de se mobiliser pour soutenir le policier », a lancé Fabien Vanhemelryck, patron d'Alliance dans une tribune publiée par le site spécialisé Actul7. Ce chef de file syndical prévient : « Demain, il sera trop tard. »

Outre une relance de la filière investigation qui est en pleine crise des vocations alors qu'explorent les narcotrafics, que trois millions de procédures restent en souffrance dans les commissariats, les syndicats de police articulent leurs revendications sur les conditions de travail. Les agents n'ont plus de mots assez durs pour critiquer le logiciel de rédaction de procédure, vieux de quinze ans et que l'administration peine à moderniser. Après avoir englouti 257 millions d'euros dans une version « Scribe » qui a avorté, le nouveau projet baptisé XPN n'est pas encore rodé. Au point que les magistrats demandent

par sécurité une copie papier de chaque procédure numérisée. Depuis quinze jours, sous le hashtag #balancetonciat, pour « dénonce ton commissariat », les policiers anonymes diffusent sur les réseaux sociaux un édifiant état des lieux. Murs lépreux dans le commissariat de Nanterre, filet de sécurité sur les murs de celui de Chartres pour éviter que la façade ne tombe sur les passants, sanitaires épouvantables à Marseille, souris et cafards surpris dans des locaux parisiens... Le tableau ne peut que surprendre, alors qu'une enveloppe 499 millions d'euros a été consacrée à l'immobilier dans la police l'année

dernière. « Plusieurs commissariats ont ouvert leurs portes ces derniers mois », souffle en off un cadre de la police qui mentionne de nouvelles structures à Périgueux, Amiens ou encore dans les 13^e et 14^e arrondissements de Marseille.

Trois millions d'interventions par an

Place Beauvau, les regards sont rivés à l'agenda, dans l'attente que le budget définitif soit enfin voté pour faire enfin des annonces et désamorcer la colère. Mais rien n'indique que l'équation va se résoudre tant les policiers semblent en avoir gros sur le cœur. Pas moins de 6 000 d'entre eux ont été agressés en 2025. Le 11 septembre dernier, à Tourcoing, Louis, policier de la brigade anticriminalité a été lynché par cinq voyous. Âgés de 15 à 19 ans, tous ont été remis en liberté et placés sous contrôle judiciaire. Nez cassé, ligament de la clavicule arraché, le gradé est, quant à lui, en arrêt de travail depuis cinq mois, persuadé que « le policier est devenu un défouloir ».

Accomplissant trois millions d'interventions par an, ces forçats de l'ordre public voient nuit et jour leur vie menacée par d'incessants refus d'obtempérer, dont le nombre a bondi de 11 % pour s'établir à 28 200 faits l'année dernière. Ulcérée par le « police bashing » ambiant, la profession peine à contenir sa colère. Sur les réseaux sociaux circule en boucle une vidéo mettant en scène des élèves qui, à Mulhouse, dans une école d'art financée par l'argent public, sont invités à détruire à coups de bâton - et sous les applaudissements - la reproduction d'une voiture de police. À l'Assemblée nationale, ce sont les députés de la gauche radicale qui sonnent la charge : le 22 janvier dernier, à l'occasion des débats portant sur la présomption de légitime défense, les élus LFI n'ont pas hésité à soutenir que la « police tue » et qu'il existe un « racisme systémique ». Pour les policiers, ces mots blessants disent tout de la haine qui règne dans une certaine frange de la population, au moment même où 80 % des Français les soutiennent comme un ultime rempart avant le chaos. ■



« Chaque jour, des policiers protègent les Français au péril de leur vie », déplore les frondeurs des forces de l'ordre. Six mille policiers ont été agressés en 2025 (ci-dessus, une manifestation en mai 2016, à Paris). CHARLES PLATIAU / REUTERS

Refus d'obtempérer : l'autorité n'a jamais été autant bafouée en France

Après une brève embellie dans un ciel très sombre, la courbe des refus d'obtempérer repart en flèche. Comme le révèle le dernier bilan des crimes et délits dévoilés jeudi par le service statistique ministériel de la Sécurité intérieure (SSMSI), les forces de sécurité intérieure ont enregistré quelque 28 200 faits sur les routes de France en 2025. Ces refus d'autorité recouvrent sur le terrain différentes réalités policières, allant de la volonté d'échapper à un contrôle routier à celle de se soustraire à une interpellation en bas d'un immeuble en passant par la fuite après avoir commis un crime ou un délit. Après deux années de légère baisse (-2 %) en 2022 et 2023, puis une stabilité en 2024, leur nombre a rebondi de 11 % l'année dernière. Une inquiétante dynamique qui en dit long sur la sauvagerie qui règne à la vue des porteurs d'uniformes. Loin de faire peur, ces derniers agissent à la manière d'un chiffon rouge sur lesquels foncent les chauffards pour forcer les barrages et fuir à tombeau ouvert.

« La moyenne des refus d'obtempérer s'établit à près de 77 faits recensés chaque jour en France », s'indigne-t-on au ministère de l'Intérieur. Soit désormais un toutes les vingt minutes qui, bien trop souvent, met en péril l'intégrité de citoyens innocents et des représentants des forces de l'ordre. Irréfutable et glaçant, le dernier panorama chiffré relève que 22 % des refus d'obtempérer routiers sont considérés comme un délit routier aggravé qui expose directement d'autres personnes à un risque de mort ou d'infirmité. Soit 6 200 dossiers

au total. Neuf fois sur dix, ces affaires ont mis en danger d'autres usagers de la route, les policiers et gendarmes étant directement pris pour cibles dans 12 % des cas. À l'origine d'une violence débridée, les voyous se comportent dans la rue comme dans un jeu vidéo, où chaque représentant de la force publique ou des services de secours est un obstacle à « effacer » par tous moyens sur son chemin. Même les soldats du feu, qui surfent pourtant sur des records de popularité, n'échappent pas au jeu de massacre.

« Il ne se passe plus une sortie sur le terrain sans que les collègues soient exposés à ce que nous considérons comme des tentatives d'homicide volontaire, et certains prennent leur service avec une certaine appréhension »

Un cadre de la sécurité publique

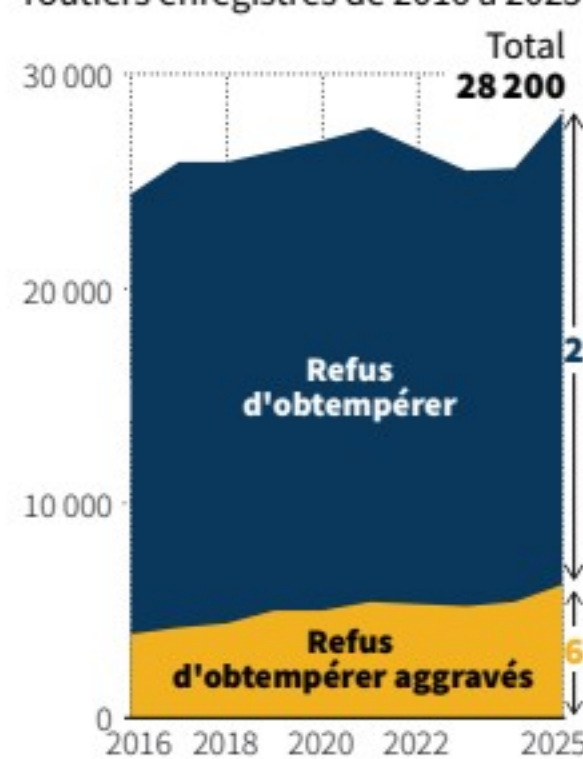
Les affaires qui nourrissent la chronique des faits divers sont éloquentes. La mort de Mathis, tué le 1^{er} novembre dans le centre de Lille par un chauffard fuyant un contrôle de police après avoir inhalé du gaz hilarant, a bouleversé le pays. Mis en examen et placé en détention provisoire pour homicide routier avec plusieurs circonstances aggravantes, ce délinquant multirécidiviste encourt une peine de sept ans d'emprison-

nement et 100 000 euros d'amendes. Dans la nuit du 27 au 28 décembre dernier, pas moins de sept gendarmes avaient été blessés à Saint-Pol-de-Léon (Finistère) lors d'une course-poursuite à la suite, là encore, d'un refus d'obtempérer. Au départ, les militaires s'apprêtaient à contrôler un homme urinant contre une voiture en stationnement. Le récalcitrant a réussi à s'enfuir en prenant le volant, empruntant une quatre-voies à contresens avant de s'encasturer dans un véhicule de patrouille lancé à ses trousses. Multirécidiviste lui aussi, ce barbare de la route faisait déjà l'objet d'un mandat d'arrêt après une condamnation à trois ans et demi de prison pour violences aggravées et association de malfaiteurs.

Au printemps dernier, dix policiers avaient été légèrement blessés à Paris après le refus d'obtempérer d'un conducteur qui a donné lieu à un accident avec trois voitures de patrouille. Dans le même temps, le tribunal correctionnel de Nice (Alpes-Maritimes) a condamné un jeune homme de 21 ans à 16 mois de prison pour avoir involontairement percuté un policier municipal, après avoir été flashé à 119 km/heure sur la promenade des Anglais. La litanie de la haine ordinaire est sans fin. Pour les gendarmes et les policiers, appelés à participer à une marche citoyenne samedi prochain à Paris et dans une vingtaine de villes de France, ce fléau routier est la quintessence de la « brutalisation » aveugle qui secoue en profondeur les forces de l'ordre. Fin 2024, les refus d'obtempérer se traduisaient dans 84 % des cas par des

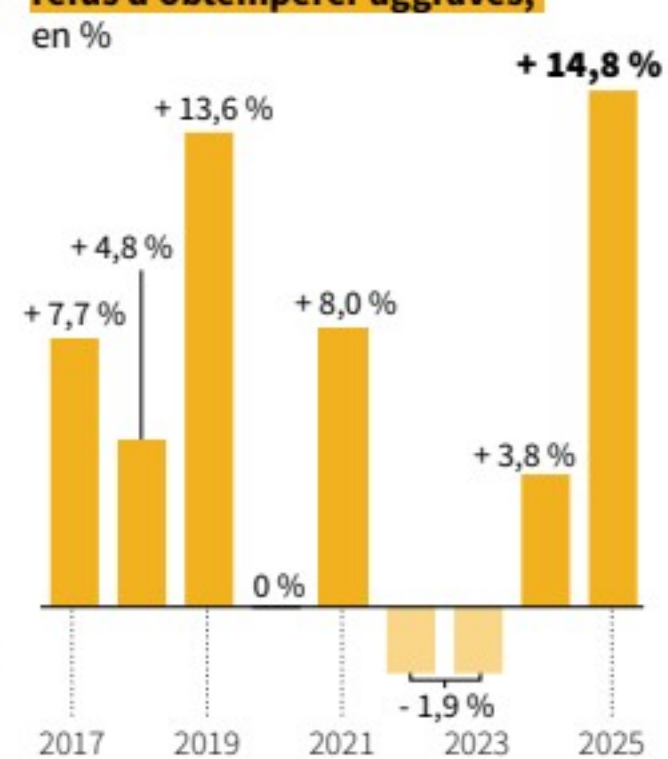
En 10 ans, les refus d'obtempérer ont bondi de 15,6 %

Nombre de refus d'obtempérer routiers enregistrés de 2016 à 2025



Source : ministère de l'Intérieur (SSMSI) * Données provisoires

Variation du nombre de refus d'obtempérer aggravés, en %



peines inférieures à un an de prison, donc des sanctions aménageables.

Trop souvent impunis, les tueurs du bitume affichent pour la plupart des casiers judiciaires déjà très chargés, à l'image du chauffard, déjà fiché à dix reprises et interpellé deux fois pour conduite en état d'ivresse et/ou sous stupéfiants, qui avait mortellement fauché le gendarme Éric Comyn, le 26 août 2024, à Mougins. « Ce n'est pas un refus d'obtempérer, c'est un crime. Ce n'est pas un fait divers, c'est un fait de société », avait tonné Gérard Darmanin lors d'une cérémonie d'hommage. Encore ministre de l'Intérieur, l'élus du Nord estimait que le gendarme s'était « fait assassiner sur le bord de la route ». Avec force, celui qui est depuis lors passé de Beauvau à la place Vendôme avait considéré que « ce conducteur n'a pas d'excuses. Il a tué un représentant de

l'État et à ce titre, il assassine tout ce qu'il représente, la loi, l'autorité, la patrie ».

Le fléau n'est hélas pas neuf. À l'occasion d'une énième tragédie, un cadre de la sécurité publique confiait, en mai 2022 déjà au Figaro : « Il ne se passe plus une sortie sur le terrain sans que les collègues soient exposés à ce que nous considérons comme des tentatives d'homicide volontaire, et certains prennent leur service avec une certaine appréhension. » Ce galonné renchérisait : « Il y a encore vingt ans, les citoyens s'arrêtaient au coup de sifflet. Maintenant, cela n'est plus le cas... » Prises pour cibles à tous les coins de rue, les forces de l'ordre disent leur ras-le-bol de jouer les punching-balls. Il n'est pas certain que la publication des derniers chiffres de délinquance soit de nature à calmer les esprits. ■

c.c.

Débat à l'Assemblée nationale, interdiction prononcée en Argentine ou aux États-Unis, vigilance affichée des services de renseignements européens... Quelques mois après la publication du rapport officiel « Frères musulmans et islamisme politique en France », tour à tour loué, relativisé ou vilipendé, la confrérie est dans le viseur. Ce qui met en lumière, au-delà des polémiques et des stratégies électorales, les lignes de fracture de la classe politique et de la société françaises sur le sujet de l'islamisme.

Des fractures particulièrement visibles le 22 janvier à l'occasion de l'adoption, à l'initiative du député LR Éric Pauget, d'une proposition de résolution européenne « visant à inscrire la mouvance des Frères musulmans sur la liste européenne des organisations terroristes ». Concrètement, le geste a peu d'impact puisque ce texte non contraignant appelle la Commission européenne à engager une procédure d'évaluation pouvant éventuellement conduire à une inscription. Symboliquement, la démarche est en revanche des plus spectaculaires. Tout comme l'est par exemple une résolution portée cette fois par les macronistes, qui demandait l'inscription du corps des gardiens de la révolution islamique iraniens sur cette même liste européenne, décision prise par l'UE le 29 janvier. Une idée soutenue par nombre de pays européens. Le hasard de l'actualité et du calendrier parlementaire mettait ainsi en parallèle deux frères ennemis ayant pour point commun l'idéologie islamiste et leur lien avec le Hamas, groupe terroriste palestinien.

Mais la résolution sur les Frères musulmans est bien plus explosive encore en matière de politique intérieure que celle sur l'Iran. Éric Pauget n'y ménage pas ses coups contre une organisation fondée sur des cercles concentriques avec un nombre très limité de militants cooptés et une influence sur des masses plus importantes. En quelque sorte une version islamiste du parti d'avant-garde léniniste. Le député rappelle au passage qu'en 2021, l'Autriche, membre de l'Union européenne, a interdit la confrérie. La résolution dénonce une « mouvance transnationale » et « un réseau idéologique structuré prônant l'instauration d'un ordre politique fondé sur la charia ». Une organisation qui, « bien qu'opérant souvent sous couvert associatif, éducatif ou religieux, mène une action d'influence fondée sur l'entrisme institutionnel, le détournement de libertés fondamentales à des fins communautaristes et la création de contre-sociétés religieuses ».

« Le projet des Frères musulmans s'articule autour de la création d'un État islamique et de l'application de la charia. Le Coran reste la source de légitimation des règles de la confrérie, comme en atteste son slogan même »

Extrait d'un rapport officiel sur la confrérie « Frères musulmans et islamisme politique en France »

Face à cette menace, la résolution « invite la Commission à saisir le Conseil pour lui demander d'inscrire la mouvance des Frères musulmans et ses responsables sur la liste européenne des organisations terroristes, au regard de son idéologie subversive, de ses appels à la haine, et de son action dissimulée contre les institutions démocratiques », ainsi que « de son soutien à des entités terroristes comme le Hamas », « branche palestinienne des Frères musulmans » déjà inscrite sur la liste des organisations terroristes de l'UE.

Sur le papier, l'idée, fort modeste, était donc bien avant tout de demander à Bruxelles, sans aucune garantie de succès, d'évaluer la nocivité d'un mouvement dont, pour ne prendre que cet exemple, l'une des figures de proue, feu Youssef al-Qaradawi (dont Nicolas Sarkozy a interdit la venue en France en



En France, les services de renseignement alertent sur la progression des courants islamistes, notamment salafistes et fréristes. FRED TANNEAU/AFP

Quand les Frères musulmans fracturent la classe politique française

Jean Chichizola

Quelques mois après la publication d'un rapport sur la confrérie, une proposition de loi LR a été adoptée pour l'inscrire sur la liste des organisations terroristes. Sans les voix de la gauche.

2012), a multiplié les déclarations extrémistes contre l'Occident, les femmes, les Juifs, etc. On pouvait penser qu'un tel projet, une fois encore de simple évaluation bruxelloise, susciterait un certain consensus.

Mais, s'il a jamais existé, le consensus sur l'islamisme n'est plus de mise en 2025. Le vote de la résolution par 157 voix (LR, UDR, RN, macronistes) contre 101 fut des plus éclairants. Ironique, le RN a souligné la réaction tardive de la droite et du centre. Pour une fois unie, la gauche a voté non en dénonçant une dangereuse opération politicienne. Président de la commission des finances, Éric Coquerel, a estimé que cette résolution relevait de « l'islamophobie » et d'une volonté de « jeter l'opprobre sur tous les musulmans de France ». Contestant la dimension terroriste de la confrérie, le député LFI a par ailleurs affirmé, semblant ainsi valider le document, que le rapport « Frères musulmans et islamisme politique en France » établissait que ces derniers « n'ont pas l'intention d'installer la charia en France ».

En réalité le rapport, par lequel l'État a pour la première fois exposé publiquement et au plus grand nombre le problème, indique bien que « le projet des Frères musulmans s'articule autour de la création d'un État islamique et (de) l'application de la charia ». Que « le Coran reste la source de légitimation des règles de la confrérie, comme en atteste son slogan même, qui encadre en arabe le logo historique de la confrérie : Allah est notre but, le Prophète notre chef, le Coran notre Constitution, le djihad notre voie, le martyr notre plus grande espérance ». Enfin, le rapport souligne qu'en Europe, « les déterminants idéologiques, même objets d'un repli tactique et/ou dissimulés derrière un double discours et une stratégie légaliste, restent identifiables : prééminence de la loi coranique sur la loi de la République (« le Coran est notre Constitution »), infériorisation de la femme, incapacité à concevoir l'altérité notamment religieuse (supériorité de l'islam et condamnation de l'apostasie) antisémitisme voire antisémitisme ».

Élément intéressant à deux mois des municipales, le document estime aussi

qu'un « risque frériste existe bel et bien » avec notamment « le danger bien réel d'un islamisme municipal, composite au plan idéologique mais très militant, avec des effets croissants dans l'espace public et le jeu politique local », danger résultant de « réseaux œuvrant au repli communautaire, allant jusqu'à la constitution d'écosystèmes islamistes de plus en plus nombreux ».

Éric Coquerel ne semble donc pas avoir lu l'intégralité du rapport. Comme il ne semble pas non plus avoir écouté le leader de La France insoumise. Après la publication de ce document officiel rédigé par un préfet et un diplomate sur un mouvement connu de tous, Jean-Luc Mélenchon, dénonçant « les thèses délirantes de Retailleau et de Le Pen », avait tempêté : « Cette fois-ci l'islamophobie franchit un seuil (...) Vous allez détruire notre pays. Ce genre de méthodes a déjà été appliqué dans le passé d'abord contre les protestants et les juifs. Cela conduit tout droit à un déchaînement d'inquisitions cruelles contre les personnes et désastreuses pour l'unité du pays ». Évoquer le danger de l'islamisme relèverait donc de l'islamophobie, des dragonnades et des rafles antijuives.

Voilà qui explique en tout cas le vote de LFI sur la résolution LR. Quant à l'attitude du reste de la gauche, elle trouve probablement aussi son origine dans la réaction au rapport sur les Frères musulmans. À l'époque, beaucoup de ses responsables avaient fortement relativisé les conclusions de ce document. Ces dernières auraient été par trop excessives. De plus, le mouvement serait en perte de vitesse et ne rassemblerait qu'une poignée de militants. Avec une conclusion logique : pourquoi diable s'allier à des adversaires et demander à Bruxelles de s'intéresser à une organisation si faible au risque de se voir accuser d'islamophobie ?

Au-delà du débat parlementaire, l'actualité internationale éclaire également les divisions politiques non seulement sur le constat de la dangerosité de la confrérie mais aussi sur les méthodes à utiliser. En ce début d'année, Washington, suivi par l'Argentine, a classé en organisation terroriste les

branches égyptiennes, jordaniennes et libanaises des Frères, notamment pour leurs liens avec le Hamas ou le Hezbollah. L'an dernier, la Jordanie a interdit l'organisation sur son territoire, rejoignant des pays comme l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis. La confrérie a estimé que les États-Unis cédaient aux pressions étrangères, dont celle des Émirats arabes unis, en guerre ouverte contre les Frères.

En France, le consensus est là encore loin d'être au rendez-vous. Le RN demande l'interdiction de longue date alors que la gauche s'y oppose. À noter que pour nombre de spécialistes, comme Bernard Rougier ou Florence Bergeaud-Blackler, par ailleurs vivement attaqués par la mouvance frériste, une telle mesure ne réglerait pas la question de fond. Fin 2025, un responsable du renseignement estimait que, si le débat lui semblait légitime en démocratie, l'interdiction d'une idéologie semblait « compliquée ».

Le fait est que, interdite ou pas, la confrérie est plus que jamais observée par les services de renseignements européens. En témoigne la récente diffusion du rapport annuel de la Sûreté de l'État (renseignement intérieur) en Belgique, un pays où la confrérie et le frérisme sont solidement implantés. Et ce qui vaut outre-Québec vaut aussi en France.

Côté belge, on admet que « l'année 2025 a été marquée par une attention publique accrue portée aux activités des Frères musulmans, notamment à la suite d'un rapport officiel du ministère français de l'Intérieur ». Mais on rappelle que « ce phénomène n'est toutefois pas nouveau, et (que) la Sûreté de l'État suit de près les Frères musulmans et la menace qu'ils représentent depuis plus de 30 ans ». Et d'évoquer une « idéologie (pouvant) contribuer à un climat de ségrégation et de polarisation », « terreau propice à la radicalisation (parfois violente) de certains individus ». Les Frères musulmans visent « à influencer la politique gouvernementale concernant l'islam » et « tentent de dissimuler leurs liens avec le mouvement et d'exercer une influence clandestinement ». D'où la nécessité d'une « sensibilisation afin que les autorités belges et

européennes reconnaissent comme telles les organisations liées aux Frères musulmans et puissent, le cas échéant, décider de ne pas leur accorder de tribune publique ou de les exclure des financements publics ».

En deçà et au-delà des frontières, la réflexion sur les Frères musulmans suit donc son cours. Mais le temps presse pour trois raisons. D'abord parce que la confrérie n'est que l'un des visages de l'islamisme qui, en dépit des différences tactiques et des oppositions d'intérêts entre djihadisme, salafisme ou frérisme, est uni par un même rêve d'un califat et de la charia. Les modes opératoires diffèrent, allant de la violence à la pression sociale et à la dissimulation, mais la matrice est bien la même. Ensuite parce que, au vu de tous, l'islamisme progresse dans les faits et les esprits. À Marseille, en 2025, 16 des 65 mosquées sont salafistes. Et au total quelque 40 % sont islamistes (salafistes, fréristes, salafo-fréristes, tabligh...) et attirent des milliers de fidèles. En 2004, le renseignement recensait 5000 salafistes en France. En 2019, 100 000 salafistes et fréristes. En 2025, 100 000 individus seraient exposés à l'influence du seul frérisme.

Troisième raison de l'urgence enfin : l'inaction et les erreurs accumulées pendant de longues années. La résolution d'Éric Pauget évoquait « notre naïveté et notre somnambulisme ». Il y a 25 ans, des municipalités de gauche, mais aussi de droite, passaient déjà des accords avec des lobbies islamistes. À l'époque, peu se souciaient de la guérilla judiciaire menée par le Collectif contre l'islamophobie en France, proche des Frères musulmans, ou encore des financements étrangers. Et l'UOIF, branche française des Frères, faisait son entrée au Conseil français du culte musulman sous la présidence de Jacques Chirac avec Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur. On sait ce qu'il est advenu du pari d'une « normalisation » des Frères. Un quart de siècle plus tard, les alliances locales entre LFI et islamistes seront plus néfastes encore. Car une chose est certaine : exploitant au mieux les querelles politiques, les islamistes sauront continuer à tisser leur toile. ■

LE
**GRAND
JURY**

RACHIDA DATI
Ministre de la Culture
Candidate Les Républicains à la Mairie de Paris
DIMANCHE 12H-13H
EN DIRECT SUR **RTL**
ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR **PUBLIC SENAT**



Olivier BOST

Perrine TARNEAUD

Claire CONRUYT

#LeGrandJury



LE FIGARO



PHOTO : © ALAIN GUIZARD

Jean-Marie Guénois

L'Église de France connaît une vague inattendue de conversions de jeunes. Certains se posent très vite la question du sacerdoce.

Un miracle semble avoir eu lieu à Rennes. À la rentrée 2024, 4 candidats avaient frappé à la porte du séminaire, 18 se sont présentés un an plus tard. Soit «une augmentation de 350 %» se félicite le supérieur de la Maison Charles de Foucauld, le père Olivier Roy, en charge de l'une des 13 «propédeutiques» réparties sur le territoire. Cette maison accueille des candidats à la prêtrise de 9 diocèses de Bretagne, Pays de la Loire et Basse-Normandie.

Depuis 2022, le passage par une année de propédeutique est obligatoire avant d'entrer au séminaire. Il s'agit de discerner la qualité de la vocation. Une étape préalable, lancée par le cardinal Jean-Marie Lustiger à Paris, dès 1984. Une sorte de «prépa» spirituel dont l'objet n'est pas les études – philosophiques et théologiques, au programme des six années de séminaire –, mais une plongée dans la vie intérieure, fraternelle et caritative. Il n'y a pas de concours d'entrée à la clé, sinon l'épreuve du «combat spirituel pour gagner en liberté», résume un formateur, afin de se présenter plus mûr au séminaire.

Pour expliquer le record de ces 9 diocèses de l'ouest de la France, le père Olivier Roy avance des «effets de rattrapage» d'une année sur l'autre, car certains candidats réfléchissent à deux fois avant de s'engager, ou encore l'influence d'événements comme «le jubilé des jeunes à Rome, en juillet 2025», cite-t-il. Et, avance-t-il, «pourquoi pas l'effet d'un nouveau pape, à l'image plus consensuelle et compatible avec des jeunes en recherche vocationnelle», en la personne de Léon XIV. Ce formateur constate en effet que «cette promotion de propédeutique 2025 a choisi saint Augustin comme saint patron, ce qui n'est pas sans lien avec les origines spirituelles du pape américain.»

Le père Olivier Roy assure que ce record d'inscriptions n'est pas isolé : «En France, les propédeutiques ont quasiment toutes réalisé une bonne rentrée en septembre dernier, avec 145 inscrits.» Ils étaient seulement 99 «propédeutes» en septembre 2023, soit 46,5% d'augmentation en deux ans. La courbe d'entrée au séminaire connaît cependant des hauts et des bas : 165 candidats étaient admis en l'an 2000, ils n'étaient que 106 en 2015 et remontaient à 156 en 2020. Quant à la crise des abus sexuels dans l'Église, qui a explosé à l'orée des années 2000, elle semble ne pas avoir grevé significativement les candidatures pour le sacerdoce, puisqu'elles ont été relativement stables ce quart de siècle avec une moyenne de 131 candidats annuels en France.

En tout cas, il semble bel et bien se passer quelque chose dans l'Église de France. Ne voit-elle pas bondir le nombre des demandes de baptêmes d'adultes et d'adolescents ? Alors qu'ils avoisinaient les 4 000 par an jusqu'en 2022, ils ont décollé il y a trois ans, passant de 5 423 en 2023 à 17 784 en 2025, dont la moitié à un âge inférieur à 25 ans. Là aussi, le pourcentage d'augmentation, 228 %, est spectaculaire. Les chiffres 2026 s'annoncent au diapason, ils seront connus fin mars.

De nombreux pasteurs estiment que les confinements du Covid (printemps et automne 2020, puis avril 2021) auraient provoqué une «forte recherche de sens» chez beaucoup de jeunes, liée au «vide existentiel» et à «l'isolement des écrans». Ce que confirme Antoine Pasquier, rédacteur en chef à Famille chrétienne, qui vient de publier *Enquête sur ces jeunes qui veulent devenir chrétiens* (Mame Éditions), après avoir réalisé une enquête qualitative auprès de ces nouveaux convertis.

Cet auteur décrit le parcours de ces nouveaux entrants dans l'Église. «Beaucoup qui ne connaissaient rien du christianisme se sont mis en route, à la



Des aspirants prêtres suivent leur année de propédeutique au séminaire Saint-Luc, à Aix-en-Provence, en 2023. Chaque année, environ 150 nouvelles recrues y mûrissent leur vocation. LAURENT LE CRABE/HANS LUCAS VIA AFP

Ces nouveaux convertis qui veulent entrer au séminaire

suite d'expériences spirituelles fortes, intimes, ou d'épreuves personnelles. Ils ont ensuite cherché sur internet et les réseaux sociaux des réponses à leurs questions, et lu la Bible, seuls.» Il ajoute : «Ces jeunes sont d'ailleurs fiers d'affirmer leur identité catholique, et cette nouvelle génération de catholiques n'a aucun problème avec le fait d'être minoritaires.»

« On ne prend pas, en propédeutique, des nouveaux convertis. Et je dois refuser chaque année des jeunes qui viennent de retrouver la foi. Certes, ils ont été saisis par ce grand amour du Christ, mais ils doivent expérimenter la vie chrétienne dans le monde »

Père Matthieu Williamson
Chargé de l'année de propédeutique dans le diocèse des Yvelines

Quoi qu'il en soit, cette hausse inattendue de baptêmes d'adultes et d'adolescents dans l'Église – un phénomène seulement français – ne compense pas le très grand recul des baptêmes de bébés. Seul 1 nourrisson sur 4, 25 %, a été baptisé en 2023. Ils étaient 1 sur 2 en l'an 2000, 67 % d'une classe d'âge au début des années 1980. Ce qui donne, en chiffre absolu, un passage de 380 093 bébés baptisés en l'an 2000 (sur 778 900 naissances) à 170 290 en 2023 (sur 677 800 naissances).

D'un autre point de vue, le retour à la pratique des baptêmes d'adultes correspond à la plus ancienne tradition de l'Église. Loin d'être le seul prêtre à le penser, un curé de paroisse estime que «baptiser des bébés qui n'auront, par la suite, aucune vie chrétienne n'est pas très sérieux. C'est même une source de souffrance pour nous. On perd, certes, en quantité, mais ne gagne-t-on pas en «qualité»? Au tout début de l'Église, on ne baptisait que des adultes.» Le sujet ne met pas tout le monde d'accord, il reste aujourd'hui un débat.

Doit-on corréler cette courbe des baptêmes d'adultes et d'adolescents à la bonne tenue, même modeste, des entrées en première année de séminaire ? Le père Olivier Roy reste prudent : «Le lien entre les deux courbes ne peut pas s'établir de manière arithmétique, mais il montre que l'Église peut sans doute attirer des jeunes, ce qui fait sortir du cliché tant rabâché des églises qui se vident et dont la population vieillit.»

Quant aux motivations des candidats au sacerdoce, «il est vrai que, parmi eux, on rencontre aujourd'hui plus de jeunes baptisés néophytes ou nouvellement confirmés qui, dans l'élan du sacrement, souhaitent aller plus loin. Cela correspond à cette génération qui est en attente de sens et entend y répondre de manière souvent radicale. Il est évident que, dans les prochaines années, nous devons probablement accueillir plus de candidats ayant reçu les sacrements de l'initiation chrétienne depuis peu.»

Pour autant, l'Église reste calme. Elle n'admet pas de jeunes fraîchement convertis sur la voie du sacerdoce. En charge de l'année de propédeutique dans le diocèse des Yvelines, le père

Matthieu Williamson, 49 ans, explique : «Je viens de recevoir la demande d'un jeune qui n'est pas encore baptisé! C'est très beau, je respecte infiniment, mais je ne pourrai pas l'accepter maintenant. On ne prend pas, en propédeutique, des nouveaux convertis. Et je dois refuser chaque année des jeunes qui viennent de retrouver la foi. Certes, ils ont été saisis par ce grand amour du Christ, mais ils doivent expérimenter la vie chrétienne dans le monde.»

Ce jour-là, dans l'ancien couvent des Capucins de Versailles, qui accueille 12 propédeutes, le mot liberté revient très souvent. Ils ont entre 20 et 40 ans, sont issus de milieux et parcours personnels très divers, tous unis par la volonté d'avancer vers le sacerdoce. Leur emploi du temps est réglé comme du papier à musique, entre liturgie, prières, services, étude, lecture en continu de la Bible, méditations, accompagnement spirituel hebdomadaire, sport... Ils coupent leur téléphone portable, et ne l'allument qu'une fois par semaine pour un temps très limité.

Le vendredi midi commencent les vingt-quatre heures de silence hebdomadaire. Avant de s'y plonger, trois d'entre eux acceptent de témoigner. «Ce sera sous couvert d'anonymat», prévient, souriant, le père Matthieu Williamson, en charge de cette sympathique petite communauté : «Ce ne sont pas des séminaristes avant l'heure, insiste-t-il. Ils sont là pour approfondir et choisir librement un engagement futur. Il faut protéger leur liberté.» L'un d'eux abonde : «Vocation suppose liberté pour s'engager.» Tous, ici, cherchent à vivre «un vrai discernement». En une heure de conversation,

ces jeunes apparaissent ancrés, réfléchis, sans exaltation. «Je n'ai pas eu d'apparition, raconte l'un d'entre eux. Ma foi d'enfance a mûri lentement, je suis là pour vérifier si mon désir de suivre le Seigneur correspond au projet qu'il a pour moi.» Un autre, «issu d'une famille non pratiquante», a déjà une vie bien remplie, dont une création d'entreprise. Il est ici pour se «mettre à l'écart» et «vivre un temps de fondation spirituel avec le Christ» qui le mènera peut-être «à tout quitter pour le suivre».

Quant à la question du célibat, ils affirment que «la sexualité n'est pas un tabou, elle est ouvertement abordée dans la formation» par des cours assurés par des médecins. «Nous réfléchissons à cette question, évidemment, mais nous assumons le célibat, qui n'est pas une anomalie sociétale quand 35 % des gens vivent en célibataire», confie un jeune.

« Je suis extrêmement impressionné, et même admiratif, de voir tant de jeunes de ma génération se tourner vers l'Église. L'Esprit saint fait en ce moment un beau travail en France! »

Un jeune en propédeutique du diocèse de Versailles

Ce matin-là, ils se préparent à se mettre, durant un mois, au service de personnes âgées ou de pauvres. Le père Matthieu Williamson leur livre une méditation sur la façon de «vivre en chrétien dans le monde» : «Les chrétiens ne forment pas un ghetto», lance-t-il avant de développer un enseignement largement inspiré de la Bible et des grands auteurs chrétiens. Au reste, ces 12 jeunes ne donnent pas l'impression d'avoir peur du monde. Ils en sont issus et en font partie intégrante, mais veulent s'y donner désormais en apôtres du Christ. L'un d'eux ne porte-t-il pas de larges tatouages sur les avant-bras, dont une croix très visible?

«Il faut transformer ce feu de paille, qui n'est pas un feu d'artifice, en un feu de cheminée», confiait, le 22 janvier, le cardinal Aveline au congrès de la Fédération des médias catholiques, réuni à Lourdes. Cette efflorescence spirituelle inattendue agit comme un baume pour l'Église de France après les sombres années de la crise des abus sexuels. Sans illusion démesurée, toutefois. D'ailleurs, la vigilance n'a jamais été aussi élevée pour le discernement des vocations. La mise en examen d'un prêtre de 40 ans en Aquitaine, le 16 janvier, pour pédophilie, a sonné comme un rappel sévère.

Une fois entré en propédeutique, où 2 sur 3 seront admis au séminaire, puis au séminaire, où 1 sur 2 sera ordonné prêtre, il y a encore beaucoup de chemin durant les sept années de formation. En 2025, 90 prêtres ont été ordonnés en France, dont seulement 58 prêtres «diocésains» pour une centaine de diocèses, les autres étant «religieux» ou assimilés. Sur ce nombre, 2 diocèses, Paris (8 prêtres), Fréjus-Toulon (10 prêtres) et 2 communautés, Saint-Martin (9 ordinations) et l'Emmanuel (5 ordinations), ont fourni 32 prêtres sur 58. Des diocèses imposants, comme Lille, Marseille, Lyon et Bordeaux, n'ont respectivement ordonné qu'un prêtre.

Outre ces disparités régionales, une autre diversité de sensibilité ecclésiale agit sur le recrutement. Plus d'un tiers des candidats français en première année optent pour une formation très classique (Communauté Saint-Martin), traditionaliste (Fraternité Saint-Pierre; séminaire Saint-Philippe Néri, en Toscane; Institut du Bon Pasteur) ou lefebvriste (Séminaire saint curé d'Ars, à Flavigny-sur-Ozerain). Sur la base de chiffres fournis depuis l'an 2000 par l'épiscopat et par ces instituts, une moyenne de 61 candidats français sur 159 (38 %) sont entrés en première année de séminaire de style traditionnel.

Interrogé sur ce dynamisme étonnant, l'un des jeunes propédeutes du diocèse de Versailles s'émerveille : «Je suis extrêmement impressionné, et même admiratif, de voir tant de jeunes de ma génération se tourner vers l'Église. L'Esprit saint fait en ce moment un beau travail en France! Tout cela ajoute un élément d'incertitude positive sur l'avenir de l'Église dans nos diocèses : nous sommes encore plus incapables qu'avant de prévoir à quoi ressembleront les paroisses dans trente ou quarante ans.» ■

Anne-Laure Frémont

Les grands mammifères de cet archipel norvégien résistent mieux que prévu au réchauffement climatique accéléré dans la région, constate une étude.

Il est devenu un animal totem. Seul sur un morceau de banquise en déliquescence, l'ours polaire symbolise la vulnérabilité du vivant face au réchauffement climatique. Pourtant, au Svalbard en tout cas, il ne se porte pas si mal : dans une étude publiée dans la revue *Scientific reports*, des chercheurs constatent que l'état physique des populations d'*Ursus maritimus* sur l'archipel norvégien s'est amélioré, malgré la fonte des glaces de mer. Des résultats qui tranchent avec de précédentes observations constatant le déclin de ces mammifères ailleurs au pôle Nord.

Les ours polaires ne vivent en effet que dans les régions arctiques. Ils sont environ 26 000 répartis au Svalbard, au Groenland, au Canada, en Alaska ou en Russie, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN). La banquise est à la fois leur lieu de repos, de chasse et de reproduction. Sa fonte, due au réchauffement - considéré comme deux à quatre fois plus rapide au niveau des pôles - impacte donc directement leur mode de vie.

« Des études ont mis en évidence des effets négatifs sur leur état physique et leur démographie dans les régions où la couverture de glace marine diminue », indiquent ainsi les auteurs de l'étude. C'est par exemple le cas dans la baie d'Hudson, au Canada, où le gouvernement a déjà constaté le rapide déclin de la population d'ours polaires de 842 en 2016 à 618 en 2022. Le décompte n'avait jusque-là pas été précisément établi pour les ours du Svalbard mais les scientifiques s'attendaient à des résultats similaires puisque « le taux de perte de glace marine y est considérablement plus élevé que dans d'autres régions » où vivent ces animaux. En moyenne, selon eux, « la rupture de la banquise s'est produite environ un mois plus tôt après 2005 par rapport à 1995-2000 » et il y a désormais 100 jours de plus qu'avant sans glace.



JENS WIKSTROM/TWOPPOINT MEDIA/BACA

Au Svalbard, les ours polaires se portent bien, mais pour combien de temps ?

Pour connaître l'impact de ce recul sur les populations d'ours polaires dans la zone du Svalbard et de la mer de Barents, des experts de l'Institut polaire norvégien ont ainsi étudié les variations de l'indice de condition corporelle chez 770 ours adultes, en réalisant plus de 1000 prélèvements graisseux entre 1995 et 2019 sur des animaux immobilisés. Cet indice est important car il détermine par exemple si les animaux peuvent se reproduire. « Nous menons en parallèle plusieurs autres études, notamment sur la reproduction, la santé, les polluants, pour lesquelles nous prélevons des échantillons de sang, de graisse et de poils », précise l'auteur principal, Jon Aars. Grâce à ces prélèvements, ils observent non seulement que la population d'ours n'a apparemment pas diminué depuis le dernier recensement de 2004, où l'on comptait environ 2650 individus, mais aussi que la fonte de la glace n'a pas eu d'impact néfaste sur leur condition physique, chez les mâles comme chez les

femelles. Bien au contraire. Après un déclin jusqu'en 2000, leur condition physique a eu tendance à s'améliorer à partir du XXI^e siècle.

Pour l'expliquer, les chercheurs avancent plusieurs hypothèses : les ours auraient moins d'efforts à fournir pour chasser, car la fonte des glaces limite l'habitat des phoques annelés, qui se trouvent en plus grande densité sur la banquise. « Ainsi, même si la période pendant laquelle les ours peuvent chasser sur la banquise est plus courte, ils peuvent être plus efficaces pendant cette période », notent-ils. Ils peuvent ensuite facilement passer six mois sans manger si leurs réserves de graisse sont suffisantes, rappelle Jon Aars. Les ours polaires peuvent aussi se nourrir de carcasses de baleines échouées « qui peuvent fournir de la nourriture aux ours pendant plus d'un an ». Ils passent également plus de temps sur la terre ferme où ils consomment davantage d'œufs et d'oiseaux. Ces dernières années, ces grands mammifères ont en outre montré leur capacité à chasser les morses et les rennes, autrefois surexploités mais dont les populations ont augmenté.

Si l'article met en évidence les capacités d'adaptation de l'ours polaire, ses auteurs appellent à ne « pas extrapoler les résultats à l'ensemble des popula-

Ces dernières années, les ours ont montré leur capacité à chasser les morses et les rennes, autrefois surexploités mais dont les populations ont augmenté.

tions » puisque toutes ne connaissent pas le même sort. Ils soulignent aussi que les ours du Svalbard « risquent d'être touchés négativement dans un avenir proche » : « La glace marine continuera de fondre, et nous pensons qu'il est toujours important pour eux de pouvoir chasser les phoques sur la glace », souligne Jon Aars. Au Svalbard, les polluants constituent une menace, plusieurs d'entre eux étant présents en concentrations élevées. Les maladies pourraient également prendre de l'importance à l'avenir, à mesure que le Svalbard se réchauffe. » D'où la nécessité, selon les scientifiques, d'une surveillance continue des ours et de leur écosystème, au Svalbard comme dans le cercle arctique. ■

Une nouvelle hypothèse sur les origines de la matière noire

Tristan Vey

Les mystérieuses particules qui constituent la majeure partie de la masse de l'univers pourraient s'être formées plus tôt que prévu.

La matière noire constitue un des piliers de la cosmologie moderne. Cette substance mystérieuse, transparente, ne se manifeste que par ses effets gravitationnels. Six fois plus abondante que la matière ordinaire, elle forme le canevas qui donne sa structure à l'univers. Avec cette petite réserve : on ne sait toujours pas quelle est la nature exacte de cette matière noire, qui échappe encore et toujours à toutes les tentatives de détection directe ! Les scientifiques s'accordent néanmoins sur un point. Elle doit être « froide ». On parle pour cette raison de « cold dark matter », soit les initiales CDM du « modèle lambda CDM » qui décrit mathématiquement toute l'évolution de l'univers du big bang à nos jours. Si la matière noire était chaude, elle aurait en effet tendance à s'étaler et ne pourrait pas assurer la cohésion des grandes structures.

Nous arrivons maintenant à l'un des problèmes majeurs rencontrés actuellement par les théoriciens. La principale piste pour la matière noire constitue encore à ce jour ce qu'on appelle les Wimp (« weakly interacting massive particles », soit « particules massives interagissant faiblement » en français). Dans la plupart des modèles, elles ne sont pas totalement déconnectées de la matière ordinaire. Il faut même un couplage assez fort pour arriver à expliquer leur formation en même temps que la matière ordinaire dans les tout premiers

instants de l'univers. « Mais les expériences de physique des particules qui cherchent à les observer n'ont pas abouti, tant s'en faut », explique Yann Mambrini, théoricien à l'IJCLab (Université Paris Saclay, CNRS) à Orsay. Il y a un facteur 100 000 entre le seuil théorique auquel on pensait voir un couplage avec la matière ordinaire et les limites expérimentales que nous avons atteintes à ce jour. Il y a là une vraie tension. »

« Nous avons découvert que nous pouvions explorer toute une gamme de paramètres que nous croyions jusque-là exclue »

Yann Mambrini
Théoricien à l'Université Paris Saclay

Avec deux collègues de l'université du Minnesota à Minneapolis, le chercheur français a donc exploré une nouvelle piste. Et si la matière noire s'était formée un tout petit peu plus tôt que prévu ? Les scientifiques penchaient jusque-là pour une formation relativement « tardive »... environ 10 millionsièmes de secondes après le Big bang (10⁻⁵ s) ! Il est peut-être nécessaire ici de rappeler le déroulé des événements de la première seconde de l'univers, très agité et déterminant pour les milliards d'années qui suivent. Avant le mur de Planck, 10⁻⁴³ s après le Big

bang (0,000...01 avec 43 zéros), la physique actuelle est impuissante. Partons de cet instant. Tout l'univers est alors extrêmement chaud et concentré. Toutes les forces fondamentales sont unifiées, il n'y a ni matière, ni photons, mais un concentré d'énergie plus petit qu'une tête d'épingle. Entre 10⁻³⁶ s et 10⁻³² s, l'univers subit une brusque expansion appelée inflation. Sa taille est multipliée par un facteur 10²⁶ (un 1 suivi de 26 zéros, et même 10⁷⁸ en volume). Comme un gaz qui se détend, sa température chute alors drastiquement : l'univers, qui était à 10²⁸ degrés, devient extrêmement froid.

Les choses deviennent alors un peu plus floues encore, et fortement dépendantes des modèles que l'on choisit. Entre 10⁻³² s et 10⁻¹² s, plusieurs processus ont lieu successivement. D'abord les inflatons, ces particules hypothétiques qui ont provoqué cette brusque expansion de l'univers, se seraient « désintégrées » réchauffant à nouveau l'univers. Cette époque est appelée « période de réchauffement post-inflationnaire ». C'est à ce moment-là que la matière se serait formée, donnant naissance au plasma primordial (un gaz si chaud que les électrons ne sont plus liés aux atomes). Dans les théories classiques, la matière noire se serait découplée à cette période de la matière ordinaire, pour former les

premières structures cosmologiques. La température de l'univers était alors très petite en comparaison de la masse de matière noire, raison pour laquelle on la qualifie de « froide ».

C'est à ce moment charnière que les chercheurs, qui publient leur hypothèse dans la revue *Physical Review Letters*, ont choisi d'explorer un chemin différent. Ils ont regardé ce qu'une formation un peu plus précoce de la matière noire, entre l'inflation et le réchauffement, pouvait donner. « Nous formons alors de la matière noire bien plus légère et bien plus chaude, qui se déplace à des vitesses proches de celle de la lumière », explique Yann Mambrini. Cela ne pose-t-il pas problème pour établir ensuite des structures stables ? « Comme elle se découple très tôt, elle va aussi moins loin », répond le scientifique. « Et elle refroidit en outre extrêmement rapidement. » Ce qui « fige » en quelque sorte son évolution suffisamment vite pour expliquer sa densité et sa répartition actuelles dans l'univers. Ils ont ainsi baptisé leur hypothèse, théorie du « gel ultrarelativiste » (« ultra-relativistic freeze-out », ou UFO, acronyme qui signifie également « ovni » en anglais). « Nous avons en somme découvert que nous pouvions explorer toute une gamme de paramètres que nous croyions jusque-là exclue », poursuit le théoricien.

Et cela intéresse donc les expérimentateurs. Une équipe en particulier travaille dans le laboratoire souterrain

de Modane, à la frontière de l'Italie, sur la détection directe de matière noire par des caméras CCD ultrasensibles. « Elles sont installées à 1700 m sous terre, dans un coffrage blindé et sous vide, à -150 °C, le plus à l'abri possible des rayons cosmique et de la radioactivité naturelle », explique Xavier Bertou, directeur de recherche CNRS à l'IJCLab qui travaille sur cette expérience Damic-M. « Nous prenons des photos qui sont complètement noires. Notre espoir est de voir apparaître quelques points blancs qui trahiraient l'interaction de la matière noire avec le silicium des capteurs. » Pendant les deux mois de fonctionnement du prototype (contenant 20 grammes de capteurs), les chercheurs n'ont rien vu de significatif... et cela leur a déjà permis d'exclure toute une gamme de théories dites de « freeze-in ».

« Notre dispositif final, qui sera plus de dix fois plus gros (260 grammes de capteurs), et fonctionnera dix fois plus longtemps (deux ans), va nous permettre d'explorer maintenant les théories de « freeze-out », plus nombreuses et dont fait partie celle de Yann Mambrini et qui rentre parfaitement dans le spectre de ce que nous pouvons tester a priori. Nous sommes justement en discussion pour voir comment traduire ses prédictions en mesures expérimentales précises. » La nouvelle expérience devrait commencer sa prise de données à la rentrée prochaine. Réponse attendue en 2028 donc. ■

MARCO VASCO

VIVRE SON VOYAGE L'ESPRIT LIBRE

S'ÉMERVEILLER ENSEMBLE

Comme Caroline et Laura, laissez-vous inspirer par nos experts passionnés et cocréons ensemble le voyage qui vous ressemble.

Respirez... vous êtes déjà en vacances !

Découvrez leur voyage en Polynésie sur les comptes Instagram et YouTube @beauteactive.

© beauteactive



01 76 64 74 90

www.marcovasco.fr

Agence de voyages personnalisés
PARIS - LYON - MARSEILLE - RENNES

Romain Schneider

En faisant tomber le double tenant du titre Jannik Sinner en demi-finale, le Serbe se donne le droit de rêver encore, à 38 ans. En finale, dimanche, il défiera Carlos Alcaraz.

Quelques minutes avant d'entrer sur la Rod Laver Arena pour disputer sa demi-finale face à Jannik Sinner, Novak Djokovic, écouteurs sur les oreilles et d'humeur très décontractée, est allé saluer Carlos Alcaraz, lui en train de récupérer sur un vélo après son combat épique contre Alexander Zverev en cinq sets. Pensait-il alors à ce moment-là qu'il retrouverait son jeune rival dimanche en finale (9h30, en direct sur Eurosport). Et qu'il s'offrirait une nouvelle fois l'opportunité d'entrer dans l'histoire du tennis ? « J'ai vu Carlos après son match, il m'a dit qu'il était désolé d'avoir retardé le début de ma partie, que, comme j'étais un vieux, il était l'heure d'aller me coucher, s'est amusé à chaud le champion aux 24 titres du Grand Chelem. Je suis impatient de le revoir dans deux jours. J'ai l'impression d'avoir gagné ce soir, mais je sais qu'il faut revenir. Je joue le numéro 1 mondial, j'espère que j'aurai suffisamment d'énergie pour rivaliser avec lui. »

Djokovic lui-même semblait étonné par son niveau de jeu, bon pied, bon œil à 38 ans, après un combat intense face à la machine Jannik Sinner, qu'il a fini par faire dérailler (3-6, 6-3, 4-6, 6-4, 6-4), alors qu'il avait été mené un set zéro d'abord, puis deux sets à un. Après avoir renversé le double tenant du titre et nouveau roi du dur, qui restait sur 19 succès consécutifs à Melbourne, la légende vivante a soufflé : « Ça paraît surréaliste de jouer pendant 4 heures (4h09, NDLR) et de finir le match à presque 2 heures du matin. En repensant à 2012, j'avais joué Rafa (Nadal, victoire 5-7, 6-4, 6-2, 6-7, 7-5) en finale pendant presque 6 heures (5h53). Mais le niveau d'intensité et la qualité du tennis étaient extrêmement élevés. Je savais que c'était la seule façon pour moi d'avoir une chance de gagner aujourd'hui contre lui. »

On le sait, avec le Serbe, il ne faut jamais dire jamais. Illustration. Novak Djokovic met fin à une vilaine série contre Jannik Sinner, 24 ans, de 5 défaites consécutives, le tout sans remporter un set. « Il avait gagné les cinq derniers matchs contre moi. Il avait mon



Le Serbe Novak Djokovic célèbre sa victoire face à l'Italien Jannik Sinner, en demi-finale de l'Open d'Australie, vendredi, à Melbourne.

EDGAR SUREUTERS

Un 25^e titre en Grand Chelem à la portée de l'inoxydable Novak Djokovic

numéro de téléphone, j'ai dû le changer ce soir, s'est amusé dans ses premières réactions le «Djoker». Mais, blague à part, je lui ai dit au filet : «Merci de m'avoir au moins laissé une chance ces deux dernières années.» J'ai un immense respect pour lui. Joueur incroyable, il te pousse dans tes limites extrêmes, ce qu'il a fait ce soir contre moi. »

Le bientôt quadragénaire reste bien le troisième homme du tennis mondial avec ses deux rivaux italien et espagnol. Et même mieux. L'inoxydable champion disputera dimanche une onzième finale à Melbourne, il visera un onzième sacre australien et un 25^e titre majeur de légende. Vertigineux.

Vainqueur de son dernier titre en Grand Chelem à l'US Open 2023, où il avait fait tomber Daniil Medvedev, le Serbe prouve qu'il n'est pas fini, lui qui n'avait plus disputé de finale en Majeur depuis sa défaite face à Alcaraz à Wimbledon à l'été 2024. Souvent trahi par son corps, il avait joué les demi-finales des quatre Majeurs l'an dernier, butant sur Sinner à Roland-Garros et Wimbledon, puis sur Alcaraz à l'US Open. À Melbourne, il avait dû abandonner face à Alexander Zverev. Comme une fatalité. Même lui ne semblait plus trop y croire dans ses déclarations lucides d'après-match. Après Wimbledon et l'US Open, il avait confié que Sinner et Alcaraz jouaient à un

autre niveau et que les battre en cinq sets devenait très difficile. «J'avais dit «très difficile», pas «impossible», a-t-il glissé malicieusement à chaud, vendredi. J'avais dit qu'ils jouaient à un autre niveau et qu'il fallait que je m'y hisse. »

Instinct de tueur

Le Serbe, qui n'avait pas disputé de huitième de finale après le forfait de son adversaire et qui était mené deux sets à zéro par Lorenzo Musetti en quart de finale avant que l'Italien n'abandonne, sut saisir sa chance à Melbourne, à la régulière, vendredi contre le meilleur des Italiens. Contre Sinner, il a retrouvé son instinct de tueur, celui qui a fait de

lui «The GOAT». Sinner n'a converti que 2 balles de break sur 18 sur l'ensemble du match. Tout le contraire d'un Djokovic, d'une terrible efficacité au service et monstre de réalisme, qui n'a eu par exemple besoin que d'une opportunité pour breaker le numéro 2 mondial, à 3-3 dans le cinquième set. Sur le plan physique, le vétéran a souvent grimacé après de longs échanges, parfois les mains sur les genoux pour reprendre son souffle. Pourtant, dans le dernier acte, il a semblé presque plus frais que son adversaire de 24 ans...

Dimanche, l'éternel «Djoko» disputera sa 38^e finale en Grand Chelem, un autre record à son crédit (Roger Federer en a joué 31 et Chris Evert 34 chez les femmes). À 38 ans et 255 jours, la légende inoxydable aux désormais 402 victoires en Majeurs, deviendra le joueur le plus âgé à atteindre la finale à Melbourne. Après avoir fait tomber l'un des meilleurs joueurs du monde, pourra-t-il faire chuter l'autre dans la foulée ? Un joueur contre qui il est plus à l'aise, puisqu'il mène cinq victoires à quatre dans ses duels contre Alcaraz. Ce qui semblait presque impensable au début du tournoi devient très crédible. Une certitude : cet immense champion n'est décidément vraiment pas taillé dans le même bois que tout le monde. ■

Sabalenka-Rybakina : un choc final prometteur

À l'instar du tournoi masculin, qui a décollé véritablement vendredi lors des deux somptueuses demi-finales, l'épreuve féminine, très décevante pour le moment (treize matchs pliés en deux sets sur les quatorze disputés depuis les huitièmes de finale), pourrait prendre son envol ce samedi lors d'une finale Sabalenka-Rybakina qui s'annonce indécise (à partir

de 9h30, heure française, sur Eurosport). Les deux joueuses n'ont perdu aucun set en chemin depuis le début du tournoi. Leur historique des face-à-face est d'ailleurs assez équilibré (huit victoires à six pour Sabalenka). Rybakina reste sur une victoire en deux sets en finale contre Sabalenka lors des WTA Finals de Riyad. Cet ultime choc à Melbourne est aussi un remake de celui de 2023

remporté par la Biélorusse (4-6, 6-3, 6-4). Aryna Sabalenka s'adjugeait alors le premier de ses quatre titres en Majeur. Sacrée en 2022 à Wimbledon à l'âge de 23 ans, Elena Rybakina s'est un peu perdue, en raison de problèmes personnels notamment. Mais depuis Wimbledon en juillet, c'est elle qui a remporté le plus de matchs sur le circuit (36 avant la finale de samedi). ■ R. S.

Carlos Alcaraz, guerrier et miraculé en demi-finale, visera un septième titre en tournois majeurs

Il a fallu être patient mais ça valait le coup d'attendre. Après une dizaine de jours sans saveur, et notamment des quarts de finale à sens unique, le tournoi masculin a pris son envol aux antipodes vendredi lors des deux demi-finales passionnantes et indécises. La première entre Alcaraz et Zverev a atteint des sommets de suspense. La deuxième entre Jannik Sinner et Novak Djokovic, également, rappelant que le Serbe restait un champion hors norme.

Miraculé, Carlos Alcaraz a comme toujours, ou presque, eu le dernier mot dans un combat en cinq sets. Après avoir compté deux sets d'avance, puis souffert de crampes et s'être retrouvé mené 5-3 dans la cinquième manche, le guerrier espagnol est venu à bout d'Alexander Zverev (6-4, 7-6, 6-7, 6-7, 7-5), souvent bien placé, jamais gagnant en Grand Chelem. Ce combat épique de 5h27, renversant et souvent décousu, en raison des déboires physiques du Murcien, est devenu la demie la plus longue jamais jouée à l'Open d'Australie. À l'inverse d'un Jannik Sinner, toujours peu inspiré dans les derniers actes en cinq sets,

Carlos Alcaraz a confirmé sa capacité à s'en sortir dans ces instants capitaux. Face à Zverev, le champion de 22 ans a signé sa quinzième victoire sur seize matchs disputés en cinq manches dans un Majeur. La marque des très grands. Comme lors de la finale légendaire de Roland-Garros l'an dernier face à Sinner, où il avait



TINSCHU WANG/REUTERS

Il n'y a pas une seule seconde où j'ai envisagé d'abandonner. Je déteste abandonner, tout simplement

Carlos Alcaraz
Numéro 1 mondial

écarté trois balles de titre en faveur de l'Italien, Alcaraz est revenu de très loin. Le guerrier n'a jamais renoncé. Pourtant, beaucoup d'observateurs, spectateurs et téléspectateurs se sont demandé s'il n'était pas sur le point de jeter l'éponge quand il ne bougeait presque plus sur le court entre la fin du troisième set le début du quatrième, perclus de crampes.

Visiblement, cette idée ne lui a jamais traversé l'esprit si l'on en croit ses déclarations : «Il n'y a pas une seule seconde où j'ai envisagé d'abandonner. Je déteste abandonner, tout simplement, a soufflé le Terminator ibère. Quand j'étais plus jeune, il y a eu beaucoup de matchs où je ne voulais plus me battre, où j'ai simplement abandonné. Puis j'ai mûri et j'ai fini par détester ce sentiment. Chaque pas de plus, chaque seconde de souffrance supplémentaire, chaque seconde de combat supplémentaire en vaut toujours la peine. C'est pourquoi je me bats jusqu'à la dernière balle. »

Alcaraz, qui s'est qualifié pour sa première finale aux Antipodes, s'est offert au passage un record. Devenant le plus jeune joueur de l'ère Open à avoir atteint la finale des

quatre tournois du Grand Chelem à 22 ans et 272 jours depuis l'Américain Jim Courier. Et ce n'est pas, comme attendu, son meilleur rival Jannik Sinner qu'il retrouvera dimanche. Mais une légende vivante de 38 ans, Novak Djokovic ancien patron de la Rod Laver Arena, et ses 10 sacres en 10 finales à Melbourne. Et si «Djoko» visera un inédit 25^e sacre en Grand Chelem, l'Espagnol tentera d'ajouter un septième titre à sa déjà sa très riche collection, après avoir déjà remporté à deux reprises Roland-Garros (2024, 2025), Wimbledon (2023, 2024) et l'US Open (2022, 2025).

Reste à savoir comment le prodige aura récupéré de ses nombreux efforts : « Mon corps pourrait être dans un meilleur état, mais je pense que c'est normal après cinq heures et demie de match. J'ai donc fait tout le nécessaire pour essayer d'aller mieux et de me sentir mieux demain. Bain de glace, soins, et on verra bien. » Et si Novak Djokovic est vaincu en dix finales à Melbourne, Alcaraz a remporté 6 de ses 7 finales de Grand Chelem, sa seule défaite ayant été concédée face Sinner en finale de Wimbledon l'année dernière. ■ R. S.

EN BREF

20^e JOURNÉE LIGUE 1

LENS (2)	vend.	LE HAVRE (15)
PARIS FC (14)	sam. 17h	MARSEILLE (3)
	belN	
LORIENT (9)	19h	NANTES (16)
MONACO (10)	21h05	RENNES (6)
LYON (4)	dim. 15h	LILLE (5)
ANGERS (11)	17h15	METZ (18)
NICE (13)	-	BREST (12)
TOULOUSE (8)	-	AUXERRE (17)
STRASBOURG (7)	20h45	PARIS SG (1)

Tous les matchs sur Ligue 1+ sauf mention.

Foot : PSG-Monaco en C1

Le PSG et Monaco se défieront en barrages de la Ligue des champions avec un match aller dans la principauté le 17 février.

JO : Trespeuch-Noël choisis

La snowboardeuse Chloé Trespeuch et le skieur Clément Noël ont été désignés porte-drapeaux de la délégation française pour les Jeux de Milan-Cortina, qui débutent vendredi prochain.

16^e JOURNÉE TOP 14

MONTPELLIER (7)	sam. 14h30	ST. FRANÇAIS (3)
CASTRES (8)	16h35	CLERMONT (5)
RACING (10)	-	PERPIGNAN (13)
LA ROCHELLE (9)	-	LYON (12)
MONTAUBAN (14)	-	BORDEAUX B. (6)
TOULOUSE (1)	21h	BAYONNE (11)
PAU (2)	dim. 21h	TOULON (4)

Tous les matchs en direct sur Canal+.

mariages

Charles et Vanessa de Givry avec Romane et Olivia, Mme Valentine de Givry

ont la joie de faire part du mariage de leur mère et beau-père,

Mme Aliette de PENNART avec M. Dominique FESSART

qui a été célébré le samedi 24 janvier 2026, en l'église Saint-Étienne-du-Mont, Paris (5^e), par le père Stéphane Palaz, curé de la paroisse.

naissances

M. Hugues GIRAUD le docteur Marion GIRAUD GINESTE M. et Mme Jacques de CABISSE de PRATFERRÉ de MAU

M. et Mme Amaury GIRAUD et leur fils Alexandre

ont la joie de vous annoncer la naissance de leur petite-fille, fille et sœur

Léonie

Montpellier, le 21 janvier 2026.

Le comte Athanase de GUITAUT et la comtesse, née Eléonore Bichot,

sont heureux de faire part de la naissance de

Marguerite

le 28 janvier 2026, à Paris.

M. Victor HARNOIS et Mme, née Mahaut de Bourqueney,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Hortense

le lundi 26 janvier 2026, à Neuilly-sur-Seine.

Isabelle Prêtre-Krug sa grand-tante,

vous annonce dans une joie indicible la naissance de

Nina

le 23 janvier 2026,

fille d'Alexandre PRÉTRE et de Nour Marie petite-fille de Jean-Reynald Prêtre (†), arrière-petite-fille de Georges et Gina Prêtre (†), arrière-arrière-petite-fille de Jean et Lina Marny (†).

FRAYSSE & ASSOCIÉS

PARIS - HÔTEL DROUOT
9 rue Drouot - 75009 Paris
Mercredi 4 février 2026
Salle 13 - à 14h15

ART CONTEMPORAIN D'UN APPARTEMENT DU MARAIS
SUCCESIONS CLASSIQUES

16, rue de la Banque 75002 Paris
Tél. : 01.53.45.92.10
www.fraysse.net

communications

Le chœur du Haut-Pas

direction : Patrice Holiner, vous convie à un

concert spirituel

Haendel, Mozart, Schubert, le dimanche 1^{er} février 2026, à 15 h 30, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris (5^e). Entrée libre.

L'Œuvre de La Miséricorde

vous invite à sa

vente de charité annuelle

les vendredi 6 et samedi 7 février 2026 de 11 heures à 18 heures, dans les salons de la mairie du XVI^e arrondissement de Paris, 71, avenue Henri-Martin.

Vente aux enchères de lots de prestige par la maison Millon, le samedi 7 février, à 15 heures.

De nombreux auteurs y dédicaceront leurs ouvrages.

À l'occasion de la sortie d'un numéro spécial en février, pour le 50^e anniversaire de la mort de

André Malraux

la Revue des Deux Mondes et l'Hôtel Littéraire Le Swann

vous convient à une soirée littéraire :

« Mystérieux Malraux »,

avec Hervé Gaymard et Julien Donadille, le mercredi 4 février 2026, à 19 heures.

Nombre de places limité. Inscription par mail obligatoire evenement@revuedesdeuxmondes.fr

Hôtel Littéraire Le Swann, 11-15, rue de Constantinople, Paris (8^e).

deuils

M. Alain Bataillon-Debès, commandeur de la Légion d'honneur,

Yves Bataillon-Debès et Florence, Guillaume et Julia Bataillon-Debès et leur fils Côme, Vianney et Hortense de Larminat et leurs filles, Aëla et Ysée

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Alain BATAILLON-DEBÈS née Marguerite Gay de Montenon,

le mardi 27 janvier 2026, à l'âge de 93 ans, après 65 ans de mariage, munie des sacrements de l'Église.

La messe d'obsèques sera célébrée le mardi 3 février, à 10 heures, en l'église Saint-Bruno d'Issy-les-Moulineaux.

L'inhumation aura lieu au cimetière Sainte-Catherine de Honfleur.

Niort (Deux-Sèvres).

Mme Françoise Béguier, son épouse, Florence et Michel Mathé, Sophie Béguier, ses enfants, Marine, Eléonore, Louis, ses petits-enfants, et leurs conjoints, Mme Liliane Imbert, sa sœur, ses nièces et neveux

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Jean BÉGUIER chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 23 janvier 2026, à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 2 février, à 10 heures, en l'église Saint-André de Niort.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jacqueline Belin, son épouse, Anne-Charlotte Belin, sa fille, Édouard Rivière, son gendre, et Théodore, son petit-fils, Bernard Belin, son frère,

ont la tristesse de vous faire part de la mort de

Jean-Marie BELIN journaliste et enseignant universitaire, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier des Palmes académiques, officier du Mérite agricole, chevalier des Arts et Lettres.

Une cérémonie à son intention sera donnée le lundi 9 février 2026, à 9 h 45, en l'église Saint-Louis-d'Antin, à Paris (9^e).

Anne et Hervé (†) Crété, Pierre (†) et Aurore Boursin, Claire et André de Montchalin, Fabienne et Olivier Pillard, ses enfants, belle-fille et gendres,

Armand (†), André et Antoine, Jean-Gaspard, Géraud et Gildas, Grégoire, Soline, Geneviève et Guillaume, Emeline, Sibylle, Flore et Renaud, ses petits-enfants, leurs conjoints, ses 39 arrière-petits-enfants

ont la douleur de vous faire part du décès, le 26 janvier 2026, à Neuilly-sur-Seine, de

Fernande BOURSIN

rappelée à Dieu dans sa 110^e année.

La messe d'obsèques sera célébrée le samedi 7 février, à 10 heures, en l'église de Chastreix (Puy-de-Dôme), suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Henri Callies, née Marie-Noëlle Meunier, son épouse,

Solange et Scott Caldwell, Juliette et Olivier Montagne, Isabelle et Vincent Laubie, Emmanuelle et Jean Bramaud du Boucheron, ses filles et gendres,

Elisabeth et Alby, Henri et Rebecca et leur fils George, Thomas, Philippe, Paul, Bertrand, Luc, Mayeul, Joseph, Martin, Marguerite, Claire et Barthélémy, Lucie et Arthur, André, Béatrice, Cyrille, ses petits-enfants et son arrière-petit-fils,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

M. Henri CALLIES

le 25 janvier 2026, à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 février, à 10 heures, au centre oecuménique Saint-Marc, 6, avenue Malherbe, à Grenoble.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 15 heures, au cimetière de Menthon-Saint-Bernard (Haute-Savoie).

Martillac (Gironde).

Florence Cathiard, son épouse,

Mathilde et Bertrand Thomas, sa fille et son gendre, Alice et Jérôme Tourbier, sa fille et son gendre,

Paul, Louise, Émile, Marion et Adrienne, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès, le 28 janvier 2026, de

Daniel CATHIARD

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 5 février, à 10 heures, en l'église de Martillac.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Château Smith Haut Lafitte, 33650 Martillac.

Mme Patricia Moulin-Lemoine, présidente du conseil de surveillance,

M. Philippe Houzé, président de Motier et vice-président du conseil de surveillance,

l'ensemble des membres du conseil de surveillance et du directoire du

Groupe Galeries Lafayette

ont appris avec une grande tristesse le décès de

Daniel CATHIARD membre puis censeur du conseil de surveillance de 2005 à 2024,

survenu le 28 janvier 2026.

Ils expriment leur gratitude pour sa contribution à la vie du Groupe et adressent leurs plus sincères condoléances à son épouse, Florence Cathiard, et à sa famille.

Gilles et Jill Cazaumayou, Cédric et Sylvie Cazaumayou, Bruno et Edwige Cazaumayou, Caroline et Bernard Broux, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Monique CAZAUMAYOU née Milhade,

le 24 janvier 2026, dans sa 103^e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 3 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean-de-Luz, suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Mme Jean-Louis Debré (†), M. et Mme Henri-Denis Engel, M. et Mme Xavier Engel, M. et Mme Dominique Chaignot, le comte et la comtesse Gilles du Hamel de Breuil, Mme Isabelle Engel (†), ses enfants,

Charles et Florence Debré, Guillaume et Stacey Debré, Marie-Victoire Debré, Stéphane et Vanessa Engel, Alice Créach, Thierry et Marie Engel, Camille Mortier, Rémy et Élise Engel, Ludovic et Karine Engel, Alexis et Victoria Engel, Jean-Baptiste et Clara Engel, Amaury et Florence Engel, Aymeric et Jennifer Chaignot, Aude et Pierre-Christophe Duprat, Marguerite Chaignot et Marine Derrien, Désirée et Gérard de Secondat de Montesquieu, Jean du Hamel de Breuil, Agnès et Charles-Henry Watine, Jacques et Joséphine du Hamel de Breuil, Vincent et Zhisheeng Rocca-Serra, Chilina et Sylvain Andrieux, Bianca et Matthieu Illy, ses petits-enfants,

ses cinquante-et-un arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Richard ENGEL née Hélène Soubes,

rappelée à Dieu le dimanche 25 janvier 2026, dans sa 101^e année, munie des sacrements de l'Église.

La messe d'À-Dieu sera célébrée le mardi 3 février, à 14 h 30, en la chapelle Saint-Louis de l'École militaire, Paris (7^e) et sera suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

M. Marc Deloche de Noyelle, son époux,

M. et Mme Côme Carrelet de Loisy, M. et Mme Guillaume Deloche de Noyelle, ses enfants,

Alma, Gaspard et Victor, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Catherine DELOCHE de NOYELLE née Cornet,

survenu à l'âge de 65 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 février 2026, à 14 h 30, en l'église de Saint-Nicolas-de-Véroce, à Saint-Gervais-les-Bains.

La famille remercie l'ensemble du personnel du centre Léon-Bérard de Lyon, pour sa gentillesse et son dévouement.

Martine et Michel Ragache, sa fille et son gendre, Virginie, Florence, Olivier, Antoine, Mathieu, Vincent, ses petits-enfants, Ophélie, Maxime, Noémie, Claire et Anna, ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Jacques DUREUX chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 23 janvier 2026, dans sa 100^e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 2 février 2026, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Verrières-le-Buisson (Essonne).

Eugène Esnault, son mari, Florence et Frédéric, ses enfants, Jean-Baptiste et Maria, Julie, ses petits-enfants, Arcadie, son arrière-petit-fils, ont l'infinie tristesse de vous faire part du décès, le 29 janvier 2026, à l'âge de 77 ans, de

Mireille ENSAULT née Gibet.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 février, à 14 h 30, en l'église de Fréhel (Côtes-d'Armor).

Mme René Galy-Dejean, née Sophie Durand-Gasselini, son épouse,

le colonel (e.r.) Stéphane Galy-Dejean et son épouse Stéphanie, Cyril Galy-Dejean, Adrien Galy-Dejean et son épouse Marie, Jérôme Galy-Dejean et son épouse Camille, ses enfants,

Robert Galy-Dejean, son frère, son épouse Monique et leurs trois enfants, Rodolphe, Xavier, Delphine, en union avec Eliane Péré, sa sœur, et ses enfants,

Emmanuelle Vucher-Bondet, Agnès Lemaire, Laurence Payen, ses beaux-enfants,

Thibault Galy-Dejean et son épouse Amélie, Alban Galy-Dejean et son épouse Caroline, Astrid Galy-Dejean et son époux Vincent, Alix, Théophile, Édouard, Roxane, Inès, Alexandre, ses petits-enfants,

Octave, Olivia, Ariane, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

René GALY-DEJEAN ancien député de Paris, ancien maire du 15^e arrondissement de Paris,

chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite, croix de la Valeur militaire,

ancien président de la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement du 15^e arrondissement de Paris,

survenu le 29 janvier 2026, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité familiale, en l'église de Préailles (Loire-Atlantique), suivie de l'inhumation dans le caveau familial du cimetière de Préailles.

Une messe à son intention sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Aymeric, Maylis, Stéphanie, Lodois et Amaury, ses enfants, Nicolas, Dorine, Soizic et Mika, son gendre et ses belles-filles,

Émilien, Garance, Alice, Léopoldine, Philippine, Clovis, Pétronille, Clément, Melchior, Léonie, Louison et Marceau, ses petits-enfants,

Monique Mirabaud

ont l'immense tristesse de vous faire part du décès du

colonel Jean de GAIGNERON JOLLIMON de MAROLLES

rappelé à Dieu le dimanche 25 janvier 2026, à l'âge de 87 ans.

Il a rejoint dans son sommeil, son épouse bien-aimée, Sabine née de Martimprey.

La messe d'obsèques aura lieu ce samedi 31 janvier, à 10 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean-de-Luz.

Mme François-Xavier Gendreau, son épouse,

le comte et la comtesse Le Febvre de Saint Germain, M. et Mme Loïc Chaumet, M. et Mme Emmanuel Gendreau, ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

François-Xavier GENDREAU ministre plénipotentiaire honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

endormi dans la Paix du Seigneur le mercredi 28 janvier 2026, dans sa 95^e année, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 février, à 10 heures, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles.

Michel Kovacs, son fils, sa belle-fille et ses petits-enfants

ont la douleur de vous faire part du décès de

Claudine HENRY artiste peintre diplômée des Beaux-Arts de Paris, 1^{er} prix Chenavard, lauréate de l'Institut de France,

survenu le 27 janvier 2026, à l'âge de 95 ans.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, le mardi 3 février, à 14 heures, au cimetière d'Arras.

Nancy. Paris. Rueil-Malmaison. New York.

André, Patricia, Thierry (†), Pascal, Éric, Nicolas, ses enfants, et leurs conjoints,

Renaud, Gonzague, Geoffrey, Aude, Clément, Lorraine, Maximilian, ses petits-enfants, et leurs conjoints,

Stanislas, Maxime, Léopold, Henri, Louise, Victor, Anatole, Apolline, Noah, Maxence, ses arrière-petits-enfants,

et toute sa famille

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Mme André d'HALLUIN née Agnès Malard,

rappelée à Dieu le 19 janvier 2026, dans sa 100^e année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 27 janvier, en l'église Saint-Léon-IX, à Nancy, suivie de l'inhumation au cimetière de Préville.

La famille souhaite y associer le souvenir de son époux, André d'Halluin décédé le 26 mai 2003.

La famille remercie l'ensemble du personnel du service du docteur Hanaa Kassem de l'Usld de Saint-Julien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le professeur René Jancovici, son mari,

M. Jean-Charles Cuvelier, son frère, et sa compagne Brigitte, le docteur Éliane Jancovici et sa fille Mme Anne Jancovici, le docteur Édith Jancovici-Bigorgne et son mari M. Guy Bigorgne, Mme Raphaëlle Gaudebert, son mari Alexandre, et leur fils Aristide, Mme Solène Machet et son mari Julien,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Marie JANCOVICI née Cuvelier,

survenu le 25 janvier 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 février, à 10 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris (5^e).

M. et Mme Dominique Chanteau, M. et Mme Ludovic Jordan, ses enfants, ses 12 petits-enfants et 39 arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu du

docteur Thierry JORDAN

le 13 janvier 2026, dans sa 89^e année.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Notre-Dame-des-Victoires, à Angers, le 16 janvier 2026.

Il a rejoint son épouse, Brigitte Jordan rappelée à Dieu le 21 octobre 2025.

Ghassan Khoury, Jenny Khoury, Walid Khoury, Yasmine Ghata Cacoub, ses enfants,

Rima, Joseph, Alexandre, Raphaël, Emmanuelle, Gabrielle et Léah, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Vénus KHOURY GHATA poète et écrivain, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite, commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres,

survenu le 28 janvier 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 février, à 14 h 30, en la cathédrale Notre-Dame-du-Liban, Paris (5^e), suivie de l'inhumation au cimetière de Passy, Paris (16^e).

M^{re} Philippe Klein, le docteur et Mme Denis Jacquemaire, M. et Mme Xavier Klein, le comte et la comtesse Antoine de Roffignac, M. Jean-Dominique Klein, ses enfants et leurs conjoints, ses petits-enfants et leurs conjoints, ses arrière-petits-enfants

vous font part du rappel à Dieu de

Mme Henri KLEIN née Monique Dubois,

endormie dans la Paix du Seigneur le 27 janvier 2026, dans sa 100^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 février 2026, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris (16^e), suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse dans l'intimité familiale.

Elle a rejoint son époux, M. Henri Klein, décédé le 24 octobre 2010, et son petit-fils Nicolas.

La famille tient à remercier l'ensemble du personnel de l'Ehpad de Ploubalay pour sa gentillesse et sa bienveillance.

Cet avis tient lieu de faire-part.

LE FIGARO
le carnet du jour

Une naissance ?
Entrez dans l'histoire

Publiez votre annonce dans le Carnet du Jour.
carnetdujour@media.figaro.fr – 01 56 52 27 27



PAR
Patrick Saint-Paul
Envoyé spécial à Kiev

Une nouvelle aube glacée se lève sur une nuit noire, sans électricité ni chauffage. Kiev est figée dans un manteau blanchâtre de givre et de neige, alors que la capitale ukrainienne affronte l'hiver le plus rigoureux depuis le début de l'invasion russe à grande échelle de février 2022. Des pêcheurs se tiennent debout sur le Dniepr gelé, leurs lignes plongées dans le fleuve à travers un trou percé dans l'épaisse couche de glace, tandis que des enfants enchaînent des glissades en un semblant de normalité. Comme si la guerre n'existait pas. Comme si les bombardements russes répétés contre les infrastructures énergétiques de l'Ukraine n'avaient pas privé les grandes villes du pays de chauffage, d'électricité et d'eau, quand les températures tombent à - 20 °C la nuit.

Sascha, une jeune Kiévienne, surgit en maillot de bain et plonge dans une piscine éphémère creusée dans les glaces du Dniepr, face à l'île de Roussanivka où elle habite. À peine sortie de l'eau, elle poste une vidéo de sa baignade sur Instagram, accompagnée d'une légende : « Rien à perdre » ! « Je ne pense pas que les Russes regardent mes "reels", commente-t-elle. Si c'est le cas, le message c'est "allez vous faire foutre". » Pour affronter les difficultés, les Ukrainiens conservent un sens de l'humour à toute épreuve, une arme indispensable pour faire face à leur agresseur. « Clairement, j'ai l'impression qu'il fait moins froid dans mon appartement quand je ressors de l'eau, plaisante Sascha. Mon post était destiné aux Ukrainiens. Certains jours, on a envie de s'allonger par terre et de pleurer. Quand on voit nos soldats se geler dans les tranchées sous les bombes ou les gens qui réparent les canalisations sous l'eau glacée pendant cinq jours, on a envie de désespérer. Mais on ne peut pas se laisser aller. On ne veut pas être les victimes des Russes. Avec cette baignade, je voulais simplement dire aux gens : "Vous croyez qu'on ne va pas survivre à ça ? Mais qu'est-ce que vous croyez, on a déjà survécu à tant de choses !" En plus, c'est très bon pour la vie sociale. On se retrouve pour dîner chez les rares amis qui ont encore du chauffage et de l'électricité. »

Tout comme 710 000 habitants de Kiev, selon le dernier décompte du ministère de l'Énergie, Sascha est totalement privée de chauffage et d'électricité depuis les frappes russes du 9 janvier sur les infrastructures électriques et thermiques de la capitale. Pas grand monde ici ne croit aux promesses, colportées jeudi soir par Donald Trump, d'une Russie se retenant de viser le réseau énergétique ukrainien pendant une semaine en raison du grand froid - le président Zelensky a répondu que ses soldats en feraient de même pour peu que cette trêve soit réelle. Loin du front, la capitale ukrainienne a plutôt l'impression, depuis quelques semaines, d'être brutalement rattrapée par la guerre. Presque 6 000 des quelque 12 000 immeubles d'habitation de Kiev se sont retrouvés sans chauffage, a écrit le maire de Kiev, Vitali Klitschko, sur Telegram au lendemain des bombardements sur la capitale le 24 janvier. En quelques jours, les équipes de secours du secteur de l'énergie ont ramené ce chiffre en dessous de 2 000. Mais alors qu'un nouveau pic de froid de l'ordre de - 30 °C est annoncé pour le week-end, nombre de Kiéviens redoutent de nouvelles attaques russes.

La crise humanitaire en cours est le résultat du ciblage délibéré par la Russie d'installations énergétiques essentielles : des infrastructures qu'elle cherche à détruire chaque hiver depuis 2022. Mais il s'agit de l'hiver le plus froid depuis le début de l'invasion russe, ce qui met les réseaux électriques sous forte pression. Dans ces conditions, la perspective de se passer de chauffage est particulièrement dramatique. Depuis qu'il a échoué à conquérir Kiev en 2022, le Kremlin a adopté une stratégie de la terreur, avec tirs de missiles balistiques et de drones contre les villes et les populations civiles. La militarisation

« Lorsque tout se passe bien, on a deux heures d'électricité le matin et deux heures le soir. C'est juste assez pour recharger les batteries et les appareils. Après les bombardements, on est dans le noir complet, sans électricité pendant 24 heures d'affilée »

Dmytro Un habitant de Kiev

de l'hiver s'inscrit dans cette logique. Avec un objectif : provoquer une catastrophe humanitaire, ou du moins un exil temporaire de la capitale, qui affaiblirait le pouvoir ukrainien et l'inciterait à accepter les termes d'un « accord » de paix qui ressemblerait à une capitulation de l'Ukraine. À Kiev, le président Volodymyr Zelensky a décrété un nouvel « état d'urgence », dévolu au secteur énergétique, et Vitali Klitschko a appelé ceux des 3 millions d'habitants ayant une résidence secondaire à partir s'y réfugier. Mais il n'y a pas eu d'exode de la capitale : les habitants continuent pour le moment de braver les attaques de Vladimir Poutine, coûte que coûte.

Les immeubles modernes de la capitale, où tout fonctionne à l'électricité, ainsi que les grandes barres d'habitation datant de l'ère soviétique, sont particulièrement vulnérables. Sur l'île artificielle de Roussanivka, située sur la rive gauche du Dniepr, la situation est devenue invivable dans nombre de ces barres d'immeubles alimentées directement par le réseau d'eau chaude de la ville. Sans eau chaude ni



Olena, concierge d'un ensemble d'habitations datant des années 1970, se réchauffe avec un thé en rechargeant son portable, tandis qu'un informaticien fait du codage en distanciel, sous une tente alimentée par un générateur. ALBERT LORES POUR LE FIGARO

À Kiev, la résistance des Ukrainiens plongés dans le froid et le noir

Alors que la capitale ukrainienne affronte l'hiver le plus rigoureux depuis le début de l'invasion russe en 2022, Moscou cible systématiquement les infrastructures électriques et thermiques.

électricité pour pomper l'eau, les canalisations ont cédé sous les températures négatives. Et le gel des conduites enfouies sous les glaces rend les réparations particulièrement difficiles. Le Shamon 14, un ensemble d'habitations grisâtre datant des années 1970, est entouré de tentes blanches et rouges abritant des « points d'invincibilité », alimentés par un générateur, où les résidents peuvent se réchauffer, boire du thé ou une soupe chaude, et recharger leurs appareils électriques. Lorsque la température est tombée à - 15 °C, les radiateurs glacés ont explosé dans les appartements du Shamon 14. « Ça fait deux semaines qu'on bosse ici pour essayer de réparer, peste un chauffagiste de la ville dans son bleu de travail maculé de cambouis. C'est un gros bordel ! Les canalisations ont pété et ça a fait s'effondrer tout le système. On répare, on réinjecte de l'eau chaude, mais il n'y a jamais assez de pression pour que ça reparte. »

L'entrée du bloc 1 de l'immeuble a été transformée en patinoire par le gel de l'eau des canalisations. Dmytro, un vidéaste indépendant qui habite le 15^e étage - sans ascenseur depuis le 9 janvier -, ouvre la porte de son appartement emmitoufflé sous plusieurs couches de vêtements. Comme tous les Kiéviens privés de courant et de chauffage, il recourt au système D pour survivre dans ces conditions dantesques. Les fenêtres de son appartement sont mangées par les cristaux de condensation gelée. Il a placé trois briques dans le four au gaz et trois autres sur les plaques de cuissons pour conserver la chaleur. Lorsque la température chute, il allume le gaz pour faire remonter le thermostat. Il dort habillé sous plusieurs couches de vêtements et de couettes, une couverture chauffante branchée sur une batterie. Il s'éclaire avec des lampes fonctionnant sur batteries. Il entasse des bouteilles d'eau de 5 litres

dans la cuisine et la salle de bains. « Le réfrigérateur ne marche plus non plus, dit-il dans un rire désabusé. La bonne nouvelle, c'est qu'il fait - 10 sur le balcon, où je stocke désormais toute la nourriture. »

Kiev a essuyé trois séries d'attaques russes en deux semaines. « Ils réparent comme ils peuvent, explique Dmytro. Mais après chaque attaque, la pression d'eau dans le système de distribution d'eau chaude baisse un peu plus. Il n'y a plus assez de pression pour alimenter les tours et les barres d'immeubles. Après les derniers bombardements la température est descendue à - 15 °C. Les canalisations sans eau chaude ont pété en série. On n'a pas de chauffage depuis vingt jours. Lorsque tout se passe bien, on a deux heures d'électricité le matin et deux heures le soir. C'est juste assez pour recharger les batteries et les appareils. Après les bombardements, on est dans le noir complet, sans électricité pendant 24 heures d'affilée. » Bien que l'immeuble ne soit pas classé au nombre des infrastructures critiques, l'ensemble Shamon 14 a bénéficié de l'installation d'un générateur, qui fournit les quelques heures d'électricité, tellement la situation y était critique... Mais l'immeuble est en bout de chaîne pour les livraisons de fioul quotidiennes indispensables au fonctionnement du générateur.

Dans sa chambre aux murs rongés par les moisissures provoquées par l'extrême humidité, Dmytro brandit le thermomètre, qui affiche 11 °C... Une petite victoire alors que la température est tombée à 5 °C certaines nuits. Lorsque le froid le tire de son sommeil, Dmytro avoue qu'il maudit les Russes en rallumant son four pour réchauffer l'appartement. « Ils veulent nous faire plier pour qu'on accepte d'arrêter la guerre à leurs conditions, affirme-t-il. Mais vous ne trouverez personne à Kiev pour dire "OK, signons et on aura chaud". On sait bien que les négociations ne mèneront nulle part. Que les Russes ne veulent pas arrêter la guerre. Les négociations, c'est juste une arme des Russes pour gagner du temps, diviser les alliés et faire baisser les sanctions. »

À l'entrée de l'immeuble, plusieurs notes donnent des recommandations aux résidents, leur enjoignant de ne pas brancher d'appareils électriques énergivores, pour éviter de faire sauter l'électricité immédiatement dans les rares moments où elle revient. Et de rejoindre le groupe Telegram de solidarité et d'entraide de l'immeuble. « Environ 50 personnes âgées entre 65 et 99 ans habitent ici, pour la plupart des retraités qui ont besoin d'aide, détaille Tetiana Platonova, une styliste âgée de 43 ans. Il y a notamment un grand-père de 94 ans, ancien mécanicien d'avions militaires. Il dit qu'il tient le coup parce qu'il a travaillé aussi bien par - 40 que par 40 °C. Il y a aussi de gentilles grands-mères, qui ont travaillé toute leur vie et ont contribué au développement du pays. À cause des bombardements fréquents, de l'absence d'électricité, de chauffage et d'autres conditions de base, ces personnes se sont retrouvées dans une si-

tuation critique : il leur est difficile de se réchauffer, de préparer à manger et d'obtenir l'aide nécessaire. »

L'arrêt des ascenseurs est un facteur aggravant pour les habitants les plus fragiles, qui se retrouvent prisonniers de leurs logements glacés. Le froid et l'obscurité augmentent le risque d'hypothermie, d'aggravation des maladies chroniques. Tetiana a mis en place le réseau de solidarité du Shamon 14 pour leur venir en aide. « Nous achetons des médicaments, sortons promener les chiens, dit-elle. Nous restons en contact régulier avec eux et essayons de répondre rapidement aux besoins les plus urgents. Ils touchent des retraites dérisoires, alors j'achète et je distribue des bouillottes, des couvertures, des vêtements chauds. Mais aussi de la nourriture et de l'eau. Toute l'aide est répartie de manière ciblée entre les personnes âgées qui en ont le plus besoin. »

« Les Russes essaient de nous faire craquer mais ça n'arrivera pas. Le froid, ce n'est pas ce qu'il y a de pire. Le pire, c'est les bombardements. Mais il y a pire encore : perdre sa liberté ! »

Dariya Une pharmacienne de Kiev

Sous la tente du « point d'invincibilité », Olena, la concierge du bloc 1, se réchauffe avec un thé en rechargeant son portable, pendant qu'un informaticien fait du codage en distanciel. Il ne peut plus traverser le fleuve pour se rendre au bureau en raison des alertes aériennes, qui compliquent la circulation en ville. Olena s'interroge sur son état psychique et avoue en riant qu'elle s'émerveille de choses étranges. Son chat, « qui a l'intelligence » de se réfugier dans la salle de bains à chaque alerte aérienne. Son fils, réveillé par le froid glacial dans sa chambre après l'explosion d'un drone en pleine nuit qui a fait voler en éclats ses fenêtres, et dont la seule réaction a été de partir pour son bureau deux heures plus tôt que d'habitude.

Dariya, 26 ans, une pharmacienne qui habite au deuxième étage, reste à la maison pour veiller sur sa fille affectée par une pneumonie. Dariya rêve beaucoup. Elle attribue cet état inhabituel au stress et aux émanations dégagées par son four relié au gaz de ville, qui brûle une grande partie de la nuit pour chauffer son appartement. « Je me lève régulièrement pour l'éteindre lorsque nous avons des maux de tête. C'est dangereux mais nous n'avons pas le choix avec ma fille malade », explique-t-elle. Avant de confier en baissant la voix : « Mon rêve, c'est de voir les Russes se geler le cul ici avec nous. Les Russes essaient de nous faire craquer mais ça n'arrivera pas. Le froid, ce n'est pas ce qu'il y a de pire. Le pire, c'est les bombardements. Mais il y a pire encore : perdre sa liberté ! » ■

Boualem Sansal : « Il faut une France forte pour une langue forte »

PROPOS RECUEILLIS PAR
Mohammed Aïssaoui
et **Étienne de Montety**

LE FIGARO. - Vous êtes désormais un symbole. Que représente aujourd'hui pour vous cette élection à l'Académie française ?
BOUALEM SANSAL. - À chaud, je dirais que c'est un cadeau. On m'a offert un cadeau royal. Je ne m'y attendais absolument pas. L'entrée à l'Académie française n'a jamais fait partie de mes ambitions ni de mes projets. C'était pour moi quelque chose de très lointain. J'ai vécu en Algérie, et en Algérie il n'y a pas d'Académie française : il n'y a donc aucune sollicitation de ce côté-là. L'ego est tranquille, l'ambition aussi. Et puis, tout à coup, le champ des possibles s'est ouvert. Pas seulement l'Académie : la Légion d'honneur, les marques d'amitié, les distinctions... C'est extraordinaire. Peut-être même trop.

Est-ce que vous pouvez remonter dans vos souvenirs et vous rappeler la première fois que vous avez entendu parler de l'existence de l'Académie française ?
Je l'ai toujours connue. Depuis l'enfance, sans doute vers 5 ou 6 ans. Cela fait partie de la culture générale de l'enfant, de l'adolescent. Bien sûr, au début, le mot est abstrait : l'Académie, ce sont peut-être des gens qui gardent les livres, quelque chose en lien avec la littérature. Puis, à mesure que l'on grandit, on met de la chair sur ce mot. L'Académie française renvoie à la langue, à la culture, et à des questions de plus en plus philosophiques et politiques. Car le contrôle de la langue, c'est aussi le contrôle de la nation. C'est l'organisation même de la nation.
Aujourd'hui, je suis passé de l'autre côté. Il faut me laisser un peu de temps. Revenez dans un an, et je vous dirai ce qu'est l'Académie française vue de l'intérieur.

Quelle image aviez-vous de la Compagnie avant d'y être élu ?
Il y a toujours une appréhension. On imagine une institution très ancienne, très conservatrice, peuplée de personnes très âgées, peut-être savantes mais pas forcément très actives. Et puis, en peu de temps - en deux mois -, j'ai découvert tout autre chose. J'ai rencontré beaucoup d'académiciens. Il faut les voir ensemble : ce sont des gamins ! Ils sont joyeux, ils se racontent des histoires, ils se taquinent. C'est une famille. Et une famille, pour moi, ne doit pas être compassée. Elle doit vivre sur le ton de la gaieté, de la joie. Cela me plaît beaucoup. Le sérieux est pour le travail, pour la solitude, quand on manipule des concepts, des choses graves. Là, oui, l'écrivain a une responsabilité. Mais, en groupe, la vie doit être joyeuse. C'est très gaulois, au fond !

Avant votre arrestation, pensiez-vous vous porter candidat à l'immortalité ?
Absolument pas ! Je n'y avais jamais pensé. En Algérie, à une époque, nous étions très fiers d'Assia Djebar lorsqu'elle est entrée à l'Académie française (écrivain algérienne de langue française, élue en 2005 au fauteuil de Georges Vedel, elle est décédée en 2015, NDLR). Nous ne savions même pas comment cela s'était fait. C'était une fierté nationale. Mais, en même temps, elle était presque une honte pour le pouvoir. Les autorités n'ont jamais parlé d'elle. Elle est morte dans un quasi-anonymat. À l'époque du FLN et du parti unique, entrer à l'Académie française était perçu comme une

trahison : on s'engage pour sa culture, pas pour celle des autres. Quant à moi, je ne me suis jamais considéré comme un écrivain. J'ai toujours eu ce tempérament : ce que je disais oralement, un jour, je l'écrivais. Il n'y a pas de calcul là-dedans.

Dans quelles circonstances vous êtes-vous porté candidat au fauteuil n° 3, laissé vacant par de Jean-Denis Bredin ?
C'est venu de l'extérieur. J'étais en prison quand j'ai appris par ma femme que Jean-Christophe Rufin

J'ai rencontré beaucoup d'académiciens. Il faut les voir ensemble : ce sont des gamins ! Ils sont joyeux, ils se racontent des histoires, ils se taquinent. C'est une famille

m'avait proposé. L'idée était aussi que plus j'étais honoré et reconnu, plus la protection serait forte face au régime algérien. On n'oserait pas s'attaquer à un académicien ! Mais en prison, tout cela était très lointain. La priorité, c'était le quotidien : manger, soulager la douleur - j'avais un cancer, des traitements très lourds. La prison, l'hôpital, le tribunal... On est ballotté. L'Académie, à ce moment-là, relevait presque de l'anecdote. Après ma libération, les choses ont changé. Antoine Gallimard m'a dit qu'on pensait à moi depuis longtemps. Et d'autres comme mon ami Jean-Paul Scarpitta (*metteur en scène d'opéra, NDLR*) et François de Mazières (*maire de Versailles, NDLR*) m'ont encouragé à leur tour. Puis il y a eu un déjeuner avec Amin Maalouf et Daniel Rondeau. À partir de là, tout s'est enclenché.
On m'a demandé d'écrire une lettre au secrétaire perpétuel. Une lettre simple. Je ne savais même pas comment on se portait candidat. Ensuite, j'ai senti que quelque chose démarrait. Les académiciens ont commencé à m'appeler. Les choses se font parfois à votre insu !

Connaissez-vous Jean-Denis Bredin ?
Je ne connais pas Jean-Denis Bredin, je sais seulement que c'était un grand avocat, mais je vais apprendre à le connaître. Évidemment, j'ai plus d'acointances avec les « littéraires », mais il y a une personnalité qui n'est pas un écrivain, que je suis heureux de rencontrer : Alain Aspect (*élu à l'Académie des sciences en novembre 2002, puis à l'Académie française, en 26 juin 2025, au fauteuil de René de Obaldia, NDLR*) ; c'est un physicien, un scientifique comme moi, je connais très bien ses travaux. J'ai une admiration sans bornes pour l'homme, il est tellement inventif, parce que la physique, à ce niveau-là, ce n'est plus de la théorie, c'est de la pratique ! Ce sont des expériences, de toutes petites expériences avec des bouts de ficelle, et lui, dans ce domaine, il est génial !

La première mission de l'Académie française est la défense de la langue française, vous allez vous inscrire dans ce combat ?
Ah oui, j'ai toujours fait ça ! Oui, absolument, je le fais depuis toujours, depuis longtemps en Algérie, alors que je n'étais pas encore écrivain, j'étais simplement un universitaire, et ensuite un haut fonctionnaire. Très tôt, dans mon pays natal, j'ai défendu le maintien et le développement du français. Non pas par idéologie, mais parce que c'était notre respiration sur le monde, notre langue de travail et d'ouverture. De la même manière, j'ai participé à toutes les actions mises en œuvre par les différentes institutions de la francophonie.

Vous dites souvent que la langue est éminemment politique. Pourquoi ?
Parce qu'un pays, avant d'être autre chose, est une langue. À l'indépendance de l'Algérie, la question fondamentale était : qui sommes nous ? Il fallait un projet social, culturel, politique. Le pouvoir a tout décidé très vite. L'histoire de l'Algérie a été écrite sur le coin d'une table, en deux, trois jours.
Il a posé les « constantes nationales » : on devait tous être arabes, musulmans, socialistes, et dire « j'aime

mon chef ». On a appelé cela la Charte nationale - les Algériens l'ont rebaptisée « la tarte nationale ». L'unité supposée de la nation s'est fissurée. Les Berbères ont dit : « Nous ne sommes pas arabes. » D'autres ont affirmé : « Nous ne sommes pas musulmans. » Et d'autres encore ont signifié qu'ils n'étaient pas croyants. Et la langue est devenue un champ de bataille.

En entrant à l'Académie, Assia Djebar avait dit qu'elle entretenait un rapport douloureux avec la langue française, lié à l'histoire entre les deux pays. Et vous, quel est votre rapport avec la langue française ?
Je ne crois pas au discours douloureux sur la langue. Pour moi, apprendre une langue est un enrichissement. Toute langue offre un autre regard sur le monde, une autre manière de nommer les choses. Je suis tombé dans la langue française comme Obélix dans la potion magique ! Je viens d'une famille francophone. Autour de moi, il y avait l'arabe, le berbère, l'espagnol, le grec, le maltais... Ma grand-mère ne parlait que l'espagnol. L'Algérie de mon enfance était une polyphonie. J'ai dans l'oreille toutes les langues de la Méditerranée ! Il y a trop d'idéologie dans la question de la langue. Moi, je m'en méfie. La langue est un outil, une chance, une ouverture.

Comment voyez-vous l'avenir de la langue française ?
Elle recule, c'est incontestable, même si la France est aimée partout où je suis allé. Ce recul, je l'ai constaté un peu partout dans le monde depuis vingt cinq ans, et plus particulièrement chez les jeunes, malheureusement. Mais tout cela n'est pas seulement une question linguistique : c'est une question de puissance. Un pays puissant fait une langue puissante. Si la France s'affaiblit politiquement, économiquement, culturellement, sa langue s'affaiblira aussi. Il faut une France forte pour une langue forte.

Parlons un peu de littérature. Écrivez-vous aujourd'hui ?
Pas encore. La prison ne permet pas d'écrire : pas de papier, pas de cahiers. Et la prison vous abîme. Depuis ma libération, je suis accaparé par des urgences très concrètes : la santé, les soins, l'absence de domicile, etc. Mais cette expérience a mûri en moi. Je ne veux surtout pas décrire mon quotidien durant cette année d'emprisonnement, mais cette idée de « légende » - c'est ainsi qu'on m'appelait en prison - me travaille. L'étymologie du mot même « légende » est intéressante, c'est ce qui doit être lu... Je veux comprendre comment une légende naît, comment un homme devient un symbole... À ma demande, j'ai enseigné en prison et ils ont accepté ; c'était une expérience enrichissante. Peut-être que tout cela, un jour, deviendra un livre. Il faut du temps. « Ora, lege, lege, lege relege, labora et invenies » : prie, lis, lis, lis, relis, travaille et tu trouveras.

Très tôt, dans mon pays natal, j'ai défendu le maintien et le développement du français. Non pas par idéologie, mais parce que c'était notre respiration sur le monde

Quels écrivains vous accompagnent aujourd'hui ?
En ce moment, je ne trouve pas le temps de lire. Ce sont des écrivains qui m'ont aidé à tenir en prison qui m'accompagnent aujourd'hui. Victor Hugo, avec *Notre Dame de Paris*, que j'ai lu et relu dans ma cellule. J'étais pris dans ce roman absolument extraordinaire, je ne voulais pas en sortir. Un chef-d'œuvre, si bien que la deuxième lecture fut encore plus puissante que la première...
Il y a eu un texte de Montherlant qu'un autre prisonnier m'a offert - il y avait des trafics de toute sorte ! Montherlant devait passer cinq jours en Algérie, il y est resté cinq années. Il arrive, à Alger, à la Casbah, il s'installe dans une petite chambre, il observe le monde. Et il raconte. Cela donne une cinquantaine de pages, des scènes de la vie quotidienne. Et puis il y a eu Maupassant, qui, lui aussi, a été séduit par Alger : dans l'une de ses nouvelles, il a écrit des pages sublimes sur mon village natal ! « *Féerie inespérée et qui ravit l'esprit ! Alger a passé mes attentes. Qu'elle est jolie, la ville de neige sous l'éblouissante lumière !* » Des pages si belles que je n'ais pas voulu retourner là où je suis né pour garder l'image merveilleuse qu'il décrit. Ce sont des livres que je relis, qui ne me quittent pas. Ce sont des compagnons de route. ■

ENTRETIEN

Rencontre avec l'écrivain après son élection à l'Académie française à la quasi-unanimité. Il se confie sur ce que représente pour lui cette institution, et le combat qu'il mène depuis toujours pour la défense de la langue française. Passionnant.



Euthanasie : de l'autonomie à l'auto-annihilation



CHRONIQUE
Mathieu Bock-Côté

Certains parlent d'euthanasie ; d'autres, d'aide médicale à mourir ; d'autres, de soins de fin de vie. Tous parlent néanmoins, on en conviendra, de la même chose, c'est-à-dire d'une transformation de la médecine, qui ne cherche plus à sauver la vie, non plus qu'à délivrer l'homme de la maladie ou de la souffrance, mais à en finir avec l'existence. On ne sait quelle forme exactement prendra ce projet à terme, mais ceux qui le portent y voient la grande réforme sociétale permettant d'inscrire le second quinquennat d'Emmanuel Macron dans l'histoire du progrès.

Mais de quoi parlons-nous ? S'agit-il simplement, comme on l'entend souvent, de sauver l'homme, en ses derniers jours, de la plus extrême douleur, en lui donnant le droit d'en finir, de ne pas s'acharner dans une vie qui n'en serait plus une, qui ne serait que cris et hurlements ? C'est généralement ainsi qu'on le présente, pour gagner l'adhésion du public, qui, en effet, aime bien avoir cette police d'assurance un peu étrange. Les partisans de cette réforme nous expliquent chaque fois qu'elle sera sérieusement balisée, que l'aide médicale à mourir ne se généralisera pas, que les dérapages connus à l'étranger ne se reproduiront pas en France.

Mais au même moment, ils sont nombreux, parmi les enthousiastes de l'euthanasie, à expliquer que ces balises sont des concessions faites à l'opinion publique et que demain elles tomberont, pour qu'elle puisse se démocratiser, à la manière d'un droit nouvellement conquis, le plus important de tous, car venant parachever la pyramide de

l'autonomie. L'homme rêve d'auto-engendrement, il voudrait s'extraire de la filiation, être à lui-même son propre créateur, et, pour cela, voudrait aussi pouvoir s'auto-annihiler s'il le souhaite, et ne comprend pas que l'État-providence ne l'aide pas non plus à cela. N'avait-il pas promis de l'accompagner du berceau jusqu'au tombeau ? Pourquoi s'obstine-t-il encore à ne pas l'y précipiter, s'il le souhaite ?

Que l'aide médicale à mourir ne concerne pas seulement l'extrême souffrance en fin de vie, on le voit d'ailleurs dans le plaidoyer de ceux qui voudraient l'étendre aux victimes de la maladie d'Alzheimer, ou à celles des démences avancées, qui sont condamnées, comme le dit justement Alain Finkielkraut, à mourir de leur vivant, à ne même plus être l'ombre d'elles-mêmes. Les progrès de la médecine ont engendré un problème nouveau, celui d'un prolongement de la vie sous une forme quasiment végétative.

Il serait bête de ne pas prendre au sérieux cet argument, et qui a vu son vieux père, autrefois magnifique, éloquent, rieur et joyeux, oublier le prénom de ses enfants, oublier aussi qu'il n'a plus l'usage de ses jambes et se blesser à répétition en s'imaginant se lever de son fauteuil roulant pour se permettre une balade dans son Ehpad se demande secrètement quel est le sens de cette déchéance. Et pourtant, à ce moment précis où ce vieux père ne semble plus se souvenir de sa propre vie, le souvenir de sa femme disparue il y a quelques années illumine son visage, et alors, pour ce moment de joie, aussi fugace soit-il, ses proches se disent que la vie vaut encore la peine d'être vécue.

Je dis cela pour nous conduire vers la zone d'ombre de l'aide médicale à mourir : elle offre théoriquement à l'homme qui n'en peut plus la possibilité de quitter cette vie, mais elle crée aussi un dispositif juridique permettant peut-être à ses proches qui n'en peuvent plus de l'y pousser, de l'inciter à tourner la dernière page de son existence, comme s'il n'était plus qu'un fardeau pour le monde, et qu'il devait l'en délivrer. Ne croyons pas le cœur humain imperméable à de telles pensées plus ou moins coupables, certains diraient à de petites saletés comme celles-là. Qui voudrait vraiment faciliter cela ?

C'est ici que la loi prend une charge symbolique forte : doit-elle marquer un interdit, que chacun contournera comme il le peut, en se réfugiant dans les zones grises de la morale et de l'hôpital, comme on l'a toujours vu, ou doit-on institutionnaliser là un droit, le plus important de tous, car le plus existentiel de tous ? En fait, un peu partout où l'aide médicale à mourir est reconnue comme un droit, elle s'est généralisée. Il est alors facile de capituler devant elle en y voyant une vague historique contre laquelle on ne peut rien faire, même si on peut chercher à la retarder, car il appartient au politique, à défaut de faire advenir le meilleur, de retarder l'avènement du pire. Nul n'est obligé de voir dans cette querelle un débat facile à trancher.

Je n'ai jamais été favorable à l'aide médicale à mourir, elle ne peut, je crois, que dérapage, et pousser à terme massivement les victimes de la société dépressive et anxiogène qu'est la nôtre à vouloir leur neutralisation médicale par le biais d'une piqûre létale. Mais les années passent, et j'avoue quand même douter plus qu'hier. ■

Mélenchon et le « grand remplacement » : de la transgression calculée à la légitimation de la théorie



CHRONIQUE
Albert Zennou

On peut reprocher beaucoup de choses à Jean-Luc Mélenchon mais certainement pas le manque de maîtrise des concepts politiques. Quand, la semaine dernière, il a affirmé en meeting à Toulouse assumer le « grand remplacement » dans la vie politique, il savait ce qu'il faisait. Il connaît les conséquences de ce qui se cache derrière la théorie énoncée par Renaud Camus, en 2010, pour qui l'Europe est menacée par une submersion migratoire en provenance du Maghreb et d'Afrique noire. Pour le leader LFI, c'est un acte politique assumé et volontaire, une transgression calculée et même cynique. Il cherche à déplacer le thème de l'immigration dans lequel la gauche dans son ensemble n'a que peu de crédibilité en reprenant, pour le modifier, l'un des marqueurs de la droite, qu'elle soit républicaine, nationaliste ou identitaire.

Le « grand remplacement » n'est pas un mot comme les autres. Le reprendre en espérant pouvoir refuser les résonances idéologiques qui lui sont associées relève même d'une certaine naïveté. Il vient briser un tabou à gauche en s'inspirant d'une théorie venue de la droite nationaliste pour espérer la contrer. Mais il y va de la légitimation même du concept. Mélenchon croit au pouvoir de sa parole et pense qu'il est en mesure d'inverser la charge symbolique. Rien n'est moins sûr. Les mots sont difficilement lavés de leur signifiant et de leur histoire par la seule force de la parole politique.

La transformation par Mélenchon du « grand remplacement » est une transgression calculée. Il fait de la triangulation en reprenant une partie des idées de ses adversaires pour mieux les battre. Bien entendu, quand il reprend la théorie camusienne, il cherche à la vider de son sens initial pour lui donner une autre définition. Ce grand remplacement, n'est pas selon lui celui qui voudrait remplacer les populations « de souche » par d'autres peuples. Ce serait pour lui un remplacement des élites actuelles par d'autres qui incarneraient la Nouvelle France qu'il appelle de ses vœux, qui la représenteraient mieux et seraient issues en partie des populations « racisées ». Dans le cas de Mélenchon, l'effet recherché de cette triangulation serait de montrer que la théorie du grand remplacement serait tellement fautive que le mot peut être repris pour lui donner une autre signification.

Si le patron de LFI a opté pour cette tactique, c'est qu'il a bien conscience que, depuis plus de quinze ans, le concept a, d'une certaine manière, gagné la bataille intellectuelle. Les électeurs qu'il vise sont ceux qui seraient tentés ou qui ont même déjà opté pour les droites, notamment celle de Marine Le Pen ou d'Éric Zemmour. En reprenant le mot, même vidé son contenu, il leur fait un clin d'œil. C'était déjà ce qu'il avait tenté de faire un temps en disant vouloir parler et convaincre les « fâchés pas fachos », ces Français qui se retrouvent dans le discours populiste de Le Pen sans pour autant adhérer complètement au programme du RN. Le résultat n'a pas été brillant, peu d'électeurs RN l'ont suivi.

La France insoumise s'est construite sur la radicalité assumée de ses propos et le refus d'une gauche morale incarnée par le PS. Mélenchon a théorisé l'avènement d'une gauche conflictuelle, qui assume des positions très clivantes et extrêmes sur les aspects politiques, sociétaux, culturels, géopolitiques. Une posture qui ne fait pas gagner une élection nationale mais qui peut assurer le leadership dans son camp. C'est pour cette raison que sur le grand remplacement, Mélenchon veut se montrer prêt à affronter sur son propre terrain narratif ce qu'il considère comme l'extrême droite. Il s'agit en fait moins de construire alors un véritable argumentaire que de capter une colère.

Mélenchon est depuis belle lurette sorti de la tradition d'un humanisme universaliste de la gauche. Dans les faits, il ne déconstruit pas réellement la théorie du grand remplacement, il cherche à en tirer profit. En être arrivé à reprendre les mots de la droite identitaire pour espérer gagner est le signe que la gauche LFI a perdu la bataille du vocabulaire sur l'immigration. Car comme toute la gauche intersectionnelle, la lutte contre le racisme s'est transformée en une essentialisation avec des logiques d'assignation à sa race, à la couleur de sa peau, à sa religion, à sa nationalité ou à son genre. L'obsession de la race est même contraire à l'universalisme. Mélenchon a substitué à la lutte des classes marxiste une lutte des races. Le populisme de gauche a ses raisons que la raison sociale ignore.

Le patron de LFI sait bien qu'il doit lutter contre ce qu'il juge n'être qu'un « sentiment de submersion » s'il veut rallier une partie des électeurs populaires ou bobos sensibles aux arguments du grand remplacement. Ce qui pourrait apparaître comme une tactique audacieuse de ré-

cupération d'un concept vidé de son sens a déjà une conséquence. Mélenchon valide le grand remplacement. Le mot qui indiquait qu'un interlocuteur dépassait une ligne rouge idéologique perd de sa charge sulfureuse. Il peut maintenant entrer de plain-pied dans le débat et n'est plus réservé à une droite identitaire. Puisque Mélenchon l'utilise, d'autres peuvent continuer eux aussi avec son sens initial. Le pari de faire transformer les mots de l'adversaire est loin d'être gagné. D'autant que, quelques jours seulement après la sortie de Mélenchon à Toulouse, les chiffres des entrées légales d'étrangers hors Union européenne sur le sol français ont été divulgués. Et pour la troisième année consécutive, la France bat un nouveau record avec 384 230 titres de séjours délivrés, soit une hausse de 11,2 % (+ 39 000 titres supplémentaires) par rapport à 2024 qui était déjà une année record.

Mélenchon ne nie pas du tout les effets de l'immigration massive, ni même sa réalité, car il compte dessus pour arriver au pouvoir. Cela fait des années qu'il défend l'idée de créolisation de la France, c'est-à-dire un mélange harmonieux entre anciens et nouveaux peuplements qui aboutirait à la naissance d'une population hybride qui ferait fi des cultures et des identités. Récemment encore, il parlait de « Nouvelle France », qui était un autre nom pour définir cette fameuse créolisation. Dans les faits, cette nouvelle France ne serait qu'une version acceptée et idéalisée du grand remplacement qui passerait par l'annulation de l'identité française qui renverrait à un nationalisme voire à un fascisme latent.

Dans la réalité politique et électorale, cela fait des années que Jean-Luc Mélenchon a décidé d'appliquer les recommandations du think-tank Terra Nova en ne visant plus seulement les ouvriers mais les minorités ethniques, religieuses ou sexuelles. Pour 2027, il lui faut partir à la conquête de l'électorat des « quartiers », les fameuses 400 000 voix qui lui ont manqué en 2022 pour arriver au second tour de la présidentielle. Et pour y parvenir, il est prêt à tout. Y compris à une bataille culturelle sur un concept repris à ses adversaires censés être les plus farouches. Mais à ce jeu, le risque est grand. Pour l'instant, Mélenchon permet seulement à la théorie du grand remplacement de ne plus être un concept de droite identitaire. Il a cherché à piéger la droite. Il risque surtout d'être pris à son propre piège. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappler
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoit Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Eric Trappler
**Directeur général,
directeur de la publication**
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur du pôle news
Bertrand Glé
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h :
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 509 €. Semaine : 445 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 389 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen
sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation** : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 20 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 10 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4
Magazine 108 pages
Cahier TV 60 pages
Supplément 5
Madame 88 pages
Promo Portage
Faubourg Immobilier :
diffusion sur une partie
du territoire national

HardWear by Tiffany*

Un design de 1962 inspiré par
l'énergie de New York.

Une ode au pouvoir
transformateur de l'amour.



Tiffany & Co. © 2005 TSCCO. *HardWear par Tiffany. **Avec amour depuis 1837.

*With love, Since 1837*** **TIFFANY & CO.**

LE FIGARO économie



MUNICIPALES
LES ATOUTS DE CES CHEFS
D'ENTREPRISE ÉLUS MAIRES
DE LEURS COMMUNES **PAGE 26**

PRODUCTION
MEDIAWAN S'OUVRE EN GRAND LA
PORTE DE HOLLYWOOD EN RACHETANT
L'AMÉRICAIN NORTH ROAD **PAGE 28**

Pierre-Antoine Capton, président de Mediawan

Croissance : la France à la traîne de l'Europe

Le PIB français a progressé de 0,9 % en 2025, bien en dessous de la moyenne de l'Union européenne. Tendances inquiétantes : la richesse par habitant décroche encore.

La trajectoire aura été finalement meilleure que ne le prévoyait le gouvernement. Le PIB de la France a progressé de 0,9 % l'an dernier, a annoncé l'Insee ce vendredi. Le projet de budget tablait sur un rythme modeste de 0,7 %.

Le voisin allemand peine à s'ex-

traire de la récession. Sa croissance, poussive, affiche seulement 0,2 % en 2025. Il n'y a cependant pas de quoi pavoiser. La France enregistre en effet une expansion presque moitié moindre que la moyenne européenne. Elle est même presque trois fois

moins dynamique que celle de l'Espagne. Les exportations aéronautiques et de matériel militaire ont tiré la croissance tricolore, mais globalement le niveau d'investissement des entreprises apparaît insuffisant pour soutenir une

activité vigoureuse. Signe plus inquiétant encore : le PIB par habitant, autrement dit le niveau de vie des Français, décroche par rapport à celui de ses voisins. Le taux d'emploi insuffisant dans l'Hexagone est, une fois encore, pointé du doigt.

→ NIVEAU DE VIE : LES RAISONS DU DÉCROCHAGE TRICOLOR → L'ESPAGNE CROÎT TROIS FOIS PLUS VITE QUE L'HEXAGONE **PAGES 22 ET 23**



Trump choisit un profil rassurant à la tête de la Fed

Le président américain a nommé Kevin Warsh pour succéder à Jerome Powell. Un banquier expérimenté, ancien gouverneur à la Réserve fédérale, qui s'est dit partisan de baisses de taux tant réclamées par la Maison-Blanche.

PAGE 23

> FOCUS IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS : LA SURTAXE MOINS FRUCTUEUSE QU'ANNONCÉE

Alors que la saga budgétaire 2026 s'approche de son dénouement, le bilan des finances publiques en 2025 se précise. Il comporte notamment deux déconvenues du point de vue des recettes, qui portent toutes deux sur les contributions « exceptionnelles » (bien que reconduite pour cette année) mises en place l'an dernier. La surtaxe d'impôt sur les sociétés, cet impôt sur les entreprises réalisant plus de 1 milliard d'euros de bénéfice, a renfloué les caisses de l'État à hauteur d'environ 7,5 milliards d'euros, selon les chiffres publiés ce vendredi par Bercy. Une recette que le gouvernement juge « en ligne avec la prévision », même si les déclarations de l'exécutif jusqu'à présent citaient le chiffre de 8 milliards d'euros. En revanche, le document admet que « la contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus (CDHR) ressort en deçà de la prévision (-1 milliard d'euros) ». Selon le ministère, « cette moins-value s'explique par un comportement d'optimisation de nombreux contribuables » et « à l'adoption tardive du PLF 2025 ». Dans le budget 2026, le gouvernement a tout de même abaissé de 1 milliard d'euros la prévision de recettes pour cette taxe sur les plus aisés. Ces déceptions ont toutefois été plus que compensées par un bon rendement des autres impôts. Au final, les recettes de l'État s'établissent à plus de 311 milliards d'euros. Les dépenses ont pour leur part légèrement mieux tenu que prévu. Le déficit budgétaire annuel de l'État s'établit ainsi à 124,7 milliards d'euros, « en amélioration de 7,4 milliards d'euros » par rapport aux dernières prévisions de Bercy.

JULIE RUIZ PEREZ

le PLUS du FIGARO ÉCO

MÉDICAMENTS
L'acquéreur britannique de Biogaran rassure Bercy **PAGE 25**

LA SÉANCE

DU VENDREDI 30 JANVIER 2026

▲ **CAC 40**
8126,53 +0,68%

▲ **DOW JONES**
48655,87 -0,85%

▲ **ONCE D'OR**
4635,00 (5025,00)

▲ **PÉTROLE (Brent)**
70,840 (70,860)

▲ **EUROSTOXX 50**
5946,19 +0,92%

▲ **FOOTSIE**
10223,54 +0,51%

▲ **NASDAQ**
25665,68 -0,84%

▲ **NIKKEI**
53322,85 -0,10%

L'HISTOIRE

Chez Gifi, en grande difficulté, la valse des patrons se poursuit

L'enseigne de magasins de bazar Gifi, en grande difficulté, s'est séparée jeudi de son patron Christophe Mistou, cinq mois après l'avoir placé à la tête du directoire, selon des syndicats cités par l'AFP, confirmant une information du journal *Sud-Ouest*. Christophe Mistou, ancien de Castorama et de Mr.Bricolage, avait été placé, le 1^{er} septembre, à la tête de Gifi pour tenter de redresser le groupe, qui a essuyé deux années de pertes consécutives. Il sera remplacé par Rémy Lecomte, ancien dirigeant par intérim du groupe, a annoncé le conseil de surveillance aux salariés. Depuis la mise en retrait du fondateur de l'enseigne Philippe Ginestet fin 2024, plusieurs dirigeants se sont succédés à la tête de Gifi, sans parvenir à redresser

l'enseigne. « La santé financière est inquiétante. Christophe Mistou nous disait dernièrement qu'on avait quatre mois de visibilité devant nous... », a commenté Pierre Laffore, délégué CFDT du groupe. Les problèmes de Gifi ont conduit par un changement de système informatique raté en 2023, auquel s'est ajoutée la concurrence d'autres magasins (Action,

Maxibazar) ou de plateformes internet comme Temu. L'an dernier, l'enseigne, fondée en 1981, a envisagé de réduire ses effectifs de 5 % sur un total de 6 000 personnes en France, avant d'interrompre ce plan social au cours de l'été. Elle s'est depuis rapprochée du distributeur alimentaire Grand Frais pour lui céder une trentaine de magasins courant 2026. ■

LE FIGARO (AVEC AFP)



Hermès va construire une nouvelle maroquinerie en France

Imperturbablement, Hermès continue d'augmenter ses capacités de production. Après avoir déjà inauguré treize maroquineries en France depuis 2010, le sellier aux 15,2 milliards d'euros d'affaires a annoncé l'ouverture, d'ici deux ou trois ans, d'un nouveau site manufacturier dans le pays. Le projet, qui représente un investissement de plusieurs millions d'euros, est situé aux Andelys, en Normandie. À terme, il mènera à la création de 260 emplois. Avec un rythme d'une ouverture par an depuis plus de dix ans, le groupe comptera - à minima - 28 maroquineries avant 2030. L'enjeu reste, pour chaque projet, de former les petites mains capables de fabriquer les produits iconiques qui font le succès du sellier. Pour réussir le recrutement des artisans, dont la formation de base se déroule sur dix-huit mois, Hermès, qui compte plus de 15 500 salariés en France, s'appuie notamment sur son école interne des

savoir-faire. L'organisation de ses sites, en pôles, permet d'assurer la formation des nouveaux arrivants par les artisans déjà établis dans la région. Malgré le ralentissement du marché du luxe, et les difficultés du moteur chinois (encore en retrait de 3 % à 5 % l'an dernier selon les derniers chiffres du cabinet Bain), le groupe peine à répondre à la demande. Ce qui lui permet de continuer à augmenter ses prix pour faire face aux vents géopolitiques contraires, tels que les droits de douane imposés par Donald Trump sur les produits européens importés. À fin septembre, Hermès, qui détaillera ses comptes annuels le 12 février, affichait une croissance de ses ventes de 8,6 %. En avril prochain, le sellier coupera le ruban de la manufacture de Loupes (Gironde), puis de celle de Charleville-Mézières (Ardennes) en 2027. Avant l'inauguration, en 2028, du site de Colombelles (Calvados).

OLIVIA DÉTROYAT

À la traîne de l'Europe, la France s'installe dans

Gilles Boutin

En manque de productivité, l'économie nationale a progressé en 2025 de 0,9 %. L'Union européenne affiche un

Faut-il s'en réjouir ou le déplorer ? Après 1,4 % en 2023 puis 1,2 % en 2024, l'activité économique française a finalement progressé de 0,9 % en 2025, selon les comptes nationaux de l'Insee publiés ce vendredi. Roland Lescure, le ministre de l'Économie, appartient au camp du soulagement, lui qui a salué sur TF1 une croissance « robuste » s'avérant « meilleure que les 0,7 % » attendus dans le projet de loi de finances initial. L'année dernière, cette prévision était elle-même accueillie avec scepticisme : la Banque de France en était venue en juin à tabler sur une progression de seulement 0,6 %, s'alignant ainsi sur la moyenne des instituts de conjoncture qui, dès avril, misaient sur ce scénario pessimiste. À l'époque, la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump faisait rage, laissant craindre un effondrement des exportations européennes. Mais l'UE s'en était finalement sortie en limitant la casse, avec des droits de douane fixés à 15 % pour les exportations européennes.

La France, moins exposée au marché américain que certains de ses voisins, est restée relativement épargnée. C'est d'autant plus vrai dans le contexte d'instabilité politique et l'incertitude budgétaire dans lequel le pays est plongé depuis la dernière dissolution, il y a maintenant plus d'un an. En définitive, la croissance est au niveau auquel elle était attendue par la Banque de France dans ses prévisions de décembre 2024. Entre-temps, le pays s'est fait peur et se rassure désormais avec une croissance « structurellement poussive », selon l'économiste Sylvain Bersinger.

En parallèle de cette performance en demi-teinte, l'Union européenne affi-

che une dynamique bien plus positive, notamment grâce à de bonnes performances en fin d'année. Le PIB y progresse en moyenne de 1,6 %, selon Eurostat - un chiffre supérieur à ce que prévoyait la Commission européenne. Le redressement se poursuit donc, après un très faible 0,4 % en 2023 et 0,9 % en 2024. Si les économies d'Europe centrale, comme la Pologne (3,6 %) ou la Croatie (3,2 %), continuent de rattraper leur retard initial, d'autres plus matures surpassent la France également. Il en va ainsi du Danemark (prévision de 2,8 %), de la Suède (1,5 %) ou des Pays-Bas (1,7 %). « Les pays du Nord investissent 4 % de leur PIB dans la recherche, contre 2,4 % chez nous, ce qui a des retombées positives sur leur productivité. L'emploi y est plus dynamique car ils repoussent l'âge de départ à la retraite, augmentant ainsi la puissance de travail et, mécaniquement, la croissance », dépeint Antonin Bergeaud, professeur associé à HEC. Le gouvernement français, lui, a fait l'inverse pour faire adopter son budget 2026, en suspendant une réforme des retraites déjà relativement peu ambitieuse (63 ans, contre 67 ans au Danemark, où le départ à 70 ans est déjà prévu pour 2040), et en réduisant les aides à l'embauche d'apprentis. Et pour ne rien arranger, le nombre de demandeurs d'emploi (corrige des effets de la loi « plein-emploi ») est en légère hausse (+ 40 000).

Au moins, la France peut-elle se rassurer de ne pas être le mauvais élève de la classe européenne. Bloquée dans une croissance quasi nulle depuis trois ans, l'Allemagne sort à peine la tête de l'eau, avec un PIB en croissance de 0,2 %. « Outre-Rhin, l'activité est pénalisée par un prix de l'énergie élevé et reste focalisée sur des industries de milieu de gamme

technologique très exposées à la concurrence de la Chine », souligne Antonin Bergeaud. L'Italie, vantée pour le rapide rééquilibrage de ses finances, surprend avec une croissance de son PIB de 0,7 %, contre 0,5 % attendu. Mais gare aux excès d'optimisme : « Le taux d'investissement et de recherche et développement est très faible en Italie, où le problème des compétences est pire que celui de la France. Le pays se désindustrialise et la productivité recule », nuance l'économiste Patrick Artus.

Est-ce à dire que la France doit sa propre capacité à déjouer les pronostics à un tissu industriel solide est diversifié, capable de traverser les périodes les plus incertaines ? Rien n'est moins sûr. Surtout dans un contexte où l'investissement des entreprises, après avoir reculé de 2,4 % en 2024, est resté atone l'année suivante. L'Hexagone a en réalité connu un regain d'activité à l'été dernier (+0,5 %) dans le secteur de l'aéronautique. « Notre croissance est due essentiellement aux exportations de matériel mili-

taire et d'aéronautique ; sans cela, elle serait réduite de moitié », pointe Patrick Artus. Reste à savoir combien de temps cet avantage pourra encore nous sauver...

La France, au travers de son modèle redistributif soutenant la consommation, dispose de « stabilisateurs économiques » face aux bouleversements, rappelle Antonin Bergeaud. L'inflation, notamment, a été maintenue à un niveau bien inférieur, « mais cela coûte cher », pointe l'économiste. Corollaire de cette politique de protection du pou-



Niveau de vie : les raisons du décrochage tricolore

Jean Kedroff

En Europe, être français ne garantit plus d'être mieux loti que le citoyen moyen. C'est même l'inverse, comme le montrent les dernières estimations de l'agence européenne des statistiques Eurostat : en 2024, le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la France était inférieur de 2 % à la moyenne des 27 pays de l'UE. Le constat est sévère pour un pays qui fut longtemps l'un des plus prospères du continent, mais il n'est pas nouveau : cela fait trois ans, depuis 2022, que l'Hexagone a basculé dans la partie inférieure de ce classement, au terme d'une décennie de décrochage progressif. Quelles sont les raisons de cette paupérisation ?

Tout d'abord, il ne s'agit pas d'un chiffre abstrait. « Ce classement est exprimé en parité de pouvoir d'achat, c'est-à-dire en prenant en compte les différences de prix entre pays, détaille Éric Dor, directeur des études économiques à l'Ieseg School of Management. Il permet donc de comparer le niveau de vie réel de la population. » Si l'on se limite cette fois aux 21 pays de la zone euro, qui sont les plus comparables, le constat est le même : le PIB français par habitant décroche de près de 1 % de la moyenne.

Tendance de fond ou recul ponctuel ? Sur le long terme, déjà, la comparaison avec nos voisins européens n'est pas flatteuse. Alors que le PIB français par habitant était équivalent à celui de l'Allemagne en 1975, l'écart s'est établi désormais à 18 % de part et d'autre du Rhin. Les Danois, qui affichaient déjà 13 points de plus que nous en 1975, ont aujourd'hui une richesse par habitant qui excède la nôtre de près de 30 %. En parallèle, l'écart avec les pays européens les moins développés s'est sensiblement resserré : la Pologne, dont le niveau de vie accusait un retard de 60 % sur la France en 2000, n'est aujourd'hui qu'à 20 points de différence.

C'est toutefois sur la dernière décennie que le décrochage est le plus mar-

qué. « On peut distinguer deux grandes vagues de recul », observe Mathieu Plane, directeur adjoint à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). La première s'étend de 2013 à 2017, lorsque la France dégringole d'un indice 109, soit 9 % au-dessus de la moyenne européenne, à 103. « Cette période correspond à la mise en œuvre de la politique de l'offre sous François Hollande, censée relancer la production et améliorer la compétitivité des entreprises », poursuit l'économiste. Problème : ces mesures particulièrement coûteuses, comme le crédit d'impôt ou le pacte de responsabilité, n'ont pas généré le rebond de croissance escompté.

« Il y a l'éternelle question de la quantité de travail. En 2024, moins de la moitié des Français travaillaient ; il n'y a que la Slovaquie et la Belgique qui font pire »

Éric Dor
Directeur des études économiques à l'Ieseg School of Management

Puis la chute s'accélère : 104 en 2020, 101 en 2021, puis... 97 en 2022. C'est avec la politique du « quoi qu'il en coûte », engagée par Emmanuel Macron à partir de mars 2020, que s'ouvre la seconde phase de dégradation. Même constat : alors même que la France laisse filer le déficit public pour soutenir le pouvoir d'achat et les entreprises, le rebond de croissance n'est pas au rendez-vous. « On fait autant, voire moins bien qu'ailleurs en Europe, mais à un prix exorbitant, déplore Mathieu Plane. C'est la double peine. »

Des erreurs stratégiques, certes, mais pas uniquement. Les causes profondes de ce déclassement national sont connues et anciennes. « Il y a d'abord l'éternelle question de la quantité de travail », rappelle Éric Dor. « En 2024, moins de la moitié des Français travaillaient ; il n'y a que la Slovaquie et la Belgique qui font pire. » Les raisons

sont à la fois démographiques - la France a, parmi les Vingt-Sept, la plus faibles proportions de 20-64 ans - et structurelles : le taux d'emploi des jeunes et des seniors figure parmi les plus bas d'Europe, tout comme le nombre d'heures travaillées par salarié.

Autre facteur déterminant : la productivité. « La France reste au septième rang européen, mais ses gains de productivité se tassent depuis plusieurs années », constate Benoît Peloille, directeur des investissements chez Natixis Wealth Management. En plus des tendances lourdes - désindustrialisation rampante, dégradation du niveau de formation, manque d'investissements dans la recherche -, on hérite aujourd'hui des conséquences de la pandémie : « En incitant les entreprises à ne pas licencier pendant le choc Covid, on n'a pas pu bénéficier du réajustement du marché du travail qui a eu lieu chez nos voisins », estime l'économiste.

Peut-on redresser la barre ? « À moyen terme, je vois mal comment », tranche Mathieu Plane, alors que le pays cumule près de 3500 milliards d'euros de dette et ne parviendra vraisemblablement pas à ramener son déficit sous la barre des 5 % cette année, selon l'agence Moody's. De quoi réduire considérablement la marge de manœuvre de la puissance publique. « Contrairement à l'Allemagne, qui peut se permettre des plans de relance à 500 milliards d'euros, l'urgence, pour nous, est ailleurs : comment trouver 100 milliards d'euros d'économies d'ici à fin 2029 ? », résume le directeur adjoint de l'OFCE. Une question à laquelle, hélas, le projet de budget pour 2026 ne semble pas apporter de réponse. ■

L'Espagne croît trois fois plus vite

Anne de Guigné

Il est loin le temps où les Allemands et les Français pouvaient observer avec une affectueuse commisération leur grand voisin du sud. Dans une Europe, qui se contente au mieux de résister aux multiples vents contraires, l'Espagne se distingue depuis trois ans par son implacable dynamisme économique. Le tourisme, qui s'est envolé depuis le Covid, joue bien sûr sa part, mais n'explique pas seul, loin de là, cette trajectoire. La croissance espagnole a atteint l'année dernière 2,8 %, contre 0,9 % pour Paris et un maigre 0,2 % pour Berlin. « L'économie espagnole présente toujours des signes clairs de vigueur, aussi bien à court terme qu'à moyen terme, et nous continuons d'accumuler, jour après jour, les bonnes nouvelles économiques », se félicitait ainsi il y a encore quelques semaines, le ministre de l'Économie espagnol, Carlos Cuperlo.

Au quatrième trimestre 2025, l'économie a progressé de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, confirmant une expansion régulière tirée par la demande intérieure. Selon les prévisions de la Commission européenne, le pays devrait poursuivre sur sa lancée avec une hausse du PIB de 2,3 % en 2026 et 2 % en 2027, largement au-dessus de la moyenne européenne. Parallèlement, Madrid, qui n'a pas voté de budget depuis 2023 en raison des dissensions parlementaires, assainit peu à peu ses

finances publiques, dont la détérioration lui avait valu une sévère cure d'austérité dans les années 2010. Selon Bruxelles, le déficit public se réduira à 2,5 % du PIB cette année et 2,1 % l'an prochain. La dette publique demeure élevée à 103 % du PIB, mais en reflux continu depuis le pic de la pandémie.

Contrairement à la France, où l'épargne a explosé sur fond d'incertitudes politiques, les ménages espagnols fréquentent assidûment les magasins depuis cinq ans. « Il y a eu un phénomène de rattrapage de la consommation en sortie de Covid qui arrive maintenant à son terme, explique Jesus Castillo, économiste chez Natixis. C'est désormais essentiellement le dynamisme du marché du travail qui soutient l'économie et la consommation. Il est alimenté par l'arrivée importante de main-d'œuvre étrangère. Ce qui crée aussi des tensions au sein de la société espagnole, notamment sur les questions politiquement sensibles

2,8 %

Croissance du PIB espagnol estimée pour 2025

10 %

Taux de chômage espagnol au 4^e trimestre 2025

la croissance molle

rythme bien plus positif, de 1,6 %.

Bien que la croissance ait été plus faible en fin d'année 2025, le secteur de l'aéronautique a connu un regain d'activité au 3^e trimestre. (Ici, une chaîne d'assemblage de l'A350, dans l'usine Airbus de Blagnac, en Haute-Garonne).



JEAN-MARC BARRERE / HANS LUCAS VIA AFP

voir d'achat, la dette publique devrait rapidement atteindre 120 % du PIB. Roland Lescure veut voir dans les chiffres de 2025 « un bon départ pour 2026 » et « espère qu'on fera au moins le 1 % qu'on attend ». Mais « la probabilité que ce chiffre soit révisé à la baisse est, malheureusement, plus élevée qu'une révision à la hausse », pondère Sylvain Bersinger, ajoutant que « l'économie française est engagée sur un rythme de croissance faible qui semble devenu le niveau de croissance structurelle ». Sans compter que Donald Trump peut à chaque instant relancer une guerre commerciale. « Les prévisions valent ce qu'elles valent, d'autant plus quand le président de la plus grande puissance économique mondiale a des coups de sang toutes les quarante-huit heures... », reconnaît le prévisionniste.

« Notre croissance est due essentiellement aux exportations de matériel militaire et d'aéronautique ; sans cela, elle serait réduite de moitié »

Patrick Artus Économiste

Pour l'heure, l'Insee anticipe 0,3 % de croissance à chacun des deux premiers trimestres, grâce notamment à une reprise de la consommation, observable déjà au quatrième trimestre. Le taux d'épargne, particulièrement élevé en 2025 (18,4 % au troisième trimestre) devrait baisser de 0,7 point en 2026, estime-t-on à Bercy.

Mais le retour de la consommation ne suffira pas à relancer l'économie tricolore. « On ne peut pas multiplier notre croissance par deux sans améliorer notre productivité », souligne Antonin Bergeaud. Outre une révision de notre fiscalité, notamment via la réduction des impôts de production, il est nécessaire d'investir dans la recherche et le développement, au moins à hauteur de 3 % du PIB, ainsi que dans la reprise en main de l'enseignement, martèle-t-il. « Il va falloir avoir le courage de dire qu'il faut appliquer le rapport Draghi, c'est-à-dire mettre notre épargne au service de l'investissement, et cesser de soutenir la consommation », tranche Patrick Artus. Reste à trouver les responsables politiques capables d'endosser un programme dont les effets ne seront visibles que d'ici une dizaine d'années. ■

que l'Hexagone

de sécurité ou de logement. » À contre-courant de ses homologues en Europe, le gouvernement espagnol vient d'annoncer, ce mardi, un plan de régularisation de 500 000 migrants sans-papiers.

La lente décline du chômage

Alors que la démographie espagnole périclité avec un taux de fécondité de 1,16 enfant par femme, la population active se maintient grâce à cette immigration. La part de la population active étrangère progresse ainsi régulièrement. Elle représentait 16,9 % de l'ensemble de la population active au troisième trimestre 2024, et 17,5 % un an plus tard. Ce dynamisme n'est pas venu à bout d'un point noir espagnol : le taux de chômage, qui avait atteint des sommets au cœur de la crise des dettes souveraines, se situe toujours, malgré sa lente décline, parmi les plus élevés de l'Union européenne. Selon des données publiées cette semaine par l'institut national des statistiques, il a réussi à passer sous le seuil symbolique de 10 % au quatrième trimestre 2025, à 9,93 %. C'est une première depuis près de vingt ans.

Pour continuer de se rapprocher du trio de tête (France, Allemagne et Italie), la formation des actifs s'annonce donc cruciale pour la quatrième économie européenne. « Le grand défi de l'Espagne ces prochaines années sera son déficit de productivité », juge ainsi Lucie Barette, économiste chez BNP Paribas. Le tissu productif du pays est dominé par des secteurs à plus faible productivité, mais compétitifs car ils

beneficient de coût de main-d'œuvre relativement faible, comme le tourisme. Pour renforcer son dynamisme actuel et rester le moteur de la zone euro, il faudra que l'Espagne accroisse sa productivité en investissant dans le capital humain, l'innovation et la montée en gamme de son tissu productif. » Un tel investissement permettrait d'améliorer la qualité des emplois, qui se distinguent toujours en Europe par leur faible rémunération.

Un tournant attend l'Espagne dans dix-huit mois. « En 2026, l'investissement sera encore soutenu par le plan de relance de l'Union européenne. Jusqu'ici, Madrid a en effet récupéré un peu moins de la moitié des 163 milliards d'euros qui lui étaient alloués, fléchés vers le pays. En 2027 toutefois, l'arrêt des déboursments devrait peser sur l'investissement », anticipe Lucie Barette. Peu sensible aux nouveaux droits de douane, car faiblement exportatrice, l'industrie espagnole se maintient mieux que ses concurrents. D'autant qu'elle « a bénéficié en Europe de sa faible exposition à la crise énergétique, qui s'explique par la place des renouvelables dans le pays et le poids plus faible de l'industrie dans le PIB », détaille Jesus Castillo. Le royaume a ainsi échappé ces dernières années à la plupart des crises économiques qui se sont abattues sur le continent européen. Charge à ses dirigeants de profiter de cet avantage pour aborder en position de force les révolutions technologiques qui façonneront les prochaines décennies. ■



TIERNEY L. CROSS/BLOOMBERG

Choisi par Donald Trump, Kevin Warsh avait déjà été membre du conseil des gouverneurs de la Fed en 2006.

Donald Trump nomme Kevin Warsh pour présider la Fed

Pierre-Yves Dugua

Le président américain a désigné l'ex-gouverneur de la Réserve fédérale pour succéder à Jerome Powell.

Donald Trump n'a pas l'habitude de reconnaître ses erreurs. Mais, en nommant Kevin Warsh pour succéder à Jerome Powell à la tête de la Réserve fédérale, l'incroyable président des États-Unis a presque explicitement admis qu'il s'était trompé en 2017. Cette année-là, durant son premier mandat, il avait écarté l'ancien gouverneur de la banque centrale (de 2006 à 2011) du poste le plus important dans le monde de la finance, pour lui préférer Jerome Powell.

Donald Trump a confirmé la nomination officielle, ce vendredi, à l'aube, sur son réseau Truth Social. À mot couvert, il a fait comprendre qu'il a finalement sélectionné Kevin Warsh. « Il est connu de tout le monde et hautement respecté... Beaucoup de gens pensent qu'il s'agit de quelqu'un qui aurait pu être là il y a plusieurs années », a souligné le président Trump, soucieux de préparer les marchés à son choix, très attendu. Un signal positif venu des investisseurs, rassurés sur la garantie d'indépendance de la Fed, l'or, valeur refuge par excellence propulsée ces dernières semaines à des records, a nettement décroché, perdant jusqu'à 8 %, après l'annonce de sa nomination.

Kevin Warsh, 55 ans, est perçu comme un économiste et banquier expérimenté. Il est certes partisan aujourd'hui de baisses de taux d'intérêt, obsession de Donald Trump. Pour autant, jadis, il était résolument dans le camp des « faucons » anti-inflationnistes, opposés au prolongement de la politique délibérément laxiste de la Fed censée prévenir la déflation au sortir de la « grande crise financière » de 2008.

Jerome Powell, âgé de 72 ans, dont le mandat de président du Conseil des gouverneurs de la Fed expire au mois de mai, est aujourd'hui largement apprécié tant au Congrès qu'à Wall Street et dans les milieux internationaux. Son digne et stoïque combat pour défendre l'indépendance de la Fed, face aux insultes et menaces judiciaires sans précédent venues de la Maison-Blanche, force le respect. De même que sa décision prudente, mercredi, d'interrompre une série de trois baisses de taux directeur entamée en septembre, afin de voir si l'inflation, encore trop forte, allait, comme on peut l'anticiper, faiblir au cours des prochains mois. On a un peu oublié son erreur grave à tarder à reconnaître l'explosion de l'inflation au sortir de la crise du Covid.

Le plus ironique est que Donald Trump, président qui, depuis Richard Nixon, aura fait le plus pour saper la crédibilité de la Fed, se trouve être aussi le premier à disposer de deux occasions d'en nommer le patron. Au regard de l'irresponsabilité et de la mesquinerie démontrée par Donald Trump dans son combat pour imposer des baisses rapides de taux d'intérêt,

la sélection de Kevin Warsh est remarquablement sage.

Professeur à l'université de Stanford, figure bien connue des symposiums et réunions internationales de banquiers centraux et de décideurs économiques, intervenant régulier dans la presse sur les grandes questions financières, Kevin Warsh est indiscutablement un choix crédible pour diriger la banque centrale des États-Unis, gérer d'éventuelles crises monétaires et bancaires, et manœuvrer dans un monde politique washingtonien traumatisé par une année de trumpisme.

« Il est connu de tout le monde et hautement respecté... Beaucoup de gens pensent qu'il s'agit de quelqu'un qui aurait pu être là il y a plusieurs années »

Donald Trump
Président des États-Unis

Aux côtés de Ben Bernanke, patron de la Fed durant la crise qui a fait vaciller le système bancaire américain, et par contrecoup la finance mondiale, Kevin Warsh a joué un rôle clé. Ancien haut responsable chez Morgan Stanley, un des piliers de Wall Street, Warsh avait l'oreille et la confiance du monde de la finance, et connaissait déjà personnellement les dirigeants du monde des affaires, clients des géants financiers new-yorkais. Avant de devenir en 2006, à l'âge de seulement 35 ans, le plus jeune gouverneur de la Fed, il était entré chez Morgan Stanley en 1995. Il devait quitter la banque d'investissement en 2002, alors qu'il y occupait le poste de directeur exécutif de son département des fusions & acquisitions.

Le Sénat, qui de droit doit confirmer par un vote la sélection proposée par la Maison-Blanche, a de bonnes chances de démontrer sa confiance en

Kevin Warsh. Là encore, ironiquement, ce sont plutôt des Républicains qui dans l'immédiat pourraient compliquer cette étape : nombre d'entre eux au sein de la commission bancaire, outrés par les menaces d'inculpation de Jerome Powell pour sa prétendue mauvaise gestion du chantier de 2,5 milliards de dollars de rénovation des bâtiments historiques du siège de la Fed, ont fait savoir qu'ils bloqueraient toute nomination à la banque centrale tant que le département de la Justice n'abandonnera pas sa procédure contre l'homme qui dirige la Fed depuis 2017.

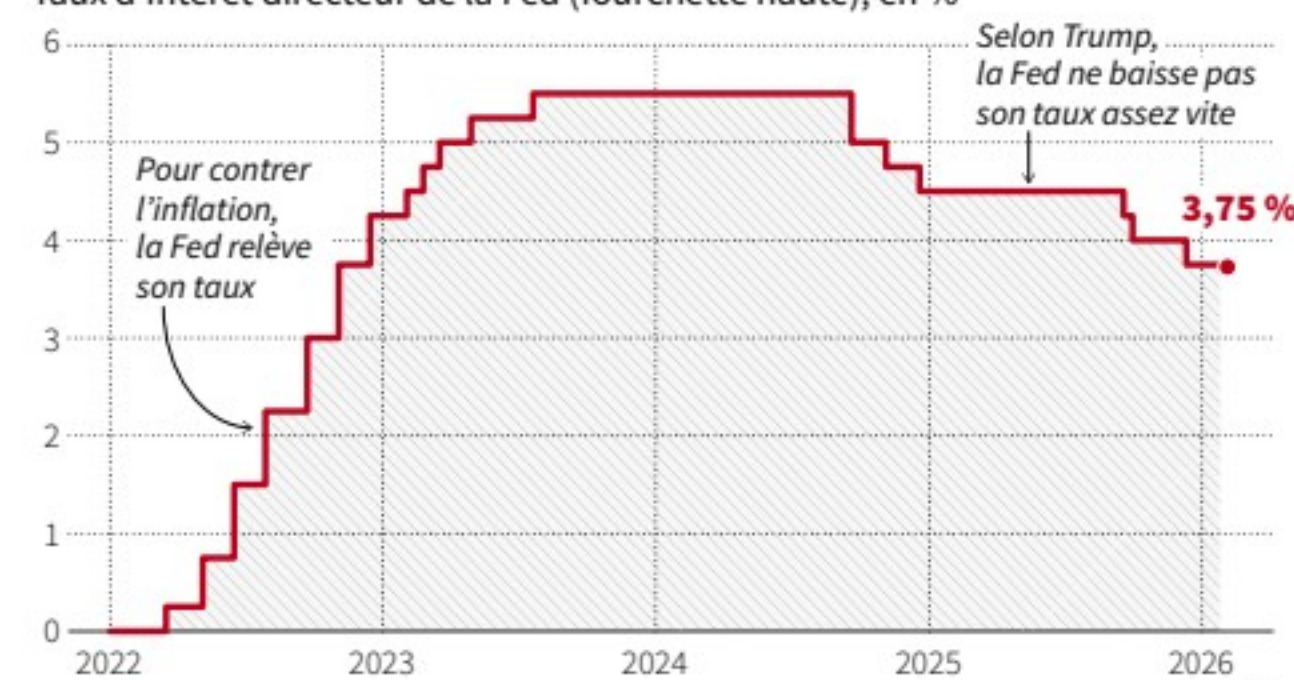
Kevin Hassett, conseiller économique de Donald Trump à la Maison-Blanche, mais aussi Rick Rieder, gérant des fonds obligataires de BlackRock, ainsi que Christopher Waller, déjà gouverneur de la Fed, figuraient sur la liste des candidats possibles à la succession de Jerome Powell.

La sélection de Kevin Warsh, si elle est officialisée vendredi, démontre le souci de la Maison-Blanche de rassurer les marchés, en proie à une certaine défiance à l'égard des politiques et des méthodes du président américain. L'envolée de l'or et la chute récente du dollar, alors que les performances économiques américaines sont bonnes, démontrent une érosion de la confiance dans la suprématie économique et la stabilité institutionnelle des États-Unis.

Un patron de la Fed a pour mission de forger un consensus autour de la table du comité monétaire de la banque centrale, qui comprend douze membres votants, dont sept gouverneurs. Il doit aussi « vendre » le cap arrêté par le comité auprès des investisseurs et des épargnants. Il lui faut incarner le calme, l'expérience et la clairvoyance, particulièrement dans les périodes de crises. On doit le savoir capable de résister aux pressions politiques électorales. Surtout tant que Donald Trump occupe le Bureau ovale. Kevin Warsh semble disposer du bon profil. On le sait capable de relever un jour le taux directeur de la Fed si l'inflation se réveille. ■

Trump souhaite une baisse des taux

Taux d'intérêt directeur de la Fed (fourchette haute), en %



Source : Federal Reserve

Le Sénat relance le brûlant débat sur les insecticides néonicotinoïdes

Olivia Détrouyat

Une proposition de loi veut réintroduire temporairement deux molécules interdites en France. Le but : sortir de l'impasse les filières noisette, cerise et betterave, dont les récoltes s'écroulent lors d'attaques de ravageurs.

Six mois après la pétition contre la loi dite « Duplomb », le débat passionné sur la réintroduction de certains produits phytopharmaceutiques en agriculture pourrait repartir de plus belle. Ce vendredi, cinq sénateurs dont le républicain Laurent Duplomb et le centriste Franck Menonville - déjà à l'origine du premier texte - ont déposé une proposition de loi visant à autoriser temporairement et pour certains usages deux molécules : l'acétamipride et le flupyradifurone, des insecticides de la classe des néonicotinoïdes (NNI).

Le premier, interdit en France depuis 2018, avait été à l'origine de la fronde populaire contre la loi Duplomb. Celle-ci, votée en juillet dernier, permettait de déroger exceptionnellement à l'interdiction de la molécule en question. La pétition demandant l'abrogation du texte avait alors recueilli plus de deux millions de signatures.

Finalement, cette mesure sur l'acétamipride avait été retoquée par le Conseil constitutionnel quelques semaines plus tard, qui l'avait jugée trop peu encadrée au regard des exigences de la charte de l'environnement. Utilisés pour contrer les ravageurs comme le puceron responsable de la jaunisse de la betterave, la punaise diabolique qui détruit les noisettes ou encore la mouche de la cerise, les NNI sont mis en cause pour leur effet sur la biodiversité. Ils provoquent notamment une baisse du nombre d'abeilles car ils détruisent leur système nerveux.

En revenant à la charge, les deux élus veulent répondre aux appels aux secours de certaines filières comme celle de la betterave sucrière, de la noisette ou de la cerise, « pour lesquelles l'interdiction de ces produits, autorisés partout ailleurs en Europe, entraîne des impasses techniques avérées », argumente Franck Menonville. L'interdiction de ces produits dépourvus d'alternatives solides a entraîné, lors d'attaques de ravageurs comme en 2020 et 2024, des baisses de rendements allant de 30 % à 50 %, selon les arboriculteurs et planteurs de betteraves françaises.

Pour éviter les écueils réglementaires, la nouvelle PPL limite les dérogations dans le temps et les restreint aux filières pour lesquelles les solutions techniques sont « inexistantes ou manifestement insuffisantes » à ce stade. Dans la filière betteravière, le texte propose ainsi de limiter l'autorisation du flupyradifurone à



Les insecticides utilisés par les agriculteurs sur les champs de betteraves pour lutter contre les pucerons sont mis en cause pour leur effet sur la biodiversité.

trois ans quand il est utilisé en enrobage des semences et à un an quand il est utilisé en pulvérisation sur les plantes. « Si l'on trouve de meilleures solutions d'application ou une alternative efficace, on lève la réintroduction », promet Laurent Duplomb, soulignant que les dérogations envisagées ne dépassent pas 0,3 % de la surface agricole française.

Enfin en arboriculture (pomme, noisette, cerise), le texte prévoit que les deux molécules ne puissent être utilisées qu'en pulvérisation, là aussi pour trois ans. « Notre idée n'a jamais été de réintroduire ad vitam aeternam ces produits mais bien de répondre à l'une des urgences du monde agricole : celui d'être mis sur un pied d'égalité avec nos voisins européens », ajoute Franck Menonville. « Quand on voit que la Belgique et l'Allemagne élargissent encore les conditions d'utilisation de l'acétamipride, ces déséquilibres sont criants. Par ailleurs, si la substance est vraiment dangereuse, pour l'EFSA (Agence sanitaire européenne)

l'autorise-t-elle ?, questionne Laurent Duplomb. Et pourquoi le Parlement européen augmente-t-il les limites maximales de résidus autorisées dans certains aliments comme le miel ? »

Armés de ces garde-fous, les parlementaires espèrent passer sous les fourches caudines du Conseil constitutionnel et des autorités européennes. Ces dernières années, plusieurs dérogations à l'interdiction aux NNI avaient fait long

« Notre idée n'a jamais été de réintroduire ad vitam aeternam ces produits mais bien de répondre à l'une des urgences du monde agricole : celui d'être mis sur un pied d'égalité avec nos voisins européens »

Franck Menonville
Sénateur centriste

feu. Par exemple en 2023, quand la Cour de justice de l'Union européenne avait jugé illégales les dérogations françaises accordées en 2020 à la filière française betteravière pour l'utilisation de l'imidaclopride ou du thiaméthoxame.

La récente colère agricole qui a agité la France au tournant de 2025 et 2026 et le soutien populaire aux doléances paysannes pourraient offrir un terrain plus favorable à l'initiative. Les élus espèrent voir la PPL reprise dans la loi d'urgence agricole promise par Sébastien Lecornu d'ici l'été, et qui doit être présentée en Conseil des ministres en mars prochain. Mais si le premier ministre s'est déjà engagé sur des mesures autour de la prédation du loup et de la gestion de l'eau, il s'est montré plus réservé sur l'opportunité de rouvrir un sujet très clivant dans l'opinion publique. « Faire une loi d'urgence en excluant le renforcement des moyens de production n'a aucun sens, tonnent en chœur les deux sénateurs. Il ne faut pas un texte agricole de plus, mais

un texte qui redonne de la compétitivité aux agriculteurs. »

Vendredi prochain, les chiffres du commerce extérieur français pourraient révéler le premier déficit de la ferme France depuis 1978. À fin novembre, le solde commercial hexagonal en produits agricoles et agroalimentaires affichait déjà un déficit sur un an de 0,5 milliard d'euros, contre un excédent de 10,3 milliards en 2022. « À force de faire des sur-transpositions en France, nous en sommes là, se désole Laurent Duplomb. Le moindre déséquilibre supplémentaire pourrait tout faire s'écrouler. »

Seule consolation à ce stade dans les campagnes françaises, qui grondent depuis trois ans contre ces situations de concurrence déloyale : la suspension pour plusieurs mois du traité de libre-échange avec les pays du Mercosur. Suite à la saisine fin janvier par le Parlement européen de la Cour de justice de l'UE, le texte pourrait ne pas être pleinement appliqué avant à minima dix-huit mois. ■

Le logement social profite de la baisse du taux du livret A

Jorge Carasso

La rémunération de ce placement passe à 1,5 % au 1^{er} février. Les organismes HLM vont emprunter moins cher.

Les épargnants, qui voient la rémunération de leur livret A fondre comme neige au soleil, ont de quoi être déçus. Le taux de ce placement phare, qui culminait à 3 % en janvier 2025, et qui a progressivement baissé depuis, va tomber à 1,5 % au 1^{er} février. Mais ce recul ne fait pas que des malheureux. Les bailleurs sociaux, qui empruntent pour construire et dont la dette - près de 164 milliards d'euros en 2024 - est indexée sur le taux de ce livret détenu par 55 millions de Français, ont de quoi se réjouir. Ils paieront moins cher le remboursement de leur emprunt.

« Cette nouvelle baisse est la bienvenue, commente Christophe Bellego, directeur des études économique et financière de l'Union sociale pour l'habitat (USH). Elle va contribuer à alléger un peu plus le poids de la dette des organismes HLM, dans un contexte de crise du logement où il faut construire et rénover. »

En effet, près de 70 % des logements construits par les bailleurs sociaux sont financés via la Caisse des dépôts et consignation (CDC). L'organisme, qui

gère 60 % de l'encours du livret A (près de 450 milliards d'euros) prête aux bailleurs sociaux avec des crédits à très long terme (40 ans en moyenne). Les taux sont révisables annuellement en fonction de l'évolution de celui du livret A. Un point de rendement en plus équivaudrait à 1,4 milliard d'euros d'intérêt supplémentaire pour l'ensemble des organismes HLM, selon les calculs de l'USH.

D'ailleurs, la rémunération du livret A, qui s'était envolé de 2020 à 2023 passant de 0,50 % à 3 %, a eu des effets délétères sur les comptes des bailleurs sociaux. La charge de leur dette avait été multipliée par 6, rognant leurs marges pour construire, quand bien même leurs prêts disposent de mécanismes d'amortissement, pour limiter les effets d'une hausse brutale de ces coûts. Mais depuis l'an dernier, la baisse progressive du rendement du livret A, passé à 2,4 % en février 2025 puis 1,7 % en août de la même année, a représenté 1,5 milliard d'euros de charges en moins.

Les bailleurs sociaux devraient en tirer profit cette année. En effet, ces

derniers paient les intérêts de leurs crédits tous les ans, à échéance, sur l'année écoulée. « Les révisions de 2025 auront un effet en 2026 », décrypte Christophe Bellego. En conséquence, la baisse à 1,5 % du taux du livret A au 1^{er} février 2026, n'aura un impact sur les comptes des bailleurs que l'an prochain. L'économie générée devrait atteindre 320 millions d'euros. Il n'empêche, les effets positifs sont déjà tangibles. « Ces baisses supplémentaires nous permettent de contenir notre dette et nous offrent plus de marge de manœuvre dans la construction de notre budget », confirme Karine Julien-Elkaim, présidente du comité exécutif du Groupe Polylogis (bailleur social géant 85 000 logements).

De quoi soulager le secteur, alors que l'on compte près de 3 millions de demandes de logements sociaux en attente. La semaine dernière, le gouvernement a annoncé vouloir construire 125 000 logements sociaux par an dès 2026, dans le cadre du plan relance logement dévoilé par Sébastien Lecornu.

Ce n'est pas la seule bonne nouvelle pour le secteur HLM. La contribution du

secteur, mise en place en 2018 pour limiter l'impact de la baisse des APL (allocations logements), va à nouveau être réduite. Déjà rabotée de 1,3 milliard d'euros à 1,1 milliard d'euros en 2025, elle est fixée dans le budget 2026, qui pourrait être adopté définitivement lundi, à 900 millions d'euros. Cette baisse de la RLS (réduction de loyer de solidarité) « a démontré, si besoin était, l'effet rapide et bénéfique sur la production de logements sociaux de mesures budgétaires atténuant les coupes budgétaires imposées aux bailleurs sociaux depuis 2018 », a récemment rappelé Emmanuelle Cosse, la présidente de l'USH dans un communiqué. « Quand vous avez moins de prèle-

vements, cela vous libère de l'argent pour investir directement dans la production et la réhabilitation », commente Karine Julien-Elkaim.

L'an dernier, ce rabais, cumulé à une aide supplémentaire du Fonds national d'aide à la pierre (Fnap) de 50 millions d'euros, et l'empressement des bailleurs sociaux à boucler leurs dossiers avant les municipales, ont donné un coup de fouet au secteur. Le nombre d'agréments de logements sociaux - l'autorisation de financement qui permet de lancer un programme - a progressé de près de 20 % sur un an, passant de 85 000 à un peu plus de 100 000 unités, un niveau proche de celui d'avant Covid, en 2019.

Cette année, le secteur devra néanmoins contribuer à hauteur de 200 millions d'euros au Fnap, qui lui-même réinjecte ensuite cet argent aux organismes HLM qui construisent. Une nouvelle ponction à laquelle les bailleurs sociaux n'étaient toutefois pas habitués. « Ce fonds était historiquement financé par l'État, puis Action Logement », rappelle Karine Julien-Elkaim. ■

55 millions

Nombre de Français détenant un livret A

Marie Bartnik

Le laboratoire Servier vient de finaliser la vente du leader des médicaments génériques en France au fonds BC Partners.

Le gouvernement s'était opposé, il y a près de deux ans, à la vente de Biogaran à un laboratoire indien. Leader des médicaments génériques en France, Biogaran revêt en effet un caractère stratégique. Il commercialise un médicament générique sur trois vendus dans l'Hexagone, et fait encore vivre une quarantaine de sous-traitants français. C'est finalement le fonds britannique BC Partners, déjà candidat en 2024, qui a fini par emporter la mise. Entré l'été dernier en négociations exclusives avec Servier, il acquiert ce vendredi 85 % du capital de Biogaran pour un montant compris entre 800 millions et 1 milliard d'euros.

Le gouvernement ne s'est, cette fois, pas opposé à la vente. Mais il a imposé ses conditions au fonds britannique. L'autorisation accordée par l'État dans le cadre de la procédure de contrôle des investissements étrangers en France est en effet « assortie de conditions robustes destinées à garantir la pérennité, la continuité et l'ancrage national des activités de l'entreprise, qui s'appliqueront sans limitation de durée », assure le ministère de l'Économie. Ces conditions sont « strictes, juridiquement contraignantes et soumises à de sanctions financières sévères ».

Le fonds d'investissement, par le passé actionnaire de Picard ou d'Elior et aujourd'hui encore du groupe Havea (compléments alimentaires et produits pour bébés), s'est engagé à maintenir le siège de Biogaran en France et à sauvegarder l'emploi. Il devra également « préserver le modèle de sous-traitance de l'entreprise, ainsi que la continuité industrielle, logistique et commerciale » actuelle. Sous la houlette du fonds d'investissement, Biogaran devra continuer à commercialiser « l'ensemble des spécialités jugées essentielles à la protection de la santé publique ».

La présence de Bpifrance au capital du laboratoire à hauteur de 15 % a vocation à rassurer et à constituer un garde-fou. « En entrant au capital de Biogaran, l'État veille et agit, souligne Roland Lescure, le ministre de l'Économie. Je ne transige pas avec la souveraineté et la sécurité sanitaire de



Le laboratoire pharmaceutique Biogaran commercialise un médicament générique sur trois vendus en France. JEAN-FRANCOIS FORT / HANS LUCAS VIA AFP

L'acquéreur britannique de Biogaran donne des gages à Bercy

notre pays. » Cette présence est aussi, paradoxalement, un élément de réassurance pour le fonds d'investissement britannique, qui investit dans un secteur extrêmement réglementé, dans une période où le climat politique est instable.

BC partners souligne que ces engagements sont conformes à son plan d'affaires. « C'est une marque reconnue en France et que nous souhaitons développer dans ce pays, souligne Cédric Dubourdieu, à la tête du bureau de BC Partners dans l'Hexagone. Il n'y a donc pas de raison ni que nous démissionnions le siège social, ni que nous supprimions des emplois. Le fait de fabriquer les médicaments en France et en Europe est par ailleurs clé pour maintenir le très bon taux de disponibilité qui fait en partie la force de Biogaran. » Dans le giron de Servier, Biogaran ne

disposait pas de tous les moyens nécessaires à son développement. De l'aveu même du laboratoire français, sa priorité allait au développement de médicaments innovants dans le

« En entrant au capital de Biogaran, l'État veille et agit. Je ne transige pas avec la souveraineté et la sécurité sanitaire de notre pays »

Roland Lescure
Ministre de l'Économie

domaine des maladies cardiovasculaires, de l'oncologie et bientôt de la neurologie. BC Partners veut donner à Biogaran les moyens de ses ambitions. L'acquisition sous LBO s'est faite « à

un niveau d'endettement bien plus faible que la moyenne, souligne Cédric Dubourdieu. Et nous avons laissé un gros volet de cash au groupe pour financer son développement. Biogaran n'était pas la priorité de Servier, mais elle sera la nôtre ».

Biogaran détient plus de 30 % de part de marché en France, un pays où la pénétration des médicaments génériques est déjà très forte. Pour que le laboratoire, qui a réalisé 1,26 milliard d'euros de chiffre d'affaires au cours de son exercice 2024-2025, continue à se développer, BC Partners mise sur plusieurs leviers. Le premier est l'extension du portefeuille de médicaments génériques de Biogaran à mesure que de nouveaux traitements tomberont dans le domaine public.

La commercialisation de médicaments biosimilaires, l'équivalent des

génériques pour les médicaments biologiques, est un autre levier d'action. Ces médicaments plus complexes et plus coûteux à développer que les génériques ne représentent pour l'instant que 2 % du chiffre d'affaires de Biogaran. Mais le potentiel commercial est considérable car leur pénétration est encore faible dans l'Hexagone. BC Partners estime que les biosimilaires pourraient à terme représenter plus de 15 % du chiffre d'affaires du groupe.

Le fonds souhaite enfin développer la vente de médicaments sans ordonnance sous marque Biogaran. « C'est une très belle marque, sur laquelle il faut capitaliser », estime BC Partners. Aujourd'hui marginale, cette activité pourrait à terme représenter 15 % à 20 % des ventes du laboratoire. Pour la développer, BC Partners ne s'interdit pas de procéder à des acquisitions. ■

Les avions canadiens dans le viseur de Donald Trump

Véronique Guillermand

Le président des États-Unis menace de retirer leur certification et d'appliquer une surtaxe douanière de 50 %.

Taxer à hauteur de 50 % l'aéronautique canadienne. C'est la nouvelle « trouvaille » de Donald Trump pour faire plier ce pays, pourtant allié historique des États-Unis, sur fond de tension croissante en matière de commerce, d'autonomie stratégique et de souveraineté. Le président américain voulant intégrer le Canada comme 51^e État de son pays, au grand dam de Mark Carney, le premier ministre canadien, qui veut au contraire réduire la dépendance du Canada à son puissant voisin. Mark Carney a même exhorté, la semaine dernière, les nations à accepter la fin de l'ordre mondial fondé sur des règles que Washington avait autrefois défendues.

Donald Trump a donc décidé de s'attaquer à l'aéronautique canadienne, quand bien même les produits aéronautiques sont exemptés de taxes douanières, en vertu de l'accord de libre-échange liant les États-Unis, le Canada et le Mexique (accord Aceum, qui a pris le relais de l'Alena en 2020). Trump prend pour prétexte le fait que l'ACSTA, l'Agence de la sécurité aérienne canadienne, tarde, selon lui, à certifier des avions d'affaires (G500, 600, 700 et 800) du constructeur américain Gulfstream. Ces modèles ont déjà obtenu le précieux sésame, les autori-

sant à entrer en service commercial avec des passagers, auprès de la FAA, l'Agence de la sécurité aérienne américaine, et de l'Easa, son homologue européenne. Pour l'heure, ces avions ne peuvent voler dans l'espace aérien canadien, faute d'avoir été homologués localement.

« Mélanger les questions de sécurité avec la politique et les griefs est une très mauvaise idée »

Richard Aboulafia Directeur général du cabinet de conseil américain spécialisé AeroDynamic Advisory

« Si, pour une raison ou une autre, cette situation n'est pas corrigée immédiatement, j'imposerais au Canada un droit de douane de 50 % sur tous les avions vendus aux États-Unis », a menacé Donald Trump, par un post sur son réseau Truth Social, la nuit dernière. Il est prêt à aller plus loin : « Je retirerai la certification de leurs Bombardier Global Express, ainsi que de tous les avions fabriqués au Canada », jusqu'à ce que les Gulfstream soient certifiés. Ce coup de sang présidentiel aurait pour origine un dîner avec le patron de General Atomics, le constructeur du drone Reaper. Ce dernier se serait plaint auprès du prési-

dent des États-Unis concernant son G800, toujours pas certifié au Canada.

Bombardier a « pris note » et se déclare « en contact avec le gouvernement canadien ». « Nous espérons que ce problème sera rapidement résolu afin d'éviter des répercussions importantes sur le trafic aérien et les passagers. » Le constructeur, qui assemble ses jets d'affaires Global et Challenger au Canada, exploite aussi des centres de services aux États-Unis et possède une usine spécialisée dans le militaire à Wichita (Kansas). Au total, il emploie quelque 3 000 Américains. En revanche, Bombardier ne fabrique plus d'avions régionaux CRJ. Ces programmes ont été revendus, en 2020, au japonais Mitsubishi Heavy.

En retirant la certification des jets d'affaires et des jets régionaux, Trump frapperait donc Bombardier mais aussi le groupe nippon, créant un contentieux avec le Japon. Cette décision aurait aussi de graves répercussions sur le trafic régional entre les deux pays (400 vols par jour, en moyenne) et à l'intérieur des États-Unis. « Si le CRJ ne peut plus voler, c'est 50 % du trafic régional américain qui tombe », estime un expert. Et les compagnies américaines, comme American Airlines et Delta Air Lines, qui plongent dans les difficultés. Ces dernières opèrent des flottes de CRJ

au sein de leur réseau domestique. American Eagle (groupe American Airlines) opère une flotte de près de 150 CRJ 700 et 900, et Delta Connection, quelque 180 CRJ 700 et 900. Au total, selon le spécialiste Cirium, 150 jets d'affaires Global Express sont en service aux États-Unis et 5 425 avions fabriqués au Canada et immatriculés aux États-Unis volent dans le ciel américain. Sans oublier les Canadair de lutte contre les incendies - nombreux outre-Atlantique -, que Bombardier ne fabrique plus depuis 2015, et dont De Havilland Canada a racheté les droits de fabrication.

Aucune compagnie n'a, à ce stade, commenté les déclarations du président américain. Selon plusieurs experts interrogés, il n'est pas légalement possible de retirer une certification à un avion pour un motif économique. Seule une menace sur la sécurité des vols peut justifier une telle décision. À défaut, ce serait ouvrir la boîte de pandore en donnant à d'autres pays une arme redoutable, qui pourrait déstabiliser l'industrie aéronautique. Donc tous les constructeurs, dont l'américain Boeing. Et toutes les compagnies aériennes dans le monde.

« Mélanger les questions de sécurité avec la politique et les griefs est une très mauvaise idée », résume Richard Aboulafia, directeur général du cabinet de

conseil américain spécialisé Aero-Dynamic Advisory. Le retrait de la certification des avions « made in Canada » entraînerait leur immobilisation au sol. De quoi paralyser le trafic aérien régional aux États-Unis, où l'avion est roi, faute d'un réseau ferroviaire de passagers moderne et maillant bien le vaste territoire. En outre, une telle mesure « aurait probablement un impact plus important sur les États ruraux à tendance conservatrice (républicaine, le parti de Trump, NDLR), isolant de nombreuses petites communautés », ajoute cet expert. Et les aéroports régionaux, assurant la correspondance vers des « hubs » aéroportuaires comme New York, seraient pénalisés et mis en difficulté économique.

De son côté, Airbus ne commente pas et reste prudent. Le géant européen pourrait être concerné. Il a racheté à Bombardier les avions court-courriers CS 100 et 300 en 2018. Et les a rebaptisés Airbus A220. Ils sont produits à Mirabel, au Québec, mais aussi à Mobile, en Alabama, où le constructeur a inauguré une nouvelle ligne d'assemblage d'A220 en 2020, qui sert la majorité de ses clients américains. Une seconde usine qui le protège, a priori, d'une éventuelle surtaxe de 50 %. « Il faut rester calme, réagit, fataliste, un proche d'Airbus. Tout cela risque de se dégonfler... » ■

Ces chefs d'entreprise élus maires, un engagement sur tous les fronts

Corinne Caillaud

Les entrepreneurs sont peu nombreux à se lancer dans l'aventure. Pourtant, leur expérience à la tête d'une société se révèle souvent utile à la mairie.

« **C**oncilier les deux, c'est compliqué. » Jean-Jacques Marty, patron depuis trente ans d'une entreprise de BTP de 14 salariés à Campagne-sur-Aude et maire sans étiquette de la commune voisine de Saint-Ferriol (Aude, 147 habitants), fait rapidement ce constat. « Être élu, c'est un engagement personnel et pas un métier », souligne l'édile qui totalise vingt-quatre ans de vie communale dont la moitié en tant que premier magistrat, après avoir été adjoint.

En 2025, sur les 34 729 maires de France, seuls 6,2 % étaient artisans, commerçants et chefs d'entreprise, selon les données du ministère de l'Intérieur. Un faible pourcentage, peu surprenant au regard de l'engagement nécessaire d'un côté comme de l'autre. Intéressé depuis toujours par la chose publique, Jean-Jacques Marty a été amené à s'engager auprès de ses concitoyens pour des raisons humaines. « Accompagner les gens, développer mon village tient à mon esprit de chef d'entreprise », pointe Jean-Jacques Marty, également président de l'association des maires ruraux de l'Aude. Bien secondé dans son entreprise comme en mairie, où il délègue un des deux jours de permanence à ses adjoints, son quotidien reste chargé. « J'ai 27 téléalarmes sur mon téléphone qui peuvent sonner à tout moment si une personne âgée a un problème. À 18 heures, après la fermeture de l'entreprise, il m'est arrivé d'aller déboucher le tout-à-l'égout. Et en soirée, lorsque les gendarmes sont en intervention, je peux être appelé pour des différends familiaux. Être maire d'une petite commune c'est 24 heures sur 24 », lâche-t-il.

Une organisation au cordeau allée à une excellente hygiène de vie sont les



deux piliers de Fabian Ruinet. Depuis 1997, il a pris la suite de son père à la tête de Guillaume, une entreprise dijonnaise d'installation de stores et volets qui emploie 12 personnes. Issu d'une famille où « on aime la politique », il a été conseiller municipal, puis adjoint aux finances avant de devenir, en 2020, maire LR (Les Républicains) de Talant (11 800 habitants), à la périphérie de Dijon. « Pour que l'entreprise fonctionne, il faut y être présent », assure-t-il. Chaque jour, il s'y rend à 7h30 pour voir ses techniciens avant leur départ sur les chantiers. Le reste de la matinée est consacré à ses commerciaux et à la préparation du planning du lendemain. Il déjeune ensuite à son domicile avant de rejoindre la mairie de 13h30 à 15h30. Après quoi il regagne sa société pour faire le point avec ses employés de retour de chantiers. « À 18 heures, je repars en mairie et ne rentre chez moi qu'à 22 heures », détaille l'édile de 53 ans, père de trois enfants de 16, 18 et 23 ans. « Le plus difficile, c'est de se replonger dans des dossiers fondamentalement différents », relève Fabian Ruinet, qui

consacre aussi la majeure partie de ses week-ends à sa commune.

Candidat en mars prochain à Bondoufle (Essonne), dont il est actuellement adjoint aux finances, Arnaud Barroux, 65 ans, sait aussi que l'aménagement de son temps sera clé s'il succède à Jean Hartz qui ne se représente pas dans cette commune de 11 000 habitants. Il a donc déjà esquissé les contours d'une nouvelle organisation dans ses trois agences immobilières. « J'ai sensibilisé mes cinq collaborateurs à la nécessité d'une plus grande autonomie pour chacun d'entre eux et à un reporting qui

« Être élu, c'est un engagement personnel et pas un métier. (...) Accompagner les gens, développer mon village tient à mon esprit de chef d'entreprise »

Jean-Jacques Marty
Maire de Saint-Ferriol (Aude)

devra se faire différemment », indique le dirigeant, qui est aussi administrateur de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) 91.

Cas plus rare, c'est en se lançant à son compte, en 2018, que Dominique Turpin, qui brigue une quatrième investiture à Nézel (Yvelines), a trouvé un équilibre entre son mandat de maire et sa vie professionnelle. « Quand j'évoluais dans de grands groupes informatiques, j'ai loupé des opportunités professionnelles à cause de mes fonctions d'élu. J'avais droit à une journée d'absence par semaine mais, quand vous êtes à 4 cinquièmes, votre employeur considère que vous n'êtes pas à fond, alors que vous-même avez le sentiment d'être à 200 %. Il y a huit ans, je n'arrivais plus à mener mes multiples activités », confie ce père de trois enfants âgé de 62 ans.

Régulièrement sollicité par des élus pour leur donner un coup de main en informatique, il a créé son cabinet de conseil pour accompagner les collectivités dans leur transition numérique. « Devenir maître de mon emploi du temps m'a permis de mieux organiser ma vie

« Sur le plan communal, être chef d'entreprise est un plus, surtout lorsqu'on pilote une petite structure », confie Fabian Ruinet, maire de Talant (Côte-d'Or).

PHOTOPQR/LE BIEN PUBLIC/MAXPPP

d'élu. J'exerce au sens large pour des collectivités dans un domaine que je maîtrise et je me sens aligné », se félicite-t-il. Comme son activité s'est développée, Dominique Turpin travaille depuis un an avec une autre personne. Il est devenu membre du Centre des jeunes dirigeants (CJD), où il trouve de précieux conseils auprès d'autres entrepreneurs.

Également conseiller communautaire, il s'interdit de contracter avec des collectivités dans lesquelles il est impliqué. Sa communauté urbaine s'occupe de développement économique, il ne bénéficie pas de certains dispositifs pour « ne pas être accusé de profiter des mesures d'une structure à laquelle j'appartiens », explique Dominique Turpin. En tant que maire d'une commune de 1120 habitants, il perçoit une indemnité mensuelle de 1000 euros nets par mois, « ce qui ne fait pas bouillir la marmite », plaisante-t-il.

Jean-Jacques Marty s'est aussi toujours refusé à ce que son entreprise, spécialisée dans l'éclairage général et les réseaux électriques, intervienne à Saint-Ferriol. Il fait appel à des concurrents le cas échéant. Une question qui ne se pose pas pour Fabien Ruinet, qui ne travaille que pour des particuliers et ne répond à aucun appel d'offres. « Mon activité de maire n'interfère jamais dans l'entreprise. Je sépare les deux. Ce n'est ni une force, ni une faiblesse. Nous n'en parlons tout simplement pas avec mes salariés », affirme-t-il. En revanche, « sur le plan communal, être chef d'entreprise est un plus, surtout lorsqu'on pilote une petite structure. Les gens savent que nous sommes dans la réalité et sont plus enclins à nous faire confiance », observe le maire de Talant. En campagne à Bondoufle, Arnaud Barroux le vérifie, tout particulièrement auprès de ses homologues entrepreneurs. Mais pour Fabien Ruinet, « la gestion d'une entreprise est plus difficile que celle d'une commune. À la mairie je connais les recettes des douze prochains mois. Dans mon entreprise, la visibilité est plus courte ».

Jean-Jacques Marty estime pour sa part que « les communes doivent être gérées comme des entreprises. Un discours souvent taxé de libéral mais il faudra y venir car les subventions, c'est fini ! ». À 60 ans et après trois infarctus, le maire de Saint-Ferriol cède la place pour retrouver un peu de liberté. ■

LES DÉCIDEURS

FRANÇOIS HURSTEL Concerto

François Hurstel, PDG et fondateur de la société d'intelligence économique, de communication stratégique et d'affaires publiques Concerto, très présente en Afrique et au Moyen-Orient, fait entrer le fonds d'investissement Capza à son capital pour accélérer son développement.

YOUSSEF TAGEMOUATI GLS



GLS confie sa direction générale pour la France à Youssef Tagemouati, qui a cofondé en 2015 Tousfacteurs, start-up de la digitalisation du dernier kilomètre, rachetée par GLS en 2022. L'entrepreneur a depuis contribué à la transformation numérique et opérationnelle de la société et s'attellera désormais à accélérer l'innovation.

FRÉDÉRIC BROUSSE Malt

Après vingt ans au sein d'entreprises technologiques américaines, à l'instar de Docusign ou d'Informatica, Frédéric Brousse rallie Malt en tant que directeur général grands comptes EMEA, chargé de piloter la stratégie de croissance auprès des clients stratégiques de la plate-forme pour indépendants, à l'échelle européenne. Cette nomination s'inscrit dans la continuité de celle de Manuel Brachet, aux manettes des revenus.



Un réseau de crèches recrute une ex-DRH d'Auchan et de Casino

À 23 ans, Sandra Hazelart est tombée par hasard sur une annonce du groupe Auchan qui cherchait un directeur de magasin, « un homme disposant d'au moins quinze années d'expérience ». Celle qui rêvait de devenir parachutiste dans sa jeunesse a candidaté, espérant simplement s'initier aux entretiens. L'issue a dépassé ses attentes, elle a décroché le poste. Ce recrutement a signé les prémices d'une idylle avec la distribution, qui dura finalement un quart de siècle, lui inculquant le goût des autres. Une appétence qu'elle nourrit désormais aux commandes du réseau de crèches privées Les Petits Chaperons Rouges. Indécise, elle a suivi un cursus traditionnel de commerce à l'Inseec. Diplômée en 2000, elle a ainsi débuté à la tête d'un supermarché Atac dans le 12^e arrondissement de la capitale. L'équipe comptait 35 salariés, tous plus âgés qu'elle, y compris son adjoint, du haut de ses 65 printemps. « J'ai appris que je n'en saurais jamais davantage que les collaborateurs en première ligne », explique-t-elle. Aussi a-t-elle tenu depuis lors à s'appuyer sur le terrain afin d'élaborer les stratégies. Elle a enchaîné auprès d'un deuxième point de vente, doublant le nombre d'effectifs sous ses ordres, jusqu'à parvenir à 220 personnes, dans la plus grande boutique de l'enseigne, en banlieue parisienne.

Forte de son succès, elle a continué dès 2005 en supervisant l'opérationnel de cette filiale renommée ensuite Simply Market. Au bout de quatre ans, sa hiérarchie avait identifié son engagement en faveur de l'humain, mesurable au niveau de satisfaction élevé de ses subordonnés et des clients, et a souhaité lui confier la DRH de la région Ouest. Cette responsabilité l'a séduite, elle l'a gardé en quittant son employeur historique, rejoignant Casino en 2019.

Elle a endossé cette fonction successivement pour Leader Price, la centrale d'achat du groupe, Franprix, puis la branche Monoprix. Et de relater : « À plusieurs reprises, j'ai été sollicitée dans un contexte de transformation pour aider à embarquer le collectif. » Elle est promue aux manettes des opérations en janvier 2022, ce qui représentait une « évolution naturelle » selon elle.

En 2025, elle a éprouvé l'envie d'explorer de nouveaux horizons, et le milieu de l'enfance l'avait toujours animé, car elle y percevait des similitudes avec son ancienne vie. Elle n'a donc pas hésité à accepter l'offre d'assumer la direction générale de la société de puériculture. Dans un secteur encore traversé par de multiples polémiques, la patronne fraîchement nommée veut revenir aux fondamentaux et attirer des profils dans un métier pénurieux.

MAUD KENIGSWALD

nominations@lefigaro.fr

VICTOIRE DE MARGERIE Dassault Systèmes



Victoire de Margerie, qui dirige les activités de marketing et de communication corporate de Dassault Systèmes* depuis 2018, élargit son périmètre aux environnements de travail à l'échelle mondiale, en accédant au poste de vice-présidente marketing, communication et identité, pour renforcer le capital de marque et la réputation. * « Le Figaro » appartient au groupe Dassault.

MARINE CHARLES Groupe Duval

Le Groupe Duval accueille à la direction générale adjointe Marine Charles, qui officiera en sus comme présidente de Magora, filiale spécialisée dans le tourisme et l'immobilier géré. Dernièrement directrice générale Europe de l'Ouest de B&B Hotels, elle avait exercé par le passé comme DG de Saint-Gobain Weber France et Lapeyre.

MORGAN MALECOTTE Legrand

Aux commandes d'Holcim Belgique depuis décembre 2022, Morgan Malecotte a rejoint le 2 janvier le groupe Legrand comme directeur pour l'Hexagone (3300 collaborateurs). Cet ancien d'Arkema, qui avait supervisé une division d'adhésifs, succède à David Descamps, qui évolue comme DG de Cogelec.

M. K.

Les foncières cotées voient le bout du tunnel

Hervé Rousseau

Après une longue période de vents contraires, elles profitent de la baisse des taux et du redressement des loyers.

Les foncières cotées, ces sociétés qui vivent des loyers de leur patrimoine, ont beaucoup souffert de la remontée des taux d'intérêt entre 2022 et 2024. Auparavant, la pandémie de Covid et le développement du télétravail les avaient déjà pénalisées.

Mais, désormais, le climat semble s'améliorer. Entre juin 2024 et juin 2025, la Banque centrale européenne (BCE) a réalisé la plus importante baisse de ses taux directeurs sur douze mois (hors crise financière de 2008), les ramenant de 4 % à 2 %. De quoi apporter un grand bol d'air au secteur, qui est endetté et dont l'évaluation du patrimoine dépend des taux. En outre, depuis peu, les loyers se redressent car les bureaux et les centres commerciaux bien situés trouvent preneurs sans difficulté. Les loyers perçus par les foncières de la zone euro « ont progressé en moyenne de 3 % au premier semestre 2025 », selon la société de gestion Sofidy. L'actif net réévalué (ANR), principale mesure de la valeur du patrimoine des foncières, qui est fortement corrélé à l'évolution des taux, avait sensiblement reculé entre début 2022 et l'été 2025, particulièrement pour les bureaux (-28 %) mais aussi dans l'immobilier résidentiel (-19 %); il reprend également de la hauteur. Le mouvement est encore timide, avec une hausse de 0,9 % au premier semestre 2025. Mais selon les professionnels, cette tendance devrait se confirmer puis se renforcer.

« La valorisation de l'immobilier coté reste toutefois historiquement faible », constate Laurent Saint Aubin, directeur de la gestion actions chez Sofidy. La décote moyenne boursière des sociétés

foncières européennes sur la valeur de leur patrimoine (ANR) est d'environ 27 %. Pour ce spécialiste, « cette décote s'explique, en partie, par des évaluations du patrimoine parfois trop optimistes. Mais elle est excessive au regard des prix constatés dans l'immobilier physique et elle devrait naturellement finir par se résorber, au moins en partie ». Les multiples de résultats (PE ou « price earning ratio ») sont également au plus bas depuis plus de 20 ans. Ils sont de 15,7 fois pour l'indice européen du secteur, contre une moyenne historique supérieure à 18 fois.

Solides rendements

Un environnement de taux plus favorable permettrait une réduction de cette décote et permettrait au secteur de se redresser plus vivement. « Il se profile aux États-Unis avec l'arrivée d'un nouveau président à la tête de la Fed en mai et pourrait suivre en Europe si la croissance ralentit cette année », explique un analyste.

Cette décote historiquement élevée est d'autant plus surprenante que les foncières sont bien moins endettées qu'il y a une vingtaine d'années et que leur coût de financement s'est considérablement réduit pour tomber à environ 2,5 % aujourd'hui. Les directions financières ont en effet profité de la période de taux planchers (lors de la pandémie et juste après) pour renégocier leurs financements.

Un autre moteur pourrait tirer vers le haut les cours de Bourse. Une directive, devant être transposée en janvier prochain dans les pays de l'Union, va réduire les exigences de fonds propres pour les assureurs face aux investissements en actions (y compris pour les actions de foncières). Ces investissements devront

être couverts à hauteur de 22 %, au lieu de 39 % aujourd'hui. La couverture des investissements en actifs immobiliers non cotés restera en revanche inchangée à 25 %. Les compagnies d'assurances devraient ainsi logiquement réorienter une part de leurs investissements immobiliers vers les foncières. Le cabinet de conseil Milliman estime que ce changement réglementaire pourrait, à terme, fléchir jusqu'à 100 milliards d'euros vers le secteur.

Les foncières sont surtout appréciées pour les solides rendements qu'elles délivrent. Parmi les entreprises cotées, ce sont celles qui distribuent la plus importante part de leurs bénéfices. Leur statut spécifique de « société d'investissement immobilier cotée » (SIIC) leur impose en effet de verser à leurs actionnaires 95 % de leur résultat récurrent et 70 % des plus-values qu'elles réalisent sur les immeubles qu'elles vendent. En contrepartie de ces obligations, les foncières échappent à l'impôt sur les bénéfices et sur les plus-values et c'est l'actionnaire qui supporte la charge fiscale. Elles ne peuvent donc pas entrer dans un PEA, mais constituent une diversification intéressante dans le cadre, par exemple, de l'assurance-vie. Elles parviennent à distribuer à leurs actionnaires en moyenne plus de 80 % de leurs bénéfices, contre environ 50 % pour les sociétés du CAC 40, déjà parmi les plus généreuses d'Europe. Les foncières françaises affichent ainsi des rendements sur dividende de particulièrement attractifs, compris entre un peu plus de 6 % pour Unibail-Rodamco-Westfield (URW) et Klepierre, environ 7 % pour Gecina, Covivo et Altarea, et plus de 9,7 % pour Icade.

Sofidy privilégie aujourd'hui des sociétés à la tête « d'actifs rares avec des bilans solides pouvant réaliser des acquisitions susceptibles de doper les bénéfices ». Un univers dans lequel on retrouve notamment des foncières à la tête de centres commerciaux de premier ordre comme URW (Forum des halles), Klepierre (Val d'Europe) ou le britannique Hammerson (Les Terrasses du port à Marseille) ou encore des sociétés spécialisées dans la santé (maisons de repos et de soins), avec notamment les belges Aedifica et Cofinimmo en cours de rapprochement, ou le britannique PHP. ■

à suivre sur lefigaro.fr/bourse

- Les matières premières et les produits dérivés
- Le crible des sicav et des fonds
- Les cotations en direct sur iPhone

QUESTIONS D'ARGENT

LeParticulier
www.leparticulier.fr

Comment bien déclarer en ligne les dons manuels reçus ?

Depuis le 1^{er} janvier 2026, si vous recevez un don d'un proche, sans passer chez un notaire et souhaitez le déclarer au fisc, il faut le faire en ligne en vous connectant à votre espace personnel sur impots.gouv.fr (Mon espace Finances publiques/rubrique déclarer/déclarer un don). Si des droits de donation sont dus, il faut aussi les payer via cet espace. Les récalcitrants s'exposent à une majoration des droits dus de 0,2 % et en l'absence de droits, à une amende de 60 euros. Dans un premier temps, l'administration fiscale ne devrait toutefois pas appliquer ces sanctions. D'ailleurs, les personnes qui n'ont pas d'accès à internet dans leur résidence principale ou qui ne sont pas en mesure de faire une déclaration en ligne gardent la possibilité d'utiliser la déclaration papier (formulaire Cerfa n° 2735). Et le papier s'impose toujours dans une dizaine d'autres cas.

1 Toutes les sommes reçues sont-elles à déclarer ?

Seuls les dons sont concernés. Ni les pensions alimentaires versées aux enfants étudiants ou dans le besoin ni les présents d'usage n'ont à être déclarés. « Un présent d'usage est un cadeau offert à l'occasion de Noël, d'un événement familial, comme un anniversaire, un mariage, ou pour la réussite à un examen. À condition que sa valeur ne soit pas disproportionnée par rapport au patrimoine de celui qui l'offre, à ses revenus et à son niveau de vie », souligne M^e Florent Delphin, notaire, membre de la Chambre des notaires de Paris. Le fisc refuse d'indiquer une limite précise. Il apprécie au cas au cas, sous le contrôle des juges. « Le cadeau ne doit pas appauvrir celui qui l'offre. Sous cette réserve, un événement exceptionnel peut justifier une valeur un peu élevée », nuance M^e Delphin.

2 Quand est-il exclu de déclarer en ligne ?

La déclaration en ligne est impossible si vous avez bénéficié, du même donateur, de dons datant de moins de 15 ans, déclarés sur papier, avec le paiement de droits de donation. Dans ce cas, il faut télécharger le formulaire Cerfa n° 2735 (sur le site impots.gouv.fr) et l'adresser au service de l'enregistre-

ment de son département. Le Cerfa s'impose aussi à ceux qui vivent à l'étranger, qui doivent l'envoyer à la recette des non-résidents fiscaux de Noisy-le-Grand. Le papier est aussi requis pour les parents qui déclarent les dons de grands-parents ou d'oncles ou tantes à leur enfant mineur. Ils ne peuvent en effet déclarer en ligne, via leur espace personnel, que leurs propres dons à leurs enfants mineurs. Si leur enfant est majeur, c'est à lui de déclarer le don, même s'il est rattaché à leur foyer fiscal. S'il n'a pas d'espace personnel, il faudra le créer.

3 Quels sont les pièges à éviter pour les déclarants ?

Les enfants ou petits-enfants majeurs (ou neveux ou nièces de personnes sans enfants) qui peuvent bénéficier du don familial d'argent exonéré à hauteur de 31 865 euros ont un mois seulement pour le déclarer, en indiquant la somme dans la case « montant de l'exonération au titre 790 G ». Si le donateur a plus de 80 ans, ils n'ont pas droit à ce dispositif : la somme est à porter dans la case « montant de l'abattement au titre du lien familial ». Le don amputera alors l'abattement lié à leur degré de parenté avec le donateur (100 000 euros pour un enfant, 31 865 euros pour un petit-enfant, 7 967 euros pour un neveu ou nièce). Pour ces dons, la déclaration - qui n'est pas toujours obligatoire - peut être effectuée à tout moment.

Pour les dons reçus de parents ou grands-parents mariés sous un régime de communauté de biens, si l'argent ou le bien donné leur est commun, chacun est présumé en avoir donné la moitié. Cela permet de doubler le montant de ces abattements. Bercy recommande d'établir une déclaration par donateur, en portant 50 % du montant reçu dans chacune.

S'il y a des droits de donation à acquitter, leur montant est affiché en fin de déclaration. Le donateur peut les prendre en charge sans que ce soit considéré comme un don supplémentaire (BOI-ENR-DG-50-10-20, § 150). Mais cette option avantageuse n'est pas prévue par l'outil de paiement en ligne. L'administration fiscale, interrogée par nos soins, a précisé que « les modalités de règlement de ces frais entre le donateur et le donataire leur appartiennent », et que « l'impossibilité pour le donateur de régler via son espace particulier ne constituait pas une exception à l'obligation de déclaration en ligne ». Pour contourner cette difficulté, Éric Birotheau, directeur de l'ingénierie patrimoniale de Banque Richelieu France, suggère de virer le montant à payer sur le compte du bénéficiaire du don avec le libellé : « paiement des droits de donation ». ■

L'immobilier coté retrouve des couleurs

Indice Euronext IEIF REIT Europe, en points



Source : Euronext, Bloomberg

LA SÉANCE DU VENDREDI 30 JANVIER

LE CAC											
	JOUE	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12		JOUE	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR
ACCOR	45,86	+1,06	46,11	45,67	0,216	-4,89	L'OREAL	387	-0,28	389,35	385,3
AIR LIQUIDE	157,94	-0,15	158,68	157,18	0,136	-1,45	LEGRAND	135	-0,66	136,6	134,25
AIRBUS	193,4	-0,31	195,02	192	0,125	-2,52	LVNH	546,9	+0,83	551,2	541,9
ARCELORMITTAL SA	45,98	+0,52	46,28	45,1	0,284	+17,63	MICHELIN	31,35	+0,03	31,53	31,21
AXA	38,43	+0,81	38,55	38,19	0,16	-6,18	ORANGE	15,62	+0,35	15,67	15,515
BNP PARIBAS ACT.A	91,2	+1,29	91,2	89,86	0,238	+12,89	PERNOD RICARD	75,08	+1,3	75,74	73,92
BOUYGUES	45,61	+0,42	45,95	45,45	0,318	+2,84	PUBLICIS GROUPE SA	84,2	+1,25	84,2	82,74
BUREAU VERITAS	27,1	+0,37	27,14	26,92	0,131	-0,29	RENAULT	31,88	+0,35	32,04	31,63
CAPGEMINI	131,2	+2,62	132,4	128,3	0,326	-7,77	SAFRAN	301	+0,8	302,4	298,1
CARREFOUR	13,84	-0,5	13,855	13,58	0,33	-2,74	SAINT GOBAIN	83,22	-0,24	83,72	82,74
CREDIT AGRICOLE	18,27	+1,05	18,27	18,105	0,121	+4,1	SANOFI	79,2	+2,75	79,45	76,86
DANONE	65,84	-0,39	66,34	65,28	0,275	-14,25	SCHNEIDER ELECTRIC	242,3	+0,37	244,45	239,75
DASSAULT SYSTEMES	23,22	+1,35	23,67	22,98	0,176	-2,6	SOCIETE GENERALE	73,8	+2,79	73,8	72,3
EIFFAGE	124,95	+0,48	126,15	124,35	0,269	+2,08	STELLANTIS NV	8,287	+2,16	8,287	8,111
ENGIE	25,1	+0,92	25,27	24,79	0,291	+12	STMICROELECTRONICS	23,835	+1,27	24,195	23,63
ESSILORLUXOTTICA	257,9	+1,3	260,7	254,1	0,131	-4,45	THALES	256	+0,04	257,8	253,6
EUROFINS SCIENT.	68,14	+2,93	68,14	65,78	0,224	+9,2	TOTALENERGIES	61,15	+0,54	61,28	60,26
EURONEXT	117,9	-0,42	118,9	117,8	0,25	-7,89	UNIBAIL-RODAMCO-WE	93	+0,76	93	91,8
HERMES INTL	202,9	+0,1	204,5	202,5	0,072	-4,38	VEOLIA ENVIRON.	31,63	+0,22	31,93	31,54
KERING	264,15	+0,55	265,8	262,65	0,149	-12,24	VINCI	121,15	+0,87	121,9	120,4

LES DEVISES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,7001	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,612	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8662	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	9,3067	HKD
JAPON	YEN	183,59	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9157	CHF
ÉTATS-UNIS	DOLLAR	1,1919	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,3683	TND
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	51,8324	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	55,196	EGP
CHINE	YUAN	8,2834	CNY
INDE	ROUPIE	109,5825	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	151,3098	DZD

L'OR

assuré par le Comptoir National de l'Or		
Lingot 1KG	Cours	317,12
Lingot 100g	136 510€	+16,68 %
Lingot 50g	14 765€	+16,17 %
Lingot ONCE (31,10g)	7 440€	+16,43 %
Lingot 10g	4 635€	+25,27 %
Lingot 5g	1 518€	+15,44 %
20Fr NAPOLÉON	763€	+15,61 %
20Fr SUISSE	845€	+18,2 %
	799€	+12,05 %

CRYPTOMONNAIES

Sponsorisée par Bitpanda : https://www.bitpanda.com/fr		
Bitcoin	82 606,13€	-6,42 %
Ethereum	2 707,15€	-9,34 %
BNB	847,035€	-1,68 %
Solana	117,522€	-6,99 %
XRP	2,751€	-6,28 %

LA VALEUR DU JOUR

Le marché salue les résultats d'Adidas

L'équipementier sportif allemand Adidas a enregistré un chiffre d'affaires record en 2025, en hausse de 13 % sur un an, et un résultat opérationnel en augmentation de près de 54 %, selon des résultats préliminaires dévoilés jeudi en fin de journée. La révision à la hausse des perspectives de bénéfices reflète la « dynamique » de la marque ainsi que ses « mesures efficaces » pour atténuer les surcoûts liés aux droits de douane américains, explique Adidas. Le groupe basé à Herzogenaurach, dans le sud de l'Allemagne, publiera le 4 mars ses résultats définitifs 2025 et les prévisions 2026. En attendant, l'action était très entourée à la Bourse de Francfort. Le titre grimpait de 4,54 % en cours de séance, vendredi, après l'annonce de ces chiffres.

Selon les résultats provisoires, le chiffre d'affaires atteint un total record de 24,81 milliards d'euros, contre 23,68 milliards pour 2024, soit une augmentation de 13 % à taux de chan-

ge constants. En incluant le chiffre d'affaires 2024 de la très populaire ligne de baskets du rappeur controversé Yeezy, arrêtée cette année-là, l'augmentation est toujours de 10 %, et ce « malgré des effets de change négatifs de plus de 1 milliard », souligne Adidas. La marge brute de l'entreprise progresse aussi (+0,8 %) « malgré les effets négatifs liés à l'évolution défavorable des devises et à la hausse des droits de douane ». Compte tenu de ses bons résultats, Adidas a annoncé le lancement début février d'un rachat d'actions pouvant aller jusqu'à 1 milliard. Un programme particulièrement généreux pour cette entreprise qui capitalise un peu moins de 27 milliards en Bourse. Le président du directoire du groupe, Björn Gulden, s'est réjoui d'une année 2025 « bien meilleure que ce que nous avions prévu ». L'équipementier regard 2026, « grande année sportive » avec les JO d'hiver et la Coupe du monde de football, avec « confiance ». ■

En rachetant le studio North Road, Mediawan s'ouvre en grand les portes de Hollywood

Caroline Sallé

Allié au premier studio indépendant américain, le groupe français change de dimension.

Mediawan ouvre encore plus en grand la porte de Hollywood. Le groupe de production audiovisuelle français dirigé par Pierre-Antoine Capton est venu confirmer vendredi la rumeur qui courait depuis la mi-janvier, en annonçant le rachat de North Road, premier studio indépendant américain, fondé par Peter Chernin.

Parmi les productions emblématiques de cette société, la franchise *La Planète des singes*, le film *Ford v Ferrari*, la télé-réalité *Love Is Blind*, diffusée sur Netflix, le documentaire *Super/Man : The Christopher Reeve Story*, ou encore la nouvelle série d'Apple TV+, *Chief of War*, portée par l'acteur star Jason Momoa. North Road qui travaille pour les chaînes de télévision comme les grandes plateformes de streaming, planche par ailleurs sur de nombreux projets, à l'instar des séries, *Kennedy* avec Michael Fassbender et *Le Temps de l'innocence*, d'après le roman d'Edith Wharton pour Netflix.

« En dix ans, Mediawan est passé d'un studio indépendant français à l'un des leaders mondiaux de contenus en Europe, s'est félicité Pierre-Antoine Capton. Notre succès se reflète dans la force de nos propriétés intellectuelles et l'ambition de nos productions à venir. » L'intégration de North Road va venir renforcer un peu plus son groupe. Il exploitera à présent près de cent sociétés de production, soit au total plus de 2 milliards d'euros de



« Notre succès se reflète dans la force de nos propriétés intellectuelles et l'ambition de nos productions à venir », précise Pierre-Antoine Capton, président de Mediawan. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

production annuelle dans une quinzaine de pays, dont les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, l'Australie, le Mexique, la Turquie. En somme, ont vanté les deux parties dans un communiqué, ce mariage donne naissance « à l'un des plus grands studios indépendants au monde,

« En dix ans, Mediawan est passé d'un studio indépendant français à l'un des leaders mondiaux de contenus en Europe »

Pierre-Antoine Capton Président et cofondateur de Mediawan

doté de pôles créatifs majeurs sur les cinq continents et couvrant tous les genres, formats et publics ».

Si les États-Unis constituent le premier marché de Mediawan, le groupe, largement soutenu par le fonds américain KKR, conservera son siège social à Paris. « Sa gouvernance et son contrôle français restent inchangés », indique le groupe. North Road, de son côté, a vocation à devenir le pôle nord-américain de Mediawan.

La finalisation de la transaction doit encore être soumise aux approbations réglementaires habituelles. Elle devrait aboutir dans le courant du premier semestre 2026. Si ses conditions n'ont pas été divulguées, des sources proches du dossier, citées par le *New York Times*,

ont confié que l'opération s'effectuera essentiellement en titres. Elle valorise North Road à environ 900 millions de dollars.

Concrètement, les actionnaires, fondateurs et équipes de direction de North Road deviendront des actionnaires minoritaires significatifs de Mediawan. Âgé de 74 ans, Peter Chernin rejoindra le conseil d'administration de Mediawan et occupera le poste de président non exécutif de North Road, société qu'il a cofondée en 2022. Ce grand nom de Hollywood, ex-PDG jusqu'en 2009 de Fox Group, filiale audiovisuelle de News Corp (Murdoch) est, selon le *New York Times*, « l'un des gestionnaires les plus avisés de l'industrie du divertissement ». Il a estimé que son groupe face à des plateformes

« devenues des acheteurs mondiaux », devait lui aussi se globaliser.

Mediawan, qui s'est développé à coups de rachats de sociétés, a fait le même constat depuis longtemps. Ce n'est d'ailleurs pas la première incursion du « frenchie » à Hollywood. En 2022, il avait déjà mis un pied aux États-Unis en prenant le contrôle de Plan B Entertainment, société de production de la star Brad Pitt dont le récent blockbuster à 250 millions de dollars *F1*, a généré plus de 630 millions de dollars au box-office mondial. L'enjeu est bien d'atteindre une taille critique pour pouvoir rivaliser, en tant que producteur indépendant, avec les plus grandes majors sur ces projets d'envergure.

En mars dernier, au moment du rachat de 51 % du capital de See Saw films, l'un des fleurons de la production indépendante en Angleterre et en Australie, Pierre-Antoine Capton considérait que 2025 serait « une année de consolidation en Europe », expliquait-il au *Figaro* avant d'ajouter : « Aux États-Unis aussi, l'industrie évolue rapidement. Mediawan se positionne clairement comme un acquéreur... »

Depuis plusieurs mois, les mouvements de consolidation s'intensifient au sein de l'industrie. Netflix et Paramount se sont lancés dans une bataille d'enchères à coups de milliards pour mettre la main sur Warner. Deux ans après l'échec d'une première tentative, les producteurs Banijay et All3Media réfléchissent de nouveau à une fusion. Le groupe Canal+ a finalisé l'acquisition du géant sud-africain de la télé et du streaming MultiChoice en septembre. En novembre, le groupe audiovisuel britannique ITV annonçait être en « discussions préliminaires » en vue d'une vente de ses chaînes de télévision et de sa plateforme de streaming au Royaume-Uni à son compatriote Sky moyennant 1,8 milliard d'euros (1,6 milliard de livres). Dans ce climat d'accélération généralisée, il ne serait pas étonnant à voir le dossier de la vente du groupe M6 refaire surface. ■

IA : Google étudie une concession aux éditeurs de presse

Amélie Ruhlmann

Un média pourrait exercer son droit d'opposition pour AI Overviews sans être affecté dans son référencement.

Google serait-il prêt à lâcher du lest concernant AI Overviews et AI Mode, ses fonctionnalités qui intègrent l'intelligence artificielle dans le célèbre moteur de recherche ? C'est bel et bien ce que le géant de Mountain View a laissé entrevoir dans une note de blog publiée jeudi sur son site. « Nous étudions actuellement des mises à jour de nos outils de contrôle afin de permettre aux sites de désactiver spécifiquement les fonctionnalités d'IA générative de la recherche », indique la société. Notre objectif est de préserver l'utilité de la recherche pour les personnes souhaitant obtenir rapidement des informations, tout en fournissant aux sites web les outils nécessaires à la gestion de leur contenu. »

Le groupe agit sous la pression de la CMA, l'autorité de la concurrence britannique, qui, mercredi, a enjoint à Google de proposer aux éditeurs davantage de choix et de transparence quant à l'utilisation de leurs contenus dans le cadre de son service AI Overviews. Lancée en 2024 et disponible dans plus de deux cents pays (mais pas encore en France), cette fonctionnalité intégrée à Google

Search répond à certaines requêtes en proposant des résumés explicatifs avant les liens bleus classiques qui renvoient vers les sites des éditeurs. Pour élaborer ces synthèses, Gemini, l'IA maison de Google, brasse le contenu de milliers de pages web indexées dans le moteur de recherche.

Il est, jusqu'ici, périlleux pour les éditeurs de s'y opposer. En effet, Google établit une distinction claire entre son modèle d'intelligence artificielle Gemini et les fonctionnalités AI Overviews et AI Mode. Les éditeurs peuvent interdire l'utilisation de leurs contenus pour entraîner le modèle de langage Gemini sans que cela n'affecte leur référencement. En revanche, AI Overviews et AI Mode sont considérées comme partie intégrante du moteur de recherche. Par conséquent, si un éditeur souhaite que ses articles restent indexés sur Google, il doit accepter que ses contenus en accès libre soient analysés par l'IA pour générer ces résumés.

En théorie, les médias ont donc bien la possibilité de faire valoir un « opt-out » (droit d'opposition), mais, ce faisant, ils

sont contraints de renoncer à leur présence sur le search. Ce qui revient à sacrifier une grande partie de leur trafic. C'est cette absence effective d'alternative que dénonce depuis plusieurs mois la News Media Association, une coalition d'éditeurs de presse britanniques, et que

« Notre objectif est de préserver l'utilité de la recherche pour les personnes souhaitant obtenir rapidement des informations, tout en fournissant aux sites web les outils nécessaires à la gestion de leur contenu »

Google

le gendarme de la concurrence a reprochée à son tour à Google mercredi. Pour la CMA, les éditeurs n'ont aujourd'hui « pas de choix suffisant », en ce qui concerne l'utilisation de leur contenu et pas d'autres « options réalistes que celle

d'accepter que leur contenu soit crawlé (exploré) » par l'IA de Google, en raison de la position dominante de l'acteur sur la recherche en ligne.

Pour la première fois, Google semble ouvrir la porte à un mécanisme d'« opt-out » concernant les deux services. Mais la note reste imprécise concernant la mise en œuvre concrète d'une telle mesure. Il faudra sans doute attendre plusieurs semaines avant que la société ne précise ses intentions. Reste une certitude : l'état juridique se resserre autour de Google. En décembre 2025, la Commission européenne a ouvert une enquête pour abus de position dominante à l'encontre de Google, portant notamment sur ses services d'IA liés à la recherche. Et en Europe comme aux États-Unis, la fronde des médias s'intensifie. Ces derniers accusent AI Overviews et AI Mode de faire chuter le trafic vers leur site web, et donc in fine, leurs revenus publicitaires.

Dans son rapport « Trends and Predictions 2026 », l'institut Reuters cite des données indiquant que le trafic Google issu de la recherche organique vers

2500 sites a diminué d'un tiers à l'échelle mondiale entre novembre 2024 et novembre 2025, ce qui pourrait coïncider avec l'arrivée d'AI Overviews. Mais précise que « la part de cette baisse imputable aux synthèses IA reste incertaine ». Google, de son côté, dément un tel impact de ses fonctionnalités sur le trafic des éditeurs de presse, rappelant que les aperçus ne se déclenchent pas pour toutes les requêtes, et très peu pour celles liées à l'actualité. En juillet, le géant assurait que sa priorité restait « de rediriger des milliards de clics vers des sites web chaque jour ».

La concertation ouverte par la CMA prendra fin le 25 février, période à l'issue de laquelle l'autorité devrait prendre des mesures à l'encontre de Google. Les éditeurs de presse français suivent de près cette procédure. Les fonctionnalités AI Overviews et AI Mode ne sont toujours pas lancées en France et aucune date n'est avancée par Google, ce dernier faisant valoir une « incertitude juridique ». Le pas en avant consenti par l'américain pourrait toutefois contribuer à dénouer la situation. ■



Marketing digital à l'heure de l'IA

Développez vos compétences, votre réseau et votre employabilité !

Formation certifiante éligible au CPF

<https://formation.ccmbenchmark.com/formation/marketing-digital>



LE FIGARO et vous



DISPARITION
DANIEL CATHIARD,
L'HOMME TRANQUILLE
DE CHÂTEAU SMITH HAUT LAFITTE
PAGE 31



ART
LA FABULEUSE COLLECTION
DE DESSINS DU CENTRE POMPIDOU
EXPOSÉE AU GRAND PALAIS
PAGE 32

Brillat-Savarin, un héritage gastronomique sous-estimé

Deux cents ans
après sa disparition, l'auteur
de la « Physiologie du goût »
reste adulé par les connaisseurs,
mais ignoré par une jeune
génération de chefs
et de critiques. **PAGE 30**



Portrait de Jean Anthelme Brillat-Savarin
par Bertall (gravure, 1840).



Le coup de foudre du chef israélien Lahav Shani pour l'Orchestre philharmonique de Munich

PAGE 34

Pour Christophe Gleizes, des chansons et de la détermination

Benjamin Puech

Mille deux cents personnes se sont rassemblées, jeudi soir, au Bataclan, afin d'exiger la libération du journaliste détenu en Algérie.

Rôle d'anniversaire. Lundi, Christophe Gleizes fêtera ses 37 ans dans une prison de Tizi Ouzou, en Algérie, où il patiente depuis sept mois. On lui reproche d'avoir interrogé des sportifs kabyles, persona non grata dans le pays. Des soutiens des médias, du football et de la musique lui ont réservé une fête en son absence. Une soirée de solidarité organisée jeudi soir au Bataclan, à Paris, par Reporters sans frontières, afin de lui adres-

ser « quelques mots d'amour », pour citer une chanson qui a retenti à plein volume.

Sa mère, Sylvie Godard, s'avance sur scène et multiplie les remerciements. À tous ceux qui, depuis la première arrestation, en mai 2024, livrent bataille. Mère d'un enfant emprisonné, ce n'est pas un métier. « Le plus dur reste l'imprévisibilité », confiait Francis Godard un peu plus tôt. Au micro, le beau-père se fait mordant : « Christophe est arrivé armé jusqu'aux dents en Algérie :

un vieil ordinateur et un crayon mal taillé. Il a pu apparaître comme un élément dangereux. » Christophe Gleizes remplit presque le Bataclan. Face aux 1200 proches, confrères ou anonymes, chacun exprime sa solidarité à sa manière. Et dans sa tessiture. Alex Beaupain entonne des romances avec le sourire. L'artiste pop électro Mathilda fait trainer des chansons d'amour. Jeanne Cherhal reprend le tube Diego, afin d'exprimer sa « certitude qu'il sortira

de prison ». Derrière sa fenêtre, peut-être s'endort-il. Christophe compte « rattraper le temps perdu », assure sa mère. Oui, mais quand ?

Grâce présidentielle demandée

Franck Annese, le patron du groupe So Press, son employeur, exige « que des gens haut placés se mobilisent vraiment ». En voici sur scène. L'ancien joueur Vikash Dhorasoo, Amélie Oudéa-Castéra, présidente du Comité

national olympique et sportif français, et Philippe Diallo, patron de la Fédération française de football. Ils souhaitent voir les vedettes du ballon rond rompre le silence. Cet appel pourrait sans doute être étendu aux artistes. Benjamin Biolay, apprend-on, serait venu s'il n'était en tournée.

RSF compte sur la perspective de la Coupe du monde. L'Algérie pourrait-elle s'avancer sur la pelouse en maintenant dans ses geôles un journaliste sportif ? Le président Tebboune dispose sur

son bureau d'une demande de grâce, déposée après la confirmation, fin 2025, de la condamnation à sept ans de réclusion. Le jeune homme s'est aussi pourvu en cassation. Tous les soutiens seraient bons, et même une visite au prisonnier par Ségolène Royal, que Sylvie Godard ne voit pas d'un mauvais œil. Au cours de la soirée, la mère se glisse au milieu de la foule et scrute cette mobilisation joyeuse. Comme seules les familles savent l'être en de graves circonstances. ■



Jean-Anthelme Brillat-Savarin ouvre sa *Physiologie du goût* (1826) avec vingt aphorismes inspirés - quatre d'entre eux sont ici illustrés dans les années 1950.

Comment Brillat-Savarin inventa la gastronomie

Emmanuel Rubin

Deux siècles après sa mort, l'auteur de la «*Physiologie du goût*» n'est pas passé de mode. Bon nombre de ses méditations brillent par leur actualité.

L'anniversaire risque d'être discret. Celui d'un personnage qui, à sa drôle de façon, participa de l'esprit français mais dont nos esprits semblent aujourd'hui avoir moins le goût. Le goût, ce fut d'ailleurs la grande et belle aventure de Jean-Anthelme Brillat-Savarin. Sans lui promettre un prochain Panthéon, on est en droit de se demander qui en a désormais le souvenir. C'était il y a deux cents ans, le 2 février 1826, sous la France de la Restauration. Charles X est roi, un certain *Figaro* imprime ses premières feuilles et Brillat-Savarin s'efface, à Paris, d'une mauvaise pneumonie. S'y ajoute sûrement la saveur amère d'une vacherie posthume. Sorti des presses quelques jours plus tôt chez Auguste Sautelet, en deux volumes et sans mention de l'auteur, son ultime ouvrage, *Physiologie du goût*, n'est pas encore diffusé. Brillat s'éteint sans même croiser cette œuvre à laquelle il aura accordé près de vingt années d'écriture et de réflexion patientes. Sur l'air hautain du «*Que voulez-vous que nous fassions de cela ?*», ses légataires universels cèdent leurs droits à l'éditeur pour quelque 1 500 francs. Brillat repose au cimetière du Père-Lachaise, l'œuvre de sa vie semble déjà enterrée.

Sa vie ? Peut-être de celles dont on pourrait faire un roman. Sûrement celle d'un enfant de cette fin de siècle où les Lumières s'empressent à faire révolution. Fils de Belley, petit bourg de cette province du Bugey où le Rhône coule sa frontière entre France et Savoie, Jean-Anthelme est l'aîné d'une famille appartenant à cette bourgeoisie dite de robe où la magistrature offre un semblant d'aristocratie. L'*Encyclopédie* de Diderot, d'Alembert et Jaucourt s'écrit déjà depuis quatre ans lorsqu'il voit le jour en 1755. On en devine l'influence dans une éducation qui impressionne. Latin, grec, anglais, allemand, espagnol, le chant et le violon pour lequel il montre de savantes dispositions, un peu de chimie, pas mal de médecine et beaucoup de droit. À 20 ans à Dijon pour devenir avocat; à 25, de retour dans son cher Belley pour y exercer le métier avant d'en devenir le maire. Arrivent les vents révolutionnaires. Comme il se doit : d'abord porteurs, bientôt contraires. Brillat, député du tiers état aux États généraux, à la Constituante et à l'Assemblée nationale de 1789. La carrure du bonhomme est forte, la stature plus discrète, vaguement remarquée pour un discours en faveur de la peine de mort, en opposition à un certain Robespierre. Mauvaise affaire. Il est Girondin, les Montagnards de Maximilien triomphent bientôt. Destitué en 1792, vaguement réhabilité, Brillat

préfère quitter le pays. Moins émigré qu'en exil. La Suisse et Lausanne, où les délicieux instants passés à la table de l'*Hôtel du Lion d'Argent* ne seront pas sans influence dans la suite des événements, l'Angleterre et Londres, les Pays-Bas et surtout le Nouveau Monde des États-Unis, Philadelphie, Hartford, New York où, pour survivre, il devient premier violon au théâtre de la ville. De retour au pays quatre ans plus tard. De retour à la robe. Magistrat sous le Directoire, une Légion d'honneur accordée par Napoléon et un confortable poste de conseiller à la Cour de cassation sous l'Empire et jusqu'à ce funeste 2 février. Mort d'un magistrat, naissance d'un auteur.

Car contre toute attente, la *Physiologie du goût* affole bientôt les esprits autant que les appétits. Avouons là même un authentique best-seller qui voit, dans sa réédition de 1838, le grand Balzac en signer la préface. Et si le titre paraît aujourd'hui sérieux, précieux, si ce n'est pompeux, il est à la mode de l'époque qui voit, avec plus ou moins de bonheur, fleurir aux vitrines des libraires des «*physiologies*» de ceci ou de cela. Son architecture également curieuse. Du moins hybride. Un mélange de mémoire personnelle et de manifeste averti, un croisement de choses vues, vécues et surtout goûtées en même temps qu'un précis de réflexions nettement plus aiguës, des di-

gressions permanentes courant à chaque chapitre et, aux premières pages pourtant, vingt aphorismes inspirés qui en feront la postérité dont ce désormais fameux «*Les animaux se repaissent; l'homme mange; l'homme d'esprit seul sait manger*» auquel fait écho le non moins célèbre «*Dis-moi ce que tu manges, je te dirai ce que tu es*».

Dans la présentation qu'il lui accorde, en 1982, Jean-François Revel, philosophe, héritier physiologue et auteur de l'éclairant *Un festin en paroles*, se plaît à qualifier l'ouvrage du côté de ce ton héroïque qui, aux heures de Brillat-Savarin, s'accordait à traiter le propos choisi avec gaieté, modestie et amabilité. À son endroit, on pourra toujours convoquer la conjuration du flacon et de l'ivresse. Le style est de son temps, flatteur à régaler ses contemporains, désormais plus délicat, sûrement désuet à balancer entre le docte et le délicieux. Et pourtant, en 1826, Brillat-Savarin s'invite au fond, installe la force d'un inédit. Au fil de quatre cents pages, il est le premier à questionner la cuisine et les saveurs, la table et son ordonnance, la casserole et la commensalité, les choses de l'appétit, la question du goût. Avant lui, pas même Épicure, nettement plus moraliste que penseur d'un véritable hédonisme. À peine Rabelais, en vérité, moins porté à phosphorer les affaires de gueule qu'à forger une forte langue. Brillat creuse,

lui, une formidable intuition. L'assiette est miroir de l'homme autant que de la société. Avec lui, les Lumières, la Révolution, la philosophie triomphante et l'encyclopédie florissante s'empres- sent soudain à la question alimentaire. Qu'est-ce que se nourrir ? Sa *Physiologie* n'est pas un livre de recettes (elles y sont rares) mais l'effraction d'un discours soudain à l'estomac. Et si le mot venait à peine d'être tiré du grec et ne lui appartient pas, il en est bien le prophète et le précurseur. Brillat-Savarin invente la gastronomie. Il débarrasse le

« Le livre de Brillat-Savarin est de bout en bout le livre du proprement humain, car c'est le désir (en ce qu'il se parle) qui distingue l'homme »

Roland Barthes
Philosophe et essayiste

gourmand du sentiment de culpabilisation et l'éloigne du glouton en justifiant le penchant comme une sociabilité universelle, un moteur économique puissant, un catalyseur social stimulant le commerce, l'agriculture, l'élevage. Plus loin, il ose une réconciliation de la raison et de l'exercice gastronomique. Dans l'optique révolutionnaire bourgeoise qui reste la sienne, l'homme vé-

ritable et accompli, c'est l'homme cultivé qui se retrouve dans l'état du bonheur individuel lorsqu'il aspire au bien-être social. Les plaisirs de la bouche, pour ne pas être pervers, sont en réalité plaisirs de la table, de l'échange, du lieu et du lien social. Et Brillat de s'enhardir à accorder la gastronomie comme «*transcendante*», fille d'anatomie, de chimie, d'histoire, de géographie, d'esthétique, d'éthique et de méditation.

Peu lui importe d'ailleurs le cuisinier qu'il classe ailleurs. Celui-là est au gastronome ce que le technicien est au sage et le faiseur de recettes au penseur. La gastronomie est ce qui éduque le goût et, par là même, sépare l'instinct de l'intelligence, l'animal du civilisé, transmute une nécessité basement matérielle en fête des sens et de l'esprit, voire en vertu nationale. C'est dans cette approche qu'il faut comprendre Brillat lorsqu'il affirme que «*la découverte d'un mets nouveau fait plus pour le bonheur du genre humain que la découverte d'une étoile*». Parfois anecdotiques à théoriser la friture, parfois subversives à estimer l'influence de la gourmandise sur le bonheur conjugal, les trente méditations de la *Physiologie* brillent surtout par le vertige qu'elles installent. Brillat pose le restaurant alors naissant en bien existentiel, interroge la maigreur et l'obésité, la question du jeûne comme l'idée de la diète. Roland Barthes ne s'y trompera pas, qui en fera une lecture éclairante, rappelant que l'ouvrage «*est de bout en bout le livre du proprement humain, car c'est le désir (en ce qu'il se parle) qui distingue l'homme*». Nos années 2020, partagées, pour ne pas dire déchirées, entre mal bouffe, nourritures fébriles, souverainisme alimentaire et passion retrouvée pour la chose culinaire, seraient bien inspirées de retrouver le goût du brillant Savarin. ■

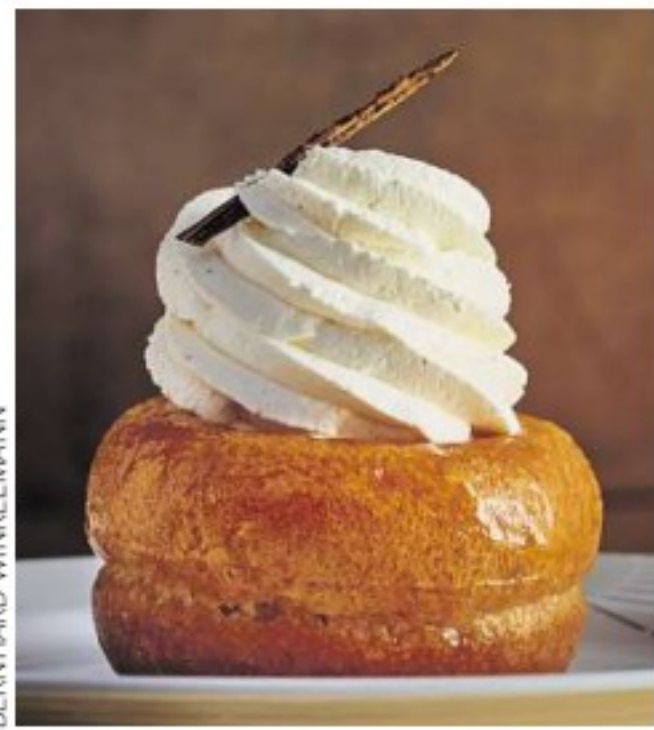
À lire : «*Brillat-Savarin. Le gastronome transcendant*», de Jean-Robert Pitte (Éditions Tallandier).

Fromage et dessert

Il fallait bien quelques nourritures terrestres pour soutenir la postérité gourmande du «*gastronome transcendant*». Sans relever du menu majuscule, un produit et une recette lui rendent ainsi un hommage très à la française, entre fromage et dessert. Le premier est un triple crème (à l'origine double crème moussée) créé en 1890 du côté de Forges-les-Eaux (Seine-Maritime) par la maison Dubuc sous l'appellation Excelsior. Dans les années 1930, le célèbre affineur parisien Henri Androuët

le commercialise en lui ajoutant la surmarque Brillat-Savarin, sous laquelle le fromage trouvera le succès. Aujourd'hui fabriquée en Bourgogne, cette pâte molle à croûte fleurie, douce et facile au palais, bénéficie d'une Indication géographique protégée accordée en 2017 par la Commission européenne. Le second est le fameux gâteau Savarin (photo) imaginé, en 1845, par le cadet des frères Julien, pâtisseries établis à Paris, dans le quartier de la Bourse. Soucieux de revisiter le baba déjà très en vogue,

l'artisan coule une pâte à baba (sans raisins secs) dans un moule en forme de couronne qu'il imbibe, après cuisson, d'un sirop alors secret mais ivre de kirsch, de marasquin et d'anisette. Brevetée, la composition n'en sera pas moins copieusement copiée, souvent garnie de chantilly ou de crème pâtissière. Alexandre Dumas la reprend dans son *Petit dictionnaire de cuisine* avant que les becs sucrés du monde entier ne l'installent définitivement parmi les grands classiques de la pâtisserie.



BERNHARD WINKELMANN

DANIEL CATHIARD

L'homme tranquille

Pour rencontrer Daniel Cathiard, ces dernières années, le plus sûr était de se promener dans les vignes de Château Smith Haut Lafitte tôt le matin. C'est sur ces sentiers qu'on le croisait, à pied ou à bicyclette, accompagné de ses chiens. C'est durant cette promenade matinale qu'il disait réfléchir à la stratégie de son entreprise. Et sans doute à mille autres choses. Daniel Cathiard a quitté ce monde dans la nuit de mercredi à jeudi, des suites d'une maladie dépitée récemment. En guise d'épithète, un autre que lui, avec le même destin aurait pu oser : « *Il a réussi tout ce qu'il a entrepris. Et un peu plus encore.* » Mais ce n'était pas du tout son genre. L'homme se gardait bien d'évoquer ses succès. Daniel Cathiard s'exprimait avec mesure et sagesse. Ses gestes sûrs et précis, ses pas assurés trahissaient une grande énergie contenue. C'était un homme tranquille, simple et aimable.

À peine sorti de l'adolescence, le Grenoblois se lance dans le ski de compétition. Il intègre l'équipe de France de ski, époque Jean-Claude Killy. Mais il ne participe pas aux Jeux olympiques de Grenoble, en 1968. Un an plus tôt, son père décède. À 23 ans, il raccroche les skis et reprend les supérettes familiales Genty-Cathiard. Son père, converti aux méthodes de vente nord-américaines avant l'heure, dispose d'un petit réseau que Daniel Cathiard va faire prospérer. Puis le petit-fils de marchand de vin

Stéphane Reynaud

Le propriétaire de Château Smith Haut Lafitte est mort dans la nuit de mercredi à jeudi, à l'âge de 81 ans. Skieur de haut niveau, entrepreneur à succès, il dirigeait depuis trente-cinq ans, avec son épouse Florence, ce fleuron de l'appellation Pessac-Léognan.

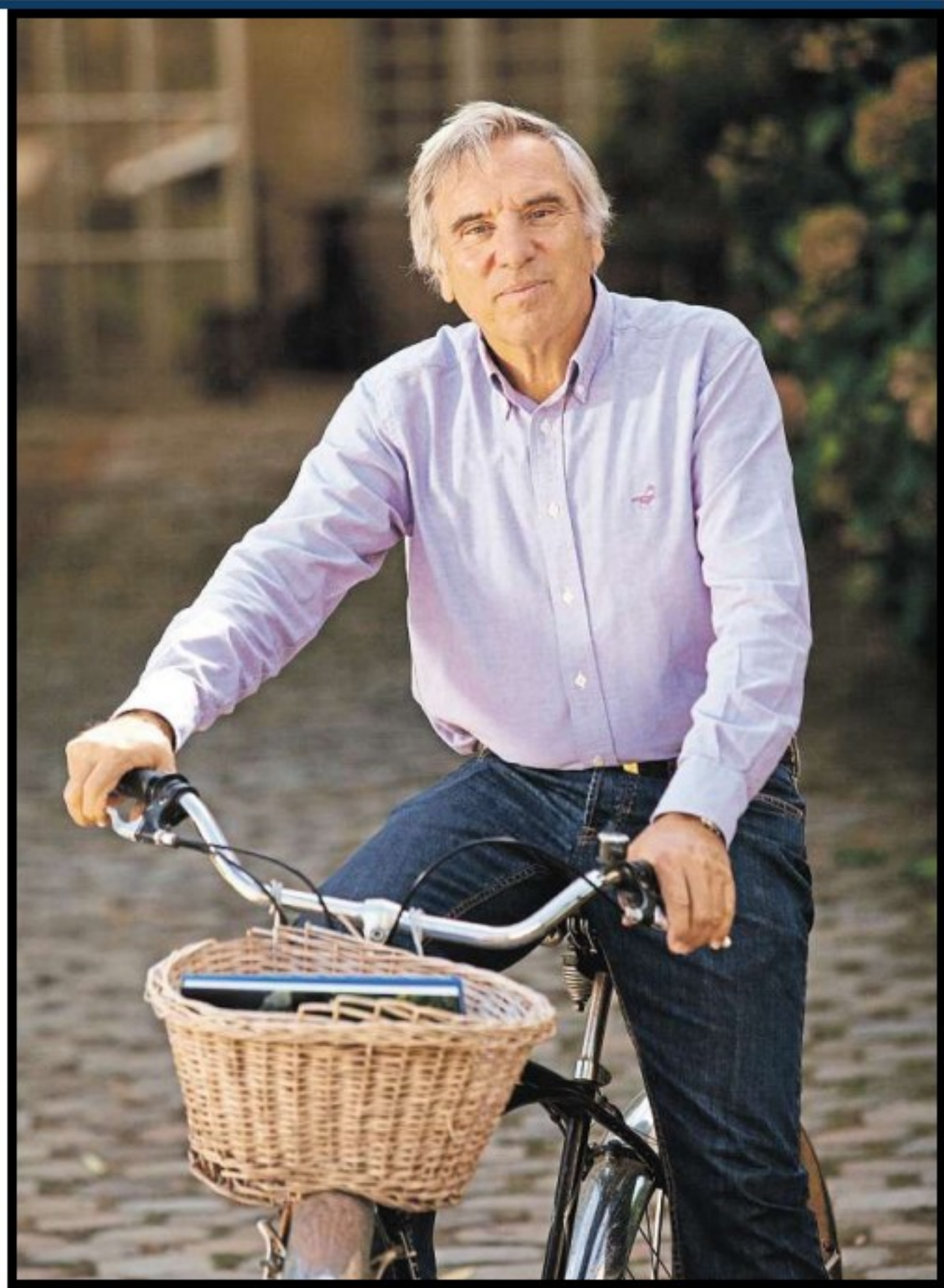
d'Uriage-les-Bains développe la chaîne Go Sport, les supermarchés de l'équipement sportif. Durant ses années ski, il a rencontré une jeune femme aussi sportive et volontaire que lui. Celle qui va vite devenir Florence Cathiard est issue d'un milieu de professeurs agrégés concernés avant l'heure par la cause environnementale. Ils vont former un formidable duo. Lui multiplie les réussites dans la grande distribution

pendant qu'elle fait carrière dans la communication, avec sa propre agence puis au sein de l'agence McCann.

En 1990, le duo investit dans le monde du vin avec l'achat de Château Smith Haut Lafitte, en appellation Pessac-Léognan. Ils vont faire de ce domaine viticole oublié, qui appartenait à un Américain, organisateur de matchs de boxe, une des pépites de Bordeaux. Il ne s'agit peut-être pas du plus grand terroir des Graves, mais avec le binôme Cathiard à sa tête, c'est un de ceux qui vont le plus prendre la lumière. Les résultats sont à la hauteur des investissements réalisés. Dans ce domaine entouré de forêt, le couple ne lésine pas sur les moyens, dans les vignes d'abord, puis dans les chais. Il dirige l'affaire d'une main de maître. En matière de communication, son épouse excelle. Lui fait visiter les caves au chanteur Bono, dont il est fan de la musique, et se lie d'amitié avec ce dernier.

Précurseur de la viticulture bio

Précurseurs de la viticulture bio, puis de la biodynamie, champions de l'œnotourisme avant les autres, Daniel et Florence Cathiard donnent le ton. Leur business décolle quand le critique américain Robert Parker attribue un 20/20 à leur millésime 2009 - qui restera le vin préféré de Daniel. Le prix de la bouteille va s'envoler. Depuis, avec la mauvaise passe traversée par le secteur, il avait revu ses prix à la baisse. Mais la gamme continuait de séduire les



CHATEAU SMITH HAUT LAFITTE

Daniel Cathiard, chez lui, à Martillac.

amateurs, avec une variété tant organoleptique que tarifaire, en rouge comme en blanc, du Château Le Thil au grand vin en passant par Les Hauts de Smith et le petit Smith Haut Lafitte. En 2024, le petit monde bordelais est abasourdi quand Château Smith Haut Lafitte accueille le roi Charles III. C'est le coup du siècle. Les images du souverain déambulant aux côtés de Daniel et Florence Cathiard dans la propriété magnifique, entre tourelles de contes de fées, jets d'eau contemporains et œuvres d'art, sont diffusées dans le monde entier. Un accomplissement. « *Nous n'avons rien demandé. Mais la fibre environnementale du roi Charles III a sans doute contribué à cette visite* », nous racontait Daniel Cathiard en décembre dernier.

Il n'est pas pour autant question pour lui de prendre les habits de l'aristocrate anglais. Il est déjà ailleurs. Son nouveau défi est situé à Rutherford, dans la Napa Valley californienne. Là-bas, avec Florence, il va construire le domaine Cathiard Vineyard, une gamme de vin, un chai superbe où le monde entier s'arrête pour goûter ses crus. Et puis, dans cette Californie où on peut encore être pionnier, il a trouvé de nouveaux sentiers de promenades. « *L'endroit est magnifique, la forêt est sublime,*

j'ai pris l'habitude de m'y balader seul jusqu'au moment où j'ai compris que l'endroit pouvait être dangereux. » Un soir, il tombe nez à nez avec un puma, un des plus redoutables prédateurs de la région. « *Nous nous sommes regardés pendant de longues secondes et puis le fauve a rebroussé chemin et a disparu dans la végétation. J'ai eu une belle frousse. Depuis je me promène avec une bombe aérosol à poivre. On ne sait jamais. La caméra de surveillance de la propriété a filmé un ours...* » Il s'amusait beaucoup là-bas.

À Bordeaux, la réussite d'une entreprise viticole se mesure sur le long terme. Désireux de réussir leur transmission, Daniel et Florence Cathiard ont annoncé début janvier 2026 un changement de gouvernance. Florence Cathiard a rejoint son mari à la présidence du conseil de surveillance de Château Smith Haut Lafitte et Cathiard Vineyard. Leurs deux filles, Mathilde Thomas et Alice Tourbier, par ailleurs créatrice de la marque de cosmétiques Caudalie et fondatrice de la collection d'hôtels Les Sources, ont été nommées à la présidence du directoire. Daniel Cathiard avait cinq petits-enfants. Toute la famille se retrouvait deux fois chaque année, à Noël et pour son anniversaire, le 27 avril. ■



Les propriétaires de 50 grands crus de Bordeaux, au Grand Palais, lors du bicentenaire. FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

Les grands crus classés de 1855 à l'honneur pour les 200 ans du « Figaro »

Stéphane Reynaud

Le 15 janvier dernier, au Grand Palais, les propriétaires des châteaux du Médoc et de Sauternes fêtaient le bicentenaire du journal.

En 1826 naît *Le Figaro*. En 1855, le classement des grands crus classés voit le jour. L'avènement du quotidien est issu de la rencontre de deux jeunes audacieux, Maurice Alhoy et Étienne Arago. La naissance de l'institution bordelaise est liée à la volonté de Napoléon III. Soucieux de présenter à l'Exposition universelle de Paris le meilleur du terroir français, l'Empereur demande des classements aux différents vignobles. Les propriétaires bordelais vont le réaliser en quinze jours. Le secret de cette rapidité : les courtiers sélectionnent les crus qui se sont le mieux vendus durant les décennies passées et les répartissent en cinq divisions. « *Créer un classement de produits agroalimentaires à une époque où presque personne n'avait l'eau courante était une idée de génie* », explique Philippe Castéja, président du Conseil des grands crus. Le classement de 1855 va survivre au phylloxéra, aux deux guerres mondiales, aux krachs économiques... Aujourd'hui, il représente environ 3 000 emplois et un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard d'euros. « *Nous som-*

mes à la fois l'institution la plus ancienne de Bordeaux et la locomotive de ses vins et nous restons ceux avec qui tous les vignerons du monde veulent se comparer lors de dégustations à l'aveugle. »

De belles perspectives

La force de l'organisation n'est plus à démontrer. « *C'est le Conseil des grands crus classés de 1855 qui a ouvert le marché chinois à la fin des années 1990, avec le boom économique qui a suivi, de 2008 à 2010. Les crus classés ont aussi joué un rôle clé à Hongkong pour la mise en place d'une détaxe à l'importation. Le produit que nous portons et nos carnets d'adresses nous donnent un pouvoir de lobbying important. En décembre dernier, nous nous sommes rendus à New Delhi pour y organiser des dégustations. L'accord commercial qui vient d'être signé entre l'Inde et l'Union européenne va permettre de baisser de 25 % à 50 % des taxes sur les vins qui s'élèvent aujourd'hui à 150 %. Nous parlons d'un marché de 300 millions de personnes.* » L'accord avec le Mercosur ouvre lui aussi de belles perspectives aux châteaux, notamment avec le

Brésil. Plus discrètement, le continent africain devient important, « *en particulier le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Kenya, l'Afrique du Sud... Sans oublier le Moyen-Orient, avec Dubaï et Abu Dhabi.* »

La préparation de l'avenir n'est pas seulement commerciale puisque l'association développe des programmes spécifiques de formation. Le Conseil des grands crus classés a noué des liens forts avec la section sommelière du lycée hôtelier de Talence (33), avec le concours de meilleur sommelier du Japon, le concours d'accords mets-vins de l'école de cuisine Ferrandi. Il anime des conférences, des dégustations. Le conseil multiplie encore les partenariats avec les écoles hôtelières comme celle de Lausanne, avec l'université nord-américaine Cornell et une dizaine d'autres institutions. Tout en recevant dans les propriétés du Médoc, chaque année, plusieurs dizaines d'étudiants de l'Institut britannique des Masters of Wine. Lors de la soirée du bicentenaire du *Figaro*, plus de mille invités sont à leur tour tombés sous le charme de ces grands vins. ■ S.R.

HÔTEL DES VENTES DE MONTE-CARLO
FRANCK BAILLE
HVMC
CHANTAL BEAUVOIS

ART MODERNE, CONTEMPORAIN & DESIGN
MERCREDI 4 FÉVRIER 2026 À 14H30

FERNAND LÉGER (1881-1955)
Objets contrastés sur fond bleu, 1932
Huile sur toile
Signée et datée « FLEGER 32 » en bas à droite
Contresignée, tirée et datée au revers
60 x 91,5 cm
COLLECTION PRIVEE MONACO

VENTE EN LIGNE SUR
Drouot
invaluable
INTERENCHÈRES

EXPERT BARBARA DEMBINSKI
CABINET A. BEAUVOIS
85 BD MALESHERBES - PARIS 8^e
00 33 (0) 1 53 04 90 74
BARBARA@BEAUVOIS.INFO

CONTACT
BÉATRICE PONZIO
BPONZIO@HVMC.COM
+377 93 25 54 70

10 - 12 - 14 QUAI ANTOINE 1^{ER} - 98000 MONACO - WWW.HVMC.COM



DAVID WOOD KNEEV CENTRE BOMDIPOLI MINAMACCHHIA INDEVI ALIPANSINIK CRANDOWAL ASDMIN LILIC CASTEL CENTRE BOMDIPOLI CENTRE BOMDIPOLI MINAMACCHHIA IDB MICEAT/ DIST CRANDOWAL ASDMIN

Ça t'a plu ?, de Jean-Claude Silbermann. Cette œuvre de 2014 de l'artiste qui, à 91 ans, continue à peindre, est proposée au prix de 28 000 € (Galerie Sator).

Au nord d'Athènes, l'État grec met la mémoire royale à l'épreuve

Alexia Kefalas Athènes (Grèce)

À Tatoï, une partie de l'ancien domaine royal va être mise en concession par l'État. Certains craignent une dérive mercantile.

L'annonce a été discrète, noyée dans l'effervescence des fêtes de fin d'année. Elle est pourtant lourde de sens. Fin 2025, le ministère grec de la Culture, associé au Fonds de développement des actifs publics, a lancé un appel d'offres international pour la concession, sur soixante-cinq ans, de certains bâtiments du domaine royal de Tatoï, vaste mer de verdure aux confins nord d'Athènes. Les candidats avaient jusqu'au 26 janvier pour se manifester. Une date administrative qui résonne comme un jalon symbolique dans l'histoire tourmentée de la Grèce contemporaine.

Tatoï est en effet indissociable de la monarchie hellène. Acquis en 1872 par le roi Georges I^{er} de Grèce, le domaine devint la résidence d'été de la famille royale, un refuge ombragé où l'on fuyait les étés écrasants de la capitale. « *Telle une Arcadie royale aux portes de la capitale, on y chassait, on s'y promenait à cheval, on cultivait une image de sobriété. Georges I^{er} aimait y jardiner et ses successeurs ont aussi cultivé cette simplicité* », explique Kostas Stamatopoulos,



Avant son lent déclin de plus de cinquante ans, le domaine, acquis en 1872 par le roi Georges I^{er} de Grèce, était la résidence d'été de la famille royale. ALAMY/ABACA

docteur en histoire byzantine à la Sorbonne, spécialiste de l'hellénisme ottoman et de la royauté, consulté dans le cadre du projet de modernisation de Tatoï.

Le jeune Constantin II de Grèce, y passa de longs étés, avant que l'histoire ne s'invite brutalement. C'est depuis

Tatoï que la famille royale quitte précipitamment le pays, en décembre 1967, après l'échec du contre-coup d'État face à la junte des colonels. Quand, en 1974, la monarchie est abolie, le domaine entre dans un lent purgatoire. Livré à l'abandon, Tatoï retrouve une charge émotionnelle singulière, lorsque

Constantin II, dernier roi de Grèce, mort le 10 janvier 2023, y est inhumé. Le cimetière royal, discret et ombragé, abrite déjà plusieurs générations de souverains.

Aujourd'hui, l'État grec conserve la propriété du domaine mais confie, pour soixante-cinq ans, la restauration, l'exploitation et l'entretien de vingt-quatre bâtiments, sur les quelque quarante que compte l'ensemble. Les palais, musées et édifices emblématiques restent hors concession et sous contrôle public. Les bâtiments concernés sont d'anciennes maisons d'hôte, les logements du personnel, les écuries, les ateliers, les entrepôts et installations agricoles, qui pourront accueillir hôtels, restaurants, espaces événementiels, serres ou caves viticoles. Les surfaces, de 30 à 930 m² interdisent toute démesure architecturale. L'objectif est clair : alléger le coût colossal de la restauration et redonner vie à un domaine de plus de 17 000 hectares récemment placé sous gestion unifiée.

Mais le projet divise. Kostas Stamatopoulos met en garde contre une dérive

mercantile. Favorable à une modernisation raisonnée, il redoute l'attribution massive des bâtiments à un seul opérateur sur une durée aussi longue. « *Tatoï ne doit pas devenir un Disneyland* », prévient-il, évoquant le risque de terrasses envahissantes, d'activités commerciales agressives et, surtout, la dilution de l'âme du lieu. « *J'ai vu avec horreur que six hôtels étaient envisagés, j'ai finalement obtenu qu'il n'y en ait qu'un seul.* »

L'objectif est clair : alléger le coût colossal de la restauration et redonner vie à un domaine de plus de 17 000 hectares récemment placé sous gestion unifiée

Dans les salons athéniens, certains s'interrogent : la famille royale pourrait-elle, d'une manière ou d'une autre, se mêler à ce projet ? Les anciens souverains ont récemment adopté le nom de « de Grèce », et certains vivent désormais dans le pays comme de simples citoyens. Nicolas de Grèce s'est ainsi installé à Athènes avec sa mère, la reine Anne-Marie de Danemark, épouse de feu Constantin II. Rien n'atteste d'une implication concrète. Mais l'hypothèse nourrit les conversations. Pour les uns, un investissement discret serait une manière élégante de renouer avec Tatoï sans raviver des querelles politiques – la famille royale a procédé récemment à l'inhumation, sur place, de la princesse Irène de Grèce, sœur de Sophie d'Espagne, décédée le 15 janvier dernier. Pour d'autres, le passé monarchique demeure trop sensible.

D'ores et déjà, l'État grec prévoit, dès le mois d'avril, l'inauguration de trois musées dans le domaine, dont le palais royal, qui abrite près de 100 000 pièces parmi lesquelles des vêtements d'époque, des livres, des œuvres d'art et des carrosses. Un vaste espace vert aménagé sera aussi ouvert au public. Une renaissance prudente, pour faire consensus. ■

Angoulême : Le Grand Off décoinçonne les bulles de BD

Olivier Delcroix

Née après l'annulation du festival, cette manifestation spontanée propose plus d'une soixantaine d'expositions, dédicaces et autres débats.

En principe, il ne devait rien se passer à Angoulême du 29 janvier au 1^{er} février, après l'annulation de la 53^e édition du Festival international de la BD (FIBD), fin novembre dernier. Impulsé par l'ensemble des artistes de BD, également suivi par leurs éditeurs, le boycott général de la manifestation aura conduit à une crise de gouvernance, forçant l'organisateur privé 9eArt+ à jeter l'éponge. Pourtant, une atmosphère festive résonne dans les haut-parleurs disséminés à tous les coins de rue de la ville. Des panneaux indiquent que Le Grand Off, cette manifestation gratuite organisée dans l'urgence en décembre, permet d'offrir un rendez-vous aux amateurs de bande dessinée habitués à se retrouver dans la cité angoumoise depuis très longtemps à cette période de l'année.

Profitant de plus d'une soixantaine d'expositions poussées comme des champignons après la pluie, les Angoumoisins vadrouillent dans la ville en quête de cases et de bulles. Au Vaisseau Moebius, haut lieu muséal dédié au neuvième art, on en recense quelques-unes dont les groupes scolaires paraissent friands. Notamment le « Train fantôme » de Stéphane Blanquet, cette scénographie qui permet aux visiteurs de s'installer dans un wagonnet à pédales pour découvrir les dédales graphiques d'un parcours rigolo et faussement horrifique.

On surprend l'illustratrice jeunesse Julie Gore (auteur de la série *Poussière*, aux Éditions Sens dessus dessous) en pleine visite de sa propre exposition, « La chaîne du livre », accompagnée par des élèves de CP et de CE2 au regard très concentré. À peine a-t-on évoqué l'annulation du festival qu'elle hausse les épaules : « *Tout cela est venu d'un ras-le-bol général, se remé-*

more-t-elle. Mais en tant qu'autrice angoumoisine, j'ai vite décidé de prendre part à l'initiative du Grand Off. Je ne voulais pas voir ma ville souffrir de l'absence du festival. Ça a été une manière de reprendre la main sur la ville et sur la bande dessinée, notre métier. Cette grande fête est certes un peu chaotique, mais très vivante. »

De l'expo « BD 3000 », avec Anouk Ricard et Élodie Shanta, au Village des éditeurs à la Cité de la BD, en passant par des concerts dessinés à l'Espace Franquin, sans oublier l'organisation de soirées au Lieu utile, on comprend vite que la foule s'égaye dans tous ces lieux disséminés aux quatre coins de l'agglomération plutôt que de s'entasser dans les traditionnelles bulles New York ou du Champ-de-Mars. L'effervescence est palpable. « *Cette initiative restera pourtant un moment unique, reconnaît Julie Gore. C'est un événement original qui ne se reproduira plus de sitôt. Nous attendons avec impatience le nouveau festival...* »

« C'est un événement original qui ne se reproduira plus de sitôt. Nous attendons avec impatience le nouveau festival »

Julie Gore Illustratrice jeunesse

Au Vaisseau Moebius se tient aussi une exposition plus classique dédiée à Benjamin Rabier, inspirateur du jeune Hergé et inoubliable créateur de La Vache qui rit. Conçue en un temps record par la commissaire d'exposition Marguerite Demoëte, « *cette exposition est liée au fonds patrimonial du musée, précise-t-elle. Nous dévoilons ici près de trente*

originaux sur les cinquante que possède le musée. »

En traversant la passerelle qui mène aux Chais et au Pôle image Magelis, on est immergé dans des scénographies telles que l'étonnante « Maison Rutabaga » d'Olivier Crépén ou la mystérieuse expo de Nathalie Ferlut et Thierry Leprévost dédiée, « L'extraordinaire disparition de Winsom Nowhere ». Quand on l'interroge sur la tenue de ce « happening festif », Vincent Eches, le directeur de la Cité de la bande dessinée depuis trois ans, se confie volontiers : « *Ce qui est touchant, c'est de sentir que ce territoire reste très attaché à la bande dessinée. J'ai perçu une chape de tristesse s'abattre sur les gens après l'annulation du festival. Je crois que l'enthousiasme qui s'est spontanément développé autour du Grand Off montre cette volonté de la ville et des pouvoirs publics de conjurer le chagrin et le sentiment de perte consécutifs à l'absence du FIBD.* »

Le récent retour de David Caméo, acteur historique du festival, est un signe encourageant. En reprenant la main sur l'ADBD, l'association chargée d'orchestrer l'édition 2027 grâce au nouvel appel d'offres lancé mi-janvier, l'ancien adjoint à la culture de la mairie d'Angoulême espère jouer les « facilitateurs ». « *J'ai accepté avec enthousiasme, conclut ce diplomate, car je connais bien l'ensemble de la profession. Le festival ne pourra plus être comme avant. Je veux donner plus de visibilité aux auteurs, aux autrices, et aux éditeurs. Il faut aussi redonner une place importante à la Cité de la BD, tout en tenant compte d'une certaine équité, d'une éthique nouvelle. Si tous ces éléments sont réunis, alors la prochaine édition pourra avoir lieu en janvier 2027, ou en mars si les délais sont trop courts...* » Un programme serré. ■

JOURNÉE D'EXPERTISE À PARIS 9 FÉVRIER



ALFRED SISLEY Le Chantier de Matrat, Moret-sur-Loing, 1888
Résultat : € 378 000

LEMPERTZ
1845

Nos spécialistes préparent nos ventes de printemps et ont le plaisir de vous convier au journée d'expertise à Paris le 9 février :

Art Moderne, Art Contemporain, Photographie
Maîtres Anciens, Arts Décoratifs, Bijoux & Montres, Arts d'Asie
Tél +32 2 514 05 86 paris@lempertz.com www.lempertz.com

Thierry Hillériteau

Au printemps, le chef israélien inaugure avec l'Orchestre philharmonique de Munich une résidence au Festival de Pâques d'Aix-en-Provence. L'occasion de rencontrer son futur directeur musical.

Au cœur de l'ancien quartier ouvrier de Sendling, à Munich, se joue depuis la fin du Covid une étrange partition. Sur ce bout de rive de l'Isar, entre deux centrales électriques, l'Orchestre philharmonique de la ville a posé ses valises il y a quatre ans. Attendant la fin de la rénovation, en 2033, de son bâtiment « historique » du centre-ville (le Gasteig), la phalange bavaroise y expérimente avec succès cette « expérience spectateurs » dont rêvent toutes les salles de concert européennes. Un lieu résolu ouvert sur la ville. Où se côtoient pendant la journée, entre café, restaurant, salle de projection, bibliothèque, espaces de coworking et salle de concert philharmonique, étudiants, jeunes parents avec enfants, musiciens sortant de répétition ou mélomanes venus acheter leurs billets, assister à atelier ou un concert de musique de chambre...

Ce lieu éphémère, qui a poussé comme un champignon en un an et demi sur la base d'une halle classée des années 1920 à laquelle on a adossé une salle philharmonique préfabriquée de 1965 places et 60 000 m³, est l'un des terrains de jeu favoris de Lahav Shani. À 37 ans, le chef israélien, qui vit à Berlin avec femme et enfants, y éprouve depuis trois ans une idylle qu'il concrétisera à la rentrée prochaine, en prenant les rênes des Münchner Philharmoniker en tant que directeur musical. « Le coup de foudre a été immédiat, nous confie-t-il. Comme une alchimie. Parfois, avec un orchestre, vous sentez dès la première minute que vous parlez le même langage. »

« Parfois, avec un orchestre, vous sentez dès la première minute que vous parlez le même langage »

Lahav Shani

En cette matinée de janvier enneigée sur les bords de l'Isar, le chef affiche une énergie sereine. Rien ne laisse deviner qu'il dirigeait la veille, après une première partie où il jouait la partie de piano du 27^e de Mozart, le redoutable *Pelléas et Mélisande* de Schoenberg. Un opus postromantique à l'orchestration luxuriante et « à la complexité narrative surpassant Wagner », dont il sut tirer avec sa gestuelle souple et raffinée, d'une détente absolue, une profusion de détails. Des merveilles d'équilibre.



L'Orchestre philharmonique de Munich et son chef d'orchestre désigné, Lahav Shani (au centre). TOBIAS HASE

Lahav Shani : « Ma boussole, c'est Daniel Barenboïm ! »

Et une qualité d'écoute hors norme. « Le défi numéro un, dans cette pièce, c'est l'écoute. La balance, du début à la fin », concède l'ancien contrebassiste. Qui, pour mieux capitaliser sur cette écoute, entend multiplier dans les saisons à venir les projets de musique de chambre, où il jouera d'égal à égal avec ses musiciens : « C'est comme ça que je conçois la direction : pas comme l'art d'imposer ma vision de manière verticale, mais de convaincre des musiciens que je considère comme des partenaires. »

La phalange a une histoire prestigieuse. Marquée de l'empreinte de Celibidache, Thielemann ou Gergiev (avec qui elle a rompu au début de l'invasion de l'Ukraine). Mais aussi des nombreuses créations dont elle est à l'origine : de Mahler à Widmann, en passant par Bruckner. « Cette histoire a forgé le son de l'orchestre, un son riche et profond, idéal pour Mahler ou Bruckner qui font partie de mon répertoire de prédilection, fait-il valoir. Mais je souhaite aussi explorer avec eux des terres moins familières. » Au programme ? Davantage de création. D'opéras en concert. Et l'exhumation de compositeurs méconnus mis au ban par le régime nazi. Comme Paul Ben Haïm, qui dut fuir l'Allemagne à 36 ans pour la Palestine : « Un compositeur majeur !

Nous avons plusieurs projets. Y compris en collaboration avec l'Orchestre philharmonique d'Israël », révèle-t-il. Une collaboration entamée lors des commémorations des 80 ans de la Seconde Guerre mondiale, « où nous avons réuni les deux orchestres », se réjouit-il. Mettant en avant, au-delà du symbole, les affinités musicales des deux formations dirigées par le passé par Celibidache ou Zubin Mehta. « C'est une leçon de tolérance pour toute l'Europe », observe Dominique Bluzet avec intérêt. Le codirecteur, avec Renaud Capuçon, du Festival de Pâques d'Aix-en-Provence, a fait le déplacement jusqu'à Munich en cette fin janvier, afin d'officialiser la résidence de trois années des Münchner Philharmoniker au festival, à partir du printemps prochain. Une première dans l'histoire de la manifestation. « Au-delà de l'amitié forte qui lie Lahav avec Renaud Capuçon et Martha Argerich, il y a dans le militantisme citoyen de cet orchestre comme de leur nouveau chef un engagement dans lequel nous nous retrouvons », plaide-t-il.

Car même si elle est avant tout « le fruit d'un coup de foudre artistique », comme nous le confirmait la veille le violoncelliste Sven Faulian, la nomination de Lahav Shani dans l'ancienne capitale du mouvement nazi, alors qu'il

dirige depuis cinq ans l'Orchestre philharmonique d'Israël, a aussi valeur de symbole, qui ne laisse personne indifférent. La phalange munichoise en a fait les frais en septembre, en voyant l'un de ses concerts prévus avec Shani annulé en Belgique. Annulation qui avait ému une grande partie du monde musical, comme politique. « Cela nous a encore plus soudés. Tous les musiciens ont fait corps derrière Lahav. Pour nous, il était inenvisageable de le remplacer comme cela a pu nous être suggéré. Et nous avons été très touchés de voir que tant d'institutions à travers le monde nous exprimaient leur soutien et leur solidarité », se souvient Florian Wiegand, intendant de l'orchestre.

Même s'il ne s'étend pas sur ces vives polémiques dont il a pu faire l'objet ces derniers mois, et qui ont trouvé leur plus violente expression lors du concert du Philharmonique d'Israël à la Philharmonie de Paris, le 6 novembre dernier, Lahav Shani (qui dès le mois de septembre dénonçait par communiqué « la souffrance des civils de Gaza face à la catastrophe que cette guerre leur a infligée »), n'élude pas la question : « Nous vivons dans un monde de plus en plus divisé où les tensions sont exacerbées. En tant que musicien, nous ne prétendons nullement vivre en

dehors du monde ou déconnectés de ce qui se passe. » Mais il déplore qu'une minorité puisse transformer l'espace d'un concert en champ de bataille. « Nul n'est obligé de passer les portes de la salle. Le concert n'est pas là pour attiser les haines et les conflits. Il est là pour permettre à des gens d'histoires, d'opinions et de sensibilités différentes, de s'asseoir côte à côte pour partager une émotion commune. Ce qui s'est passé à Paris a été extrêmement brutal et nous a bouleversés. J'ai dit aux musiciens : on ne joue pas pour les 0,1 % qui veulent nous diviser mais pour les 99,9 % qui nous écoutent. »

S'il a su garder son cap, malgré la tempête médiatique dont il fait involontairement l'objet ces derniers mois, c'est en partie grâce à Daniel Barenboïm, son mentor auprès de qui il fit ses premières classes comme contrebassiste du rang au sein du West-Eastern Divan Orchestra. « Il est ma boussole. J'ai tant appris avec lui ! Au Divan, chacun d'entre nous avait son propre narratif, sa propre histoire, mais dès que les répétitions commençaient, nous convergions vers le même but : faire de la musique ensemble... De la meilleure manière qui soit. » ■ Festival de Pâques d'Aix-en-Provence, du 28 mars au 12 avril.

BÉJART BALLET LAUSANNE

**BOLÉRO – L'OISEAU DE FEU
BÉJART ET NOUS**

LA SEINE
MUSICALE

**DU 11 AU 15 MARS 2026
& EN TOURNÉE**

madame
FIGARO

fnac

RTL

france tv

bejart.ch



MOTS FLÉCHÉS GÉANTS DU SAMEDI N°4361

CASSEE
IL TRA-
VAILLE AU
TRIBUNAL

REUNION
FESTIVE
ABRI
COMME
DÉBARRAS

ANGLAIS
DISTINGUÉS
BAIES

BÊLE-
DAME
ÉTÉTERA

IL EST PRIS
EN CONS-
TANT
UN FAIT

CATÉ-
GORIQUES
PRÉNOM
MASCULIN

TELS DES
CHEVEUX
BRUN CLAIR

GENS DE
GEORGIE
EXISTES

AFFAIRES
EN MILIEU
AGRICOLE

C'EST
SERVIR
EN MAL
CELLULE
FEMELLE

QUI FAIT
CANARD
DROGUE

ELLE
DONNE DES
BOUTONS
TYPE DE
FIRME

IL BALISE
LE WEB

ATTRAPER
AU VOL
SANS SE
CACHER

MANQUE
DE BUT
ARTICLE
DE CADDIE

PRINCIPE
DE LA
PENSÉE
CHINOISE

ARRÊT D'UN
LIQUIDE
ORGANIQUE
CÉRIUM

PRIÈRE
EN LATIN
TRAÎNE(S)

BISQUE
BISQUE,
RAGE!
AUDACIEUX

ANNEAU
D'AVIRON
BANDE DE
PAPIER

TOUT CE
QUI Y VA
EST PERDU
(A)

LUSTRE
APPAREILS
DE SOUTIEN

CA FAIT
LE LIEN
C'EST
VITE DIT

CHOIX DE
L'ERMITE
EXCLA-
MATION

ELLE MÈNE
AU SEP-
TIÈME CIEL
BASSIN

A TROP LA
FAIRE, ON
LA RAC-
COURCIT

COMPLU-
SÉE
GRANDS
COURANTS

ON LE SERT
SUR UN
PLATEAU

IL S'ACCORDE
AVEC
INTÉRÊTS

COUP AU
KARATÉ
CHAM-
PIGNON

ACCUMU-
LATION DE
CHOSSES
PRÉCIEU-
SES

AGRE-
MENTER
DÉSIN-
FECTÉE

ON
L'OBSERVE
À LA
LUNETTE

OUVRIR
SUR L'EX-
TERIEUR

ENVIE DÉ-
VORANTE
PARFOIS
PRONOM

APRÈS BIS
ARCHI-
TECTE
SINO-
AMÉRICAIN

COMPLÉ-
MENT
D'INFOR-
MATIONS
HASARD

CA ÉVITE
D'EN
RAJOUTER
L'IRLANDE

A APPRÉCIÉ
LA FINESSE
BATTANTS

AXE DU
VENT
ENTRE-
NIR LA
DISCORDE

AIRE DE
VOILE
COL ALPIN

PLUS QU'UN
SINGLE
ÉCLATS
D'OR

CHANTS
RELIGIEUX

COIFFURE
VOLUMI-
NEUSE

EN AD-
MIRATION
IMAGES
ANIMÉES

DANGER
POUR LE
SKIPPER
DÉGOMMÉE

METTRE EN
EN-TÊTE
ANA-
CONDAS

C'EST DU
NEUF AVEC
DU VIEUX
CALE

IL FUME
AU JAPON
ARME

AIRE À
NIMES
IL FAIT
TOURNER
LA TÊTE

QUI PREND
À LA GORGE

UN OUI QUI
FUT DU SUD
ARGILE
ROUGE

APPRIS
PAR CŒUR
MIS EN
ACTIVITÉ

PROVOQUE
UNE
REACTION
ÉPIDÉ-
MIQUE

MARÉCHAL
DE FRANCE

NIDS DE
SANTONS
REDON-
DANCE
INUTILE

SANS ÉGAL
AMOURS
DE BÊTES

ELLE N'EST
PAS TRÈS
FORTE

MONT GREC
AMATEUR
DE CHAIR

PLANTES
À PAILLE
DISQUE
LASER

ILS
FINISSENT
PAR ALLER
AU TAPIS

GENRE
MUSICAL
AFRO-
AMÉRICAIN

ÉTUDE
COURTE

LIEU
DE DÉCOM-
PRESSION
HÉRÉTIQUE

DEBRIC ET
DE BROC
CYCLE
RÉGULIER

CREUSÉE
DOMAINE
DU LARGE

IL S
SE MAÎN-
TIENNENT
PAR
HABITUDE

PIEUSE
ODEUR

ÉLÉMENT
DE VOIE
PROCHE
D'OSAKA

CHEF
D'ÉQUIPE
HABILLE

VAGUE
DE SUP-
PORTERS
CHALEU-
REUX

MEURTRI
TEL UN
FRUIT
ENQUÊ-
TEURS

OR DE
CHIMISTE
ÂME
D'ENFANT

SALAIRE
DE BASE

PAS
CÉLÈBRE

CE SONT
DES
TRAÎTRES
DIFFUSE

PARFUM
PLAT
SUISSE

PORTÉ
DÉROBÉE
FEMMES
D'EXPLOITS

VENIR
EN AIDE
IL NICHE
DANS LE
NORD

PERSONNEL
RÉFLÉCHI
DIÈTE

DÉFLEURIE
ON LE JETTE
POUR
S'ÉLEVER

GREC PAR
SA MER
CIRCUIT

ON L'ENSEIGNE
À L'ÉCOLE

SYMBOLE
DE
L'ERBIUM
D'UN AUTRE
PAYS

CE QUE
DOIT PAYER
LE CLIENT
LASSA

FILM DE
LUC
BESSON

ANCIENNE
MONNAIE
ESPAGNOLE

ELLE A LES
PATTES
PRÈS DES
YEUX

HAUSSES
LE TON

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUTRE
PAYS

AMÈNE
JUSQU'AU
RECYCLAGE

COUP AU
TENNIS
TERRE
SANS RE-
DEVANCE

VICTIME
D'UN
MAUVAIS
PARTAGE

DÉTENANT,
DISPOSANT
DE

QU'IL NE
FUT PAS
D'UN
AUT

Blaise de Chaballier

Une série poignante en cinq volets, qui donne la parole à des rescapés du camp de la mort, est diffusée chaque samedi à partir de ce soir sur « Le Figaro TV ».

« Pour moi, ce qui est important de dire et de redire, c'est combien, lorsque nous étions au camp, pour chacune d'entre nous, c'était important d'espérer, de penser que certaines rentreraient et parleraient. » Simone Veil (1927-2017) fait partie des 44 rescapés du camp de la mort qui témoignent face caméra, dans le documentaire en cinq parties *Auschwitz, des survivants racontent*. L'ensemble de ces témoignages sont tirés de 110 entretiens recueillis en 2006 à l'initiative de la Fondation pour la mémoire de la Shoah.

Les paroles exprimées par des déportés nés en Allemagne, en Belgique, en France, en Hongrie, en Pologne ou en Roumanie sont bouleversantes. D'une précision souvent glaçante, ces mots permettent de ressentir, autant qu'il est possible de le faire, les souffrances endurées par les rescapés. Ces entretiens, la réalisatrice Catherine Bernstein a choisi de les entremêler en conservant la chronologie d'origine mais en les réorganisant en cinq épisodes. Le



Auschwitz raconté par des survivants

premier d'entre eux, intitulé *La Persécution*, est diffusé ce soir sur Le Figaro TV. Les quatre autres le seront les samedis suivants : *La Déportation*, *Le Camp*, *L'Extermination* et *La Vie d'après*. La multiplicité des points de vue exprimés offre une représentation puissante et unique de la Shoah.

Violence inouïe

La date de la Nuit de cristal, le 9 novembre 1938, marque un tournant dans la persécution du régime hitléri-

rien contre les Juifs d'Allemagne. Frieda Geldwerth, enfant à l'époque, se souvient : « Après la Nuit de cristal, mes parents dont le magasin avait été complètement détruit (...) ont commencé à se dire : il faut partir. Ils sont venus en France, mais vraiment presque avec le dernier train avant la guerre. » Quant à Paul Schaffer, d'origine autrichienne, il raconte comment lui et sa famille ont abandonné leur domicile : « Nous avons décidé de partir illégalement, nous avons quitté Vienne

le 27 novembre 1938, j'avais 14 ans. On a tout simplement fermé la porte à clé, et nous sommes partis les mains dans les poches, via Cologne et Aix-la-Chapelle pour traverser la frontière belge. »

Le 1^{er} septembre 1939, les nazis attaquent la Pologne. Les Juifs polonais se souviennent de la violence inouïe des envahisseurs. Élie Buzyn a les larmes aux yeux quand il raconte l'arrivée des soldats dans son immeuble. « Ils viennent dans tous les appartements, très nombreux, en force, armés. En disant :

Simone Veil (1927-2017), rescapée d'Auschwitz, témoigne dans la série documentaire réalisée par Catherine Bernstein. INA

voilà, maintenant vous êtes chassés, vous devez quitter votre domicile laissez tout dedans (...). On nous a regroupés dans la cour (...), il y avait ma mère, ma sœur, mon frère et mon père. On attendait, les gens venaient de partout, toujours le bruit, les hurlements, la violence. (...) Et puis (...) les nazis ont sélectionné trois jeunes qui dépassaient par leur taille (...) qu'ils ont alignés contre le mur (...) en disant : « (...) Vous allez être transféré dans le ghetto (...). Si vous manifestez la moindre opposition (...) il va vous arriver ce qui va arriver là. » Et ils les ont fusillés tous les trois. Comme ça, froidement. Devant ma mère qui a assisté à l'assassinat de son fils. » En voix off, l'intervieweur glisse : « Parmi les trois jeunes, il y avait votre frère Abraham. »

Au début de l'année 1940, pendant que dans les grandes villes polonaises sont créés les ghettos juifs, le chef de la SS Heinrich Himmler choisit une petite ville industrielle au sud de la Pologne, Oswiecim, appelée Auschwitz en allemand, pour édifier ce qui deviendra le plus grand camp de concentration et d'extermination du III^e Reich. Dans ce lieu libéré par l'Armée rouge le 27 janvier 1945, au total, plus de 1,1 million de personnes ont été assassinées, dont 960 000 femmes, hommes et enfants juifs et près de 20 000 hommes, femmes et enfants tziganes. ■

« Auschwitz, des survivants racontent », épisode 1 : « La persécution » Samedi à 21 heures, sur Le Figaro TV Notre avis : ●●●●

Les Glucksmann : une saga familiale d'un siècle à l'autre

Rubin, le grand-père espion, André, le père philosophe, et Raphaël, le fils député européen, trois destins racontés dans un documentaire.

« J'ai quitté le Parti communiste à cause de la Hongrie, c'est-à-dire quand j'ai vu les tanks russes contre la classe ouvrière hongroise, contre la population hongroise », expliquait André Glucksmann (1937-2015) à la télévision, plusieurs années après la répression soviétique à Budapest, en 1956. Cet événement, qui choqua l'opinion occidentale, marque une rupture dans le parcours du philosophe. Un destin qui s'inscrit dans une saga familiale racontée par Steve Jourdin dans un documentaire foisonnant. Un film qui raconte aussi un siècle d'histoire et commence à la manière d'un roman d'espionnage.

Dans la famille Glucksmann, commençons par demander Rubin, le

grand-père de l'actuel député européen Raphaël. Rubin, donc, est né en 1889 dans l'Empire austro-hongrois, dans une famille juive très pauvre, à Tchernivtsi, ville située aujourd'hui en Ukraine. À 30 ans, il quitte l'Europe pour la Palestine. C'est à Jérusalem, en 1923, qu'il rencontre Martha, jeune juive originaire de Prague qui deviendra sa femme. « Ils faisaient partie du mouvement sioniste, l'aile la plus à gauche », confie l'historien Sebastian Vogt.

Du sionisme, ces deux-là passent au communisme. Ils font partie alors d'« un petit groupe de pionniers convaincus (...) qu'il faut suivre la direction de la révolution bolchevique. Ils ont fait scission avec le mouvement sioniste

et se sont constitués en Parti communiste de Palestine, selon les instructions de Lénine. Ce sont des gens qui, sous l'effet de la révolution bolchevique, sont devenus farouchement antisionistes », détaille l'historien Ilan Greilsammer.

Dans l'Allemagne de Hitler

Dans la foulée, Rubin, qui parle allemand, roumain, ukrainien et yiddish, est recruté comme espion par le Komintern. « Un membre du Komintern est multiscarte, il est un agent politique, militaire, de renseignement, au service du système soviétique », indique l'essayiste Thierry Wolton. Rubin est d'abord envoyé à Hambourg, dans l'Allemagne de Hitler. Puis à Paris, où il s'installe avec Martha, qui donne nais-

sance à André en 1937. Enfin, l'espion s'installe seul à Londres, où il est arrêté et démasqué par le MI5 en mai 1940. Il est extradé au Canada, mais il périt, car le navire sur lequel il embarque est coulé par les Allemands. Face à ce récit, Raphaël, né en 1979, indique : « Je dois préciser que dans ma famille il n'y a jamais eu de grandes discussions sur nos origines, d'où on venait. Peut-être que c'est parce que mon père a été orphelin de père très tôt. »

Si André Glucksmann s'est inscrit au Parti communiste dès son adolescence, il le quitte en 1956. Ce qui ne l'empêche pas, comme beaucoup d'autres intellectuels de gauche, d'être ensuite maoïste, avant de reconnaître son erreur. « Ça m'a fait une expérience. (...)

L'idée que, au fond, c'est le meurtre commis en commun qui soude une organisation radicale. C'est une idée que, en France, on a frôlée, mais qu'on a évitée quand même », explique sur France Culture en 2010 celui qui avait soutenu Nicolas Sarkozy en 2007. Quant à Raphaël, proche des socialistes, sera-t-il candidat à la prochaine présidentielle ? « Je crois que, pour 2027, il n'a aucune chance, tranche Daniel Cohn-Bendit. Mais s'il a envie, vas-y ! » ■ **B. DEC.**

« Les Glucksmann, une histoire de famille » Samedi à 21 heures, sur Public Sénat Notre avis : ●●●○

PLEIN ÉCRAN

Tout commence avec *Millénium*. La trilogie du Suédois Stieg Larsson a connu un succès phénoménal en librairie (plus de 50 millions d'exemplaires vendus) qui a rejailli sur son adaptation pour le petit écran diffusée en 2010 sur Canal+. En Europe du Nord, la tradition des maîtres du polar est très forte : Henning Mankell (*Wallander*) fut l'un des premiers à élargir son lectorat au-delà des frontières. À sa suite, Arnaldur Indridason, Camilla Läckberg... Depuis, Arte, de *The Killing* à *Meurtre à Varjakka*, et Canal+, de *Bron* (et sa version française *Tunnel*) à *The Darkness*, ce dimanche sur sa chaîne Polar+, n'ont de cesse de faire découvrir des pépites du nordique noir...

Reykjavik, Islande, extérieure nuit. Vue du ciel de la capitale enneigée. Une automobiliste fonce délibérément sur un piéton... Le générique, dans un somptueux noir et blanc, survole les glaciers. Une jeune femme enfermée dans une cabane au milieu de nulle part prend la fuite avant d'être tuée. Des touristes asiatiques en randonnée sur une rivière gelée découvrent un cadavre pris dans les glaces. Banal accident ? Une seconde jeune femme est bientôt portée disparue... *The Darkness*, adapté du polar à succès *La Dame de Reykjavik* de Ragnar Jonasson, excite d'emblée la curiosité.



« The Darkness » : séries noires pour nuits blanches

Céline Fontana

Polar+ diffuse, à partir du 1^{er} février, cette fiction américano-islandaise en six épisodes, portée par Lena Olin, nouvelle adaptation d'un thriller d'Europe du Nord.

Jack Bannon (Lukas) et Lena Olin (l'inspecteur Hulda Hermannsdottir) dans The Darkness. PARAMOUNT

L'histoire suit Hulda Hermannsdottir (l'actrice suédoise Lena Olin, révélée par *L'Inscoutable Légèreté de l'être*), inspectrice de police chevronnée proche de la retraite qui choisit de mener une dernière enquête difficile : les disparues sont des réfugiées russes en attente d'asile, et ses supérieurs ne font pas preuve d'une grande motivation pour la soutenir dans ses recherches, bien au contraire. Malgré les obstacles institutionnels mais aussi personnels, Hulda ne lâche rien, portée par une empathie sans failles.

« Ma fille s'est suicidée il y a un an, mon mari a fait un infarctus qui a failli le tuer il y a quatre jours, je vais me faire évincer de mon job par des salauds sexistes et âgistes, j'ai aussi eu une enfance pourrie... », lance-t-elle à la psychologue de la police. « Alors que certaines personnes parlent beaucoup de leurs pertes, Hulda et moi avons tendance à mettre notre douleur de côté et à tenter de l'affronter en avançant plutôt qu'en l'exprimant », confiait la comédienne au lancement de la série en 2024. Son personnage, vulnérable et intense, rageur

parfois, soulève la question de la gestion du deuil, dans son rapport à son époux ou son voisin veuf, au chien fort amical, celle de la culpabilité...

Ce thriller nordique noir, très noir, respecte les règles du genre. L'inspectrice en fin de partie, qui fait montre d'une farouche détermination, est tourmentée et se débat avec des fantômes personnels. Une collaboration forcée avec un jeune binôme, qui plus est « étranger », confronté à une nouvelle culture. Des conflits au sein de l'équipe de policiers. Un tueur en série. Une intrigue complexe qui évoque la corruption, comme le trafic de personnes. Mais aussi une valeur ajoutée, l'image.

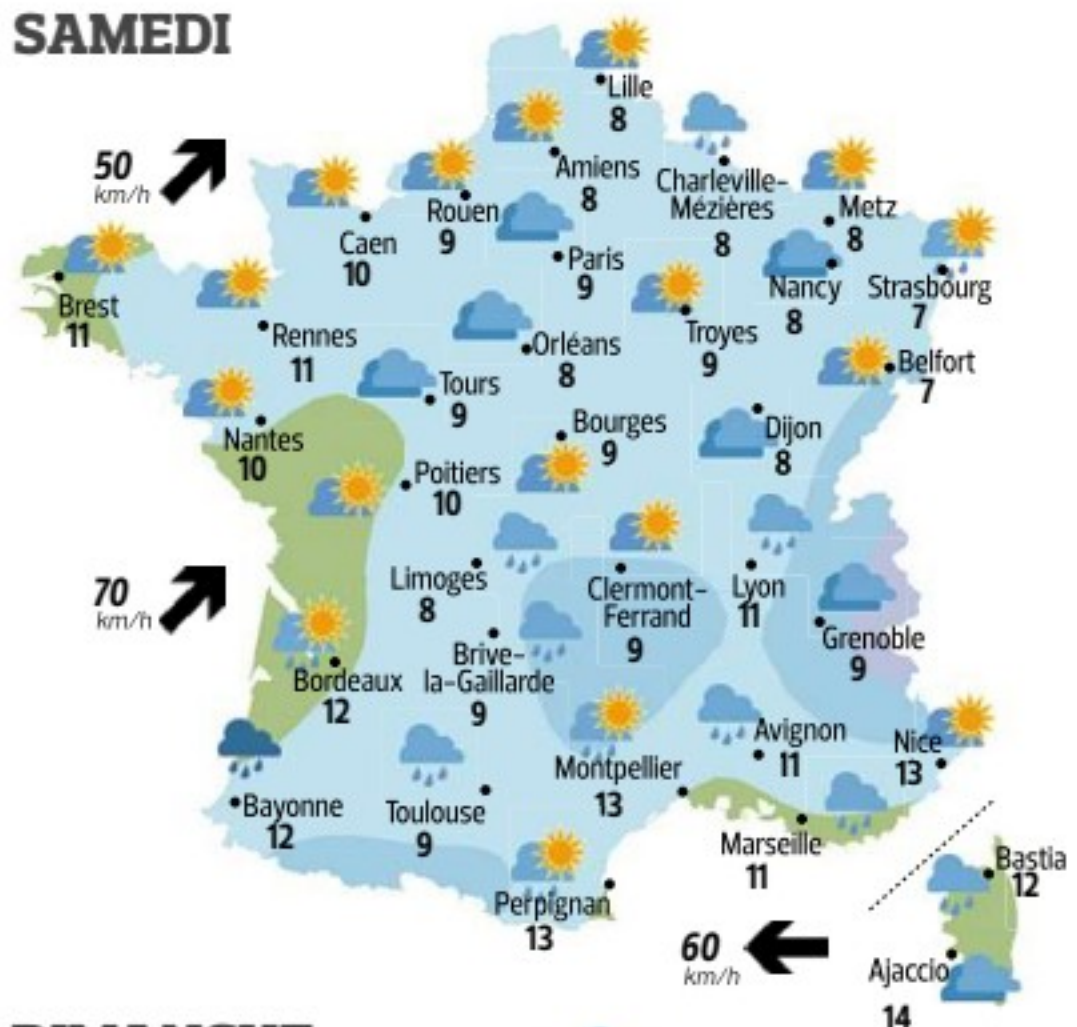
La caméra, élégante, du cinéaste suédois Lasse Hallström (*Gilbert Grape*, *Le Chocolat*), joue des transparences et tire magnifiquement parti des paysages de l'Islande et de l'obscurité de la nuit arctique, une atmosphère silencieuse, presque pesante. « Je n'y étais jamais allé, alors forcément, j'ai été conquis par ces panoramas, a souligné le réalisateur. Ils font partie intégrante de l'histoire, du personnage d'Hulda et de la vie de l'île en général. Il existe un certain mystère et une dimension spirituelle, inhérente aux paysages islandais, qui, je l'espère, transparait dans la série et sera un fil conducteur. » ■



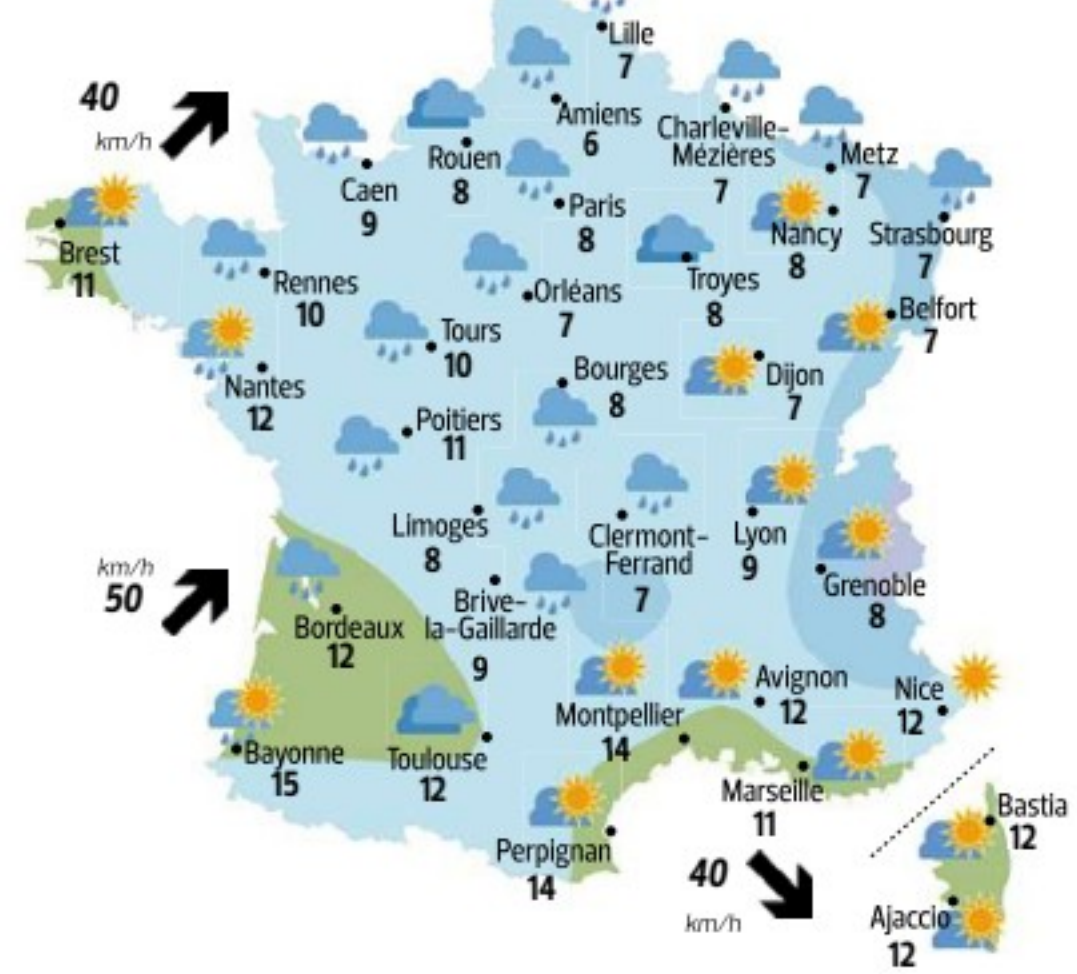
ÉPHÉMÉRIDE Ste-Marcelle

Soleil : Lever 08h20 - Coucher 17h47 - Lune croissante

SAMEDI

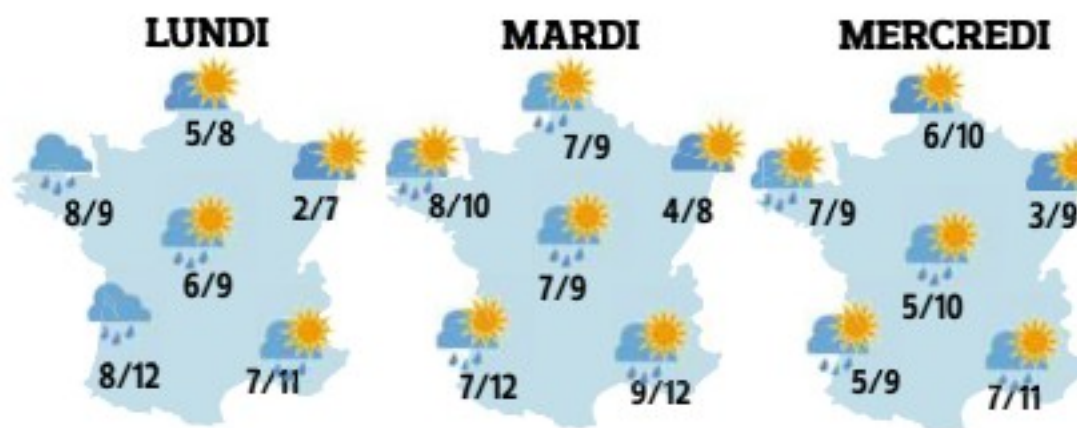


DIMANCHE



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	12/15	AMSTERDAM	3/6	ATHÈNES	8/17
BARCELONE	10/15	BELGRADE	4/7	BERLIN	-4/-3
BERNE	-1/6	BRUXELLES	5/9	BUDAPEST	2/4
COPENHAGUE	-2/-2	DUBLIN	7/8	LISBONNE	11/15
LONDRES	6/10	MADRID	5/11	PRAGUE	0/1
RABAT	15/18	ROME	5/15	TUNIS	11/14



la chaîne météo lachainemeteo.com

Par téléphone : 3201 (sur 9 lignes)

LIVE 24/24

SUR L'APPLI GRATUITE

CANAL+ La Chaîne Météo

TF1

21.10

Star Academy

Télé-réalité



Prés. : Nikos Aliagas et Karima Charni. 1h30. Inédit. La première demi-finale a livré son verdict : éliminée par le public, Sarah a été contrainte de plier bagage au pied de la dernière marche.

23.40 Star Academy, retour au château. Télé-réalité. Inédit. À l'issue du prime, les académiciens encore en compétition reviennent au château.

CANAL+

21.00

Rugby : Top 14

Sport

16^e journée : Toulouse - Bayonne. En direct. Mi-figue mi-raisin en Champions Cup, le Stade Toulousain reste favori en Top 14 face à Bayonne, qui se déplace en outsider dans la Ville rose.

22.57 Canal Rugby Club le débrief.



20.00 Rama X, le mystérieux roi de Thaïlande. Documentaire.

21.00 Les Glucksmann, une histoire de famille Documentaire. Fra. 2025. Réal. : Steve Jourdin. 0h55. Un grand-père ancien espion, un père intellectuel médiatique, un fils sur le devant de la scène politique : portrait des Glucksmann.

21.51 Un monde en doc. Débat.

france 5

20.05 C à vous la suite. Talk-show.

21.05 Échappées belles Magazine. Prés. : Jérôme Pitorin. 1h30. Les Landes, splendeurs de la nature. Inédit. Jérôme Pitorin découvre les Landes, dont la façade atlantique est une destination balnéaire très appréciée.

22.35 Échappées belles. Magazine. Aquitaine, de ferme en ferme.

france 2

21.10

Flair de famille

Série. Policière



Fra. 2025. Avec Samuel Labarthe, Virginie Hocq. Exploration fatale. Quatre amis passionnés d'urbex s'aventurent dans un site abandonné. Leur exploration tourne au drame : l'un d'eux est retrouvé mort sur place. Accident ou meurtre ?

22.45 Quelle époque ! Talk-show. Prés. : Léa Salamé.

arte

20.55

Sardaigne, la mystérieuse civilisation des nuraghes

Documentaire

Fra. 2024. Réal. : Thomas Marlier. 1h30. Quelque 8 000 vestiges monumentaux sommeillent en Sardaigne. Qui étaient ceux qui les ont édifiés ?

22.25 Stonehenge, ses origines révélées. Documentaire.



17.30 La petite histoire de France.

21.10 La petite histoire de France Série. Humoristique. Fra. 2026. Avec Maxime Gasteuil. Inédit. Les péripéties de quatre personnages oubliés de l'Histoire de France : les cousins de Vercingétorix, Jeanne d'Arc, Louis XIV et Napoléon Bonaparte.

23.00 La petite histoire de France.

RMC

DECOUVERTE

15.35 Seuls face à l'Alaska. Doc.

21.10 Seuls face à l'Alaska Documentaire. EU. 2025. Réal. : David Arabia, Mason Gertz. 2h30. 2 épisodes. Lauro prend le départ de la plus longue litarod de l'histoire de la célèbre course de chiens de traîneau. Sur l'île de Kodiak, Mike traque les renards argentés.

23.40 Alaska : seuls au monde. Doc.

LE FIGARO TV

Ile-de-France

france 3

21.10

Des mains en or

Film. Comédie



Fra. 2023. Réal. : Isabelle Mergault. 1h25. Avec Lambert Wilson, Josiane Balasko. Inédit. François, célèbre écrivain, se lie d'amitié avec Martha, une guérisseuse qu'il vient de rencontrer et qui parvient rapidement à soulager ses terribles douleurs au dos.

22.35 Les Pennac(s). Série. Policière. 2 épisodes.

6

21.10

NCIS : Tony & Ziva

Série. Policière

EU. 2025. Saison 1. Avec Cote De Pablo, Michael Weatherly. 3 épisodes. Inédit. Tony, Ziva, Claudette et Boris infiltrent la convention de Reigning Fire pour contrer les plans de Jonah.

23.35 NCIS. Série. Policière. 4 épisodes. Avec Mark Harmon.



19.35 90' Enquêtes. Magazine.

21.15 Monk Série. Policière. EU. 2009. Saison 8. Avec Tony Shalhoub, Jason Gray-Stanford. 2 épisodes. Dérangé par un homme qui joue de la musique sous ses fenêtres en pleine nuit, Monk lui offre cinq dollars pour qu'il aille s'installer ailleurs.

22.50 Monk. 2 épisodes.

HISTOIRE TV

20.30 Les explorateurs. Doc.

20.50 Autopsie royale Documentaire. GB. 2023. Réal. : Paul Olding. 0h45. Le roi Henri IV. Roi d'Angleterre de 1399 à sa mort, le 20 mars 1413, Henri IV pourrait avoir succombé aux suites de la lèpre.

21.35 Autopsie royale. Documentaire. La reine Anne - Le roi George IV - La reine Marie I^{re}.

L'essentiel du dimanche

TF1 21.10 Lucy Film. Science-fiction. Fra/All/Tai/Can. 2014. Réal. : Luc Besson. 1h29. Avec Scarlett Johansson. Après qu'une drogue dissimulée dans son estomac se déverse dans son organisme, une étudiante voit ses capacités physiques et intellectuelles se décupler.

france 2 21.10 La Petite Film. Drame. Fra/Big. 2023. Réal. : Guillaume Nicloux. 1h33. Avec Fabrice Luchini, Mara Taquin. Inédit. Après la mort accidentelle de son fils et du compagnon de celui-ci, un homme part à la rencontre de la jeune femme qui porte l'enfant du couple.

france 3 21.10 Meurtres en eaux troubles Série. Policière. All/Aut. 2025. Avec Matthias Koeberlin, Anna Werner Friedmann. L'arbre à souhaits. Inédit. Alors qu'elle faisait son footing sur les rives du lac, Mara Eisler, la nouvelle recrue, découvre le corps d'une jeune femme victime d'un meurtre.

CANAL+ 21.05 Rugby : Top 14 Sport. 16^e journée : Pau - Toulon. En direct. En conclusion de la 16^e journée, Pau reçoit Toulon avec la ferme intention de s'adjuger la victoire afin de rester sur la 2^e marche du podium.

arte 21.00 Aviator Film. Drame. EU/All. 2004. Réal. : Martin Scorsese. 2h50. Avec Leonardo DiCaprio, Cate Blanchett. L'incroyable parcours du milliardaire Howard Hughes, fils d'une famille fortunée, producteur à succès, réalisateur et passionné d'aviation.

6 21.10 Capital Magazine. Prés. : Julien Courbet. 2h05. Argent des maires : enquête sur le grand dérapage. Inédit. Note de frais : révélations sur ces élus qui mènent grand train / Vidéosurveillance : des millions d'euros bien investis ? / Normes et paperasse : quand la folle administrative ruine nos mairies. À l'heure où les comptes publics sont scrutés à la loupe, comment les maires gèrent l'argent des municipalités ?

Pour regarder le Figaro TV ?

Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box

SFR 194 | Orange 118

Free 203 | Bouygues 247

SU|DO|KU

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 5340 FACILE

		7	4	3	1	5	2	
8		4		2	7			
		7	2		9		4	9
1	3	6		2		9		
	9	8		6			1	5
						7		8
2		3		7	4			
		9	2	8	5	3		6

GRILLE 5341 DIFFICILE

8								3
		7	4	5				
4			2				7	
		5			3			
	4				6			
		9		8				
1			8			4		
			6					
9	3	4		1		5	6	

GRILLE 5342 DIABOLIQUE

		3	5					
6	4							
				1	3		9	
5		2				1		
	1	4		7	8			
3		7				4		
				4	1		2	
7	8							
		1	3					

LETTRES EN PLUS

Composez un mot de six lettres avec la lettre en plus.

S	O	E	U	R	+	M	=						
Mouvements sociaux													
F	E	L	E	R	+	I	=						
Forme de dépression													
R	A	M	E	R	+	A	=						
Chaîne de marin													
S	T	E	R	E	+	S	=						
Cordon chic													

LETTRES EN MOINS

Dans chacun des mots horizontaux, rayez une lettre afin de créer un mot nouveau et reportez cette lettre dans la colonne vide. Vous découvrez alors verticalement le mot mystère.

C	A	P	R	I	E	R		J	A	M	B	O	N	
H	A	U	T	E	U	R		A	P	R	E	T	E	
R	O	S	A	T	R	E		C	R	I	S	E	R	
S	E	N	T	I	E	R		E	C	A	R	T	E	
E	M	O	N	D	E	R		G	E	R	M	E	R	

SOLUTION DES MOTS MÉLANGÉS

LE MOT À TROUVER EST : VILLE.

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7142

HORIZONTALEMENT

1. Interdites à la circulation. - 2. Matériau servant d'enveloppe protectrice. - 3. Poison dans les cadavres. - 4. Chevalin ou insulaire. Petit train électrique. - 5. Marque de nouveau. - 6. Reine des Francs. - 7. Ferrure. Empêche le vaurien de partir à la dérive. - 8. Petit personnel employé à Berlin. Plat de légumes méridional. - 9. Verre de téquila. Érecteur d'académie. - 10. Quittait le territoire. - 11. Dont les cordes sont usées. - 12. Luxembourgeois...

VERTICALEMENT

1. Volontés de plonger dans un État second. - 2. Profondément et mutuellement divisé par la faute du précédent. - 3. Plante à tubercule importée du Japon qui doit son nom à une ville de l'Essonne. Abritait les Navajos. - 4. Voyageur infatigable. Levée de corps. Essayait de trouver un bon arrangement. - 5. Se détendent en plein air. Touche modificatrice sur le clavier. - 6. Garder pour soi. Pas militaire, selon le sens. Certifié authentique. Coincé. - 8. Virages enneigés. Pas enclin aux compromissions.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7141

HORIZONTALEMENT 1. Quiddité. - 2. Ultrafin. - 3. Ameutent. - 4. Ramie. Er. - 5. Ti. Dette. - 6. Arme. Etc. - 7. Néo. Amer. - 8. Nono. - 9. Ici. Nini. - 10. Elagages. - 11. Rôle. NNE. - 12. Scellées.

VERTICALEMENT 1. Quartaniers. - 2. Ulmaire. Clac. - 3. Item. Moniale. - 4. Druides. Gel. - 5. Datée. Anna. - 6. Iffe. Témoinne. - 7. Tinette. Néné. - 8. Entrecroisés.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



PAR
Anne Fulda

La fondatrice des Rencontres philosophiques de Monaco publie son premier livre, «La Fêlure». Un essai réussi, qui, à travers les écrits d'auteurs et de philosophes, aborde le thème de la fragilité et éclaire aussi, par petites touches pudiques, ses propres failles.

Le front row des défilés Chanel le mardi, «La Grande Librairie» le mercredi. Le tapis rouge de la Fashion Week haute couture un jour, et la Mecque de la littérature le lendemain... Il est des images qui s'entrechoquent. Des messages qui peuvent sembler contradictoires. Cette semaine, comme souvent, Charlotte Casiraghi a oscillé entre des univers qui semblent aux antipodes.

Côté face, elle s'est confortée dans un rôle d'icône de papier glacé, évoluant entre les défilés et les bals chics de la principauté, toute de Chanel vêtue. Une créature assignée à résidence dorée, à une vie sentimentale exposée au public, quinze jours après que *Paris Match* a consacré sa une au couple qu'elle forme avec l'écrivain Nicolas Mathieu.

Côté pile, elle a entamé la promotion de son premier essai, *La Fêlure* (Juliard), dont le titre est en soi une forme de manifeste et dont la première phrase – «On m'a trop souvent réduite à une image sur papier glacé, à une vie de rêve

Charlotte Casiraghi ou la confusion des images

et de privilèges» – prouve qu'elle aspire à faire connaître autre chose, justement, que cette représentation.

Une semaine ordinaire, représentative du balancement qui rythme sa vie. De cet éternel tirailllement entre son désir de se cacher et, au contraire, de s'exposer pour «déjouer les opinions et les préjugés». Pour montrer à tous ceux qui «l'envisagent, la dévisagent», comme écrivait Gainsbourg, qu'elle n'est pas celle qu'ils croient connaître.

On retrouve Charlotte Casiraghi dans les bureaux des Rencontres philosophiques de Monaco, près des Invalides. Look de collégienne chic, elle se prête avec une bonne grâce

matinée d'une forme de réserve, comme un imperceptible repli défensif, à l'exercice du portrait. Concentrée, sérieuse, s'efforçant de répondre le plus justement possible, pesant ses mots au trébuchet. Seul son regard qui fuit parfois semble dénoter une forme de timidité, avouée au détour d'une phrase. Reste d'une enfance durant laquelle elle a cherché longtemps à se cacher, à se réfugier dans l'écriture, offrant à son journal ses tourments et sa mélancolie, sa tristesse de petite fille dont le père est mort dramatiquement alors qu'elle n'avait que 4 ans. «J'avais ainsi acquis la certitude qu'on pouvait convoquer les ab-

sents et les rendre éternellement présents», écrit-elle.

Dans son livre, fine mouche, la jeune femme de 39 ans, qui reconnaît qu'il n'est pas «anodin d'écrire sur la fêlure quand on plaque sur vous des images convenues», ne se livre cependant pas à un exercice de confession attristée de pauvre petite princesse qu'elle n'est pas. Elle ne donne pas de quoi se repaître à ceux qui auraient aimé qu'elle se désolle. Comme Colette, qu'elle cite, elle semble détester par-dessus tout «le grand déballage, l'hémorragie de la plainte ou des larmes en public». Nulle impudeur, donc, ni complainte. Juste quelques petites touches personnelles, parsemées de-ci de-là au milieu de sujets divers et variés abordés avec sincérité – comme celui de la maternité, «la fausse évidence d'être mère» – au milieu d'un océan de références à des auteurs ou philosophes qui l'ont influencée et façonnée. Voisinent ainsi l'écrivain Francis Scott Fitzgerald, le philosophe Gilles Deleuze, Freud (elle qui a fait une analyse aurait rêvé d'être psychiatre), Pascal mais aussi Colette, George Sand, ou encore Anne Dufourmantelle, l'auteur d'*Éloge du risque*, à qui elle consacre de belles pages. Une femme libre, surtout, qui a pu être un modèle pour elle, comme Simone de Beauvoir, Julia Kristeva, sa marraine Albina du Boisrouvray ou encore Lou Andreas-Salomé, que Karl Lagerfeld, l'ami de sa mère, lui a fait découvrir : «Elle était un peu hors des cadres, a défié les hommes les plus brillants de son époque, a eu une grande liberté dans sa vie de femme. À la fois très intellectuelle et très vivante», glisse-t-elle, admirative.

Comme en écho, l'expression d'un désir enfoui, Charlotte Casiraghi écrit que la fêlure «fait trembler ce qu'on croyait savoir ou percevoir d'une personne, d'une relation ou d'une situation et desserre l'étau de l'assignation au territoire bien balisé de notre identité sociale». Ce titre, elle l'a emprunté à Fitzgerald qui, dans une nouvelle écrite

Charlotte Casiraghi, à l'occasion de la sortie de son livre, *La Fêlure*, mercredi, à Paris.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

dans un creux de sa carrière (*The Crack-up*), entendait mettre en lumière «l'envers du paradis», le titre de son premier roman.

Charlotte Casiraghi a certes vécu une enfance protégée, qu'elle a passée en Provence, à Saint-Rémy-de-Provence, puis en Seine-et-Marne, mais pas se-reine ni insouciant pour autant. Un peu timide, «sérieuse, trop, peut-être», elle écrit, dessine aussi et aime lire : la comtesse de Ségur, des histoires de chevaux comme *L'Étalon noir* d'abord, puis des grands classiques (Stendhal, Balzac, Zola, Flaubert), de la poésie («*La lecture des Fleurs du mal à l'adolescence a été une découverte assez percutante pour moi*») et de la philosophie, qu'elle découvre en terminale grâce à son professeur Robert Maggiori.

Loin de Monaco (où elle habitera plus tard avec ses enfants) mais aussi de Paris, que la jeune fille fantasme comme un «endroit magique» où elle rêve de faire ses études et de vivre, elle suit sa scolarité dans des écoles, collèges et lycées publics en province, «dans une mixité sociale qui n'a pas toujours été simple», reconnaît-elle. «J'ai pu sentir très fort certains préjugés, en tout cas la difficulté à me sentir acceptée, enfant. Cela pouvait parfois susciter du rejet, des moqueries, de la colère ou des incompréhensions. J'ai pu trouver cela injuste.» Logiquement, comme tous les enfants

« Dans le concret de la vie quotidienne, quand on est avec des gens très différents, on cherche alors du commun, à se relier aux autres »

Charlotte Casiraghi

du monde, elle aspire alors le plus possible à «être comme les autres». «Dans le concret de la vie quotidienne, quand on est avec des gens très différents, on cherche alors du commun, à se relier aux autres. Pour moi, c'est passé par le sport, les études, la littérature, des choses qui transcendent les mondes, font déplacer les frontières.»

Elle doit aussi trouver sa place face à cette exposition involontaire dans la presse dont elle a vu sa mère souffrir, notamment à des moments très douloureux de sa vie. «Parfois, en y pensant, on peut se dire : «C'est absurde, je n'ai rien fait pour ça.» On ne comprend pas pourquoi il y a des choses qui sont possibles pour certains et pas pour nous.»

Elle qui est diplômée de philosophie sourit quand on lui demande finalement quel est son métier : «Je ne sais pas quoi dire, c'est un peu bizarre. C'est un métier multifonction. Il y a les Rencontres philosophiques, ce que je fais à l'hôpital (elle anime des rencontres avec des adolescents autour de la philosophie et de la littérature, une fois par mois, dans un service de pédopsychiatrie, NDLR), l'écriture, Chanel, aussi...» Un métier hybride qu'elle s'est fabriqué sur mesure et qui finalement lui a permis de se déplacer. De choisir sa place sur la photo. En quittant cette identité rigide qu'on aurait pu lui assigner. Et, finalement, c'est la preuve d'une certaine audace... la fa-meuse audace des timides. ■



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Police [po-li's] n. f.
Peut avoir des bleus à l'âme.

La police manifeste aujourd'hui dans plusieurs villes de France. Le mot vient du grec *politeia*, qui désigne la situation d'un citoyen.

Protestant contre leur condition et le manque de moyens, les forces de l'ordre disent qu'elles ont du mal à travailler, qu'elles sont à la peine ; et cette peine de police est naturellement à prendre en considération.

Alors la police va manifester. Essentiellement dans les métropoles, à n'en pas douter.

Il est rare que les descentes de flics s'effectuent dans la rue. Mais cet après-midi, la Grande Maison tout entière va y descendre. Même la police montée ?

En agissant ainsi, que fait la police ? Elle demande des assurances sur ses conditions de vie et de travail.

Des images montrent en effet des locaux en piteux état.

Comment se déroulera cette manifestation ?

Certainement sans problème. La police compte par vocation de forts caractères. Mais on doit lui faire confiance et lui prêter aussi des mœurs policées.

D'ailleurs, s'il survenait quelque incident, qui ferait la police contre la police ? ■

MERCI,

d'avoir fait du **FIGARO ÉTUDIANT**
le média **LEADER** de l'éducation !



etudiant.lefigaro.fr

LE FIGARO étudiant

Le meilleur est AVENIR.

*Source : Médiamétrie - Audience Internet Global - France - 2024/2025 - Catégorie Éducation